

Les imprécations du président du Parlement iranien

Les Occidentaux réagissent vivement aux appels au meurtre lancés par Téhéran

La surenchère de M. Rafsandjani

Décidément, les dirigeants iraniens rivalisent dans l'ouïe. Après l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'Israélien britannique Salman Rushdie, Téhéran récidive. Le président du Parlement iranien, M. Rafsandjani, a transformé, vendredi 5 mai, son sermon en une nouvelle incitation au crime.

Prénant cette fois pour prétexte non plus l'islam bafoué, mais la nécessité d'« anéantir le régime sioniste », l'homme fort de la République islamique, pour qui la loi du talion est un châtiment trop doux, a invité « le peuple de Palestine » à venger chaque mort en tuant « cinq Américains, Britanniques ou Français ». Il lui conseille aussi de « détruire des installations occidentales ».

Lors de l'affaire Rushdie, l'enthousiasme iranien, si inadmissible qu'il fut, pouvait se prévaloir d'un sibi religieux. Il s'agissait, pour les inspirateurs de Téhéran, de faire expier à un homme l'offense faite à Allah. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Derrière les appels à l'extermination, on voit poindre des objectifs de basse politique.

Prêt à toutes les flagorneries, après avoir servi son ultime dessein — succéder le jour venu au vieil imam — le président du Parlement se livre sans état d'âme aux pires surenchères proséocratiques. L'opportunisme débridé de cet homme qui a mis l'idéologie au service de ses ambitions n'est pas pour surprendre. Le récent verdict dans le procès intenté au colonel North, l'un des principaux acteurs américains du scandale de l'irangate, remet en mémoire que M. Rafsandjani n'hésite pas à accepter un immense marchandage avec l'Amérique et l'Est juif qu'il prétend honnir aujourd'hui.

On retiendra surtout de son appel au meurtre qu'il constitue un triple défi : à l'Occident, à l'O.P. et à la majorité des pays arabes qui le soutiennent. Les gouvernements américain, britannique et français ont répondu, une fois n'est pas coutume, avec promptitude et vigueur à une attaque qui risque de retarder la normalisation de leurs relations avec Téhéran.

En traitant Yasser Arafat de « capituler », M. Rafsandjani prend spécifiquement parti pour les extrémistes palestiniens — dont certains sont à la solde de la Syrie, alliée de l'Iran — et qui jurent la porte, voire réclament la mort, du chef de l'O.P. Ce n'est pas un hasard si, le même jour, plus de dix mille intégristes pro-iraniens défilent dans les rues de Bagdad. Rien du Hezbollah sous contrôle syrien, avec à leur côté quelque deux mille Palestiniens intodés à Damas et qui faisaient à leur première réapparition publique en armée au Liban depuis 1982.

Cette démonstration de force, preuve supplémentaire d'un regain d'activisme iranien au pays du Cèdre où l'autorité plus inquiète de l'Occident quant au sort de ses otages, que l'enlèvement vendredi d'un ressortissant ouest-allemand relance le chantage dont ils sont l'enjeu.

Après l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie, une nouvelle crise a éclaté entre l'Iran et les Occidentaux. Washington, Londres et Paris ont exprimé vendredi 5 mai leur indignation après la déclaration du président du Parlement iranien incitant les Palestiniens « à tuer des Américains, des Britanniques ou des Français » pour protester contre la « brutalité sioniste en Palestine ».



Lire nos informations page 3

Les élections polonaises du 4 et du 18 juin

Solidarnosc contre l'abstention

Les 1 700 délégués à la conférence nationale du Parti communiste polonais, adopté, vendredi 5 mai, leur programme pour les élections de juin, après deux jours de débats où les réformateurs avaient le vent en poupe. Pour Solidarnosc, obligé de compter avec une opposition radicale qui s'est bruyamment manifestée cette semaine, le grand problème est l'abstention.

VARSOVIE de notre envoyée spéciale

Le dimanche à la sortie de la messe à Saint-Stanislas, on peut

acheter à deux dames qui ressemblent à des dames d'œuvre des coupons roses qui ressemblent à des billets de Monopoly. Il y a des coupons de 500 zlotys et des coupons de 1 000. Dessus se détache le sigle traditionnel, rouge, de Solidarnosc, surmonté de l'inscription « Fonds électoral du Comité civique » : c'est en partie grâce à ces billets roses que Solidarnosc finance sa campagne.

Ces coupons, explique Henryk Wajec, responsable de longue date du syndicat, aujourd'hui dynamique et souriant chef du bureau électoral national de Solidarnosc, ont été imprimés par une entreprise privée avec l'autorisation de l'Etat. Le Comité civique

Les conséquences de l'assassinat des dirigeants indépendantistes

Nouvelle-Calédonie : Paris s'accorde un délai avant de relancer les réformes institutionnelles

Le ministre des DOM-TOM, M. Le Pen, est arrivé samedi matin 6 mai en Nouvelle-Calédonie (16 h 10 en heure locale) où il devait être rejoint dans la soirée par le premier ministre, M. Michel Rocard. Afin de ne rien précipiter, le gouvernement a décidé de reporter les élec-

tions provinciales. A Nouméa, André Tanguy, l'un des auteurs de l'attentat contre Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené, a été inculpé « d'assassinat » et placé sous mandat de dépôt. Il s'agit de l'un des proches de Djubelly Wea, tué jeudi soir.

Le deuil et la honte

NOUMÉA de notre correspondant dans la Pacifique sud

Les jeunes femmes qui font la vaisselle sous le mangier ont les yeux rouges par la fatigue, le chagrin et la honte. Les délégations de tout l'archipel arrivent, repartent ou restent parce qu'il n'y a guère d'autre endroit où aller. En l'espace de quelques heures, le siège de l'Union calédonienne (U.C.), vieille bâtisse coloniale plantée au cœur du quartier populaire de la vallée du Tir, est devenu le centre d'une vaste organisation où se chevauchent réunions politiques, cérémonies coutumières et travaux d'indépendance.

Les groupes qui se succèdent viennent présenter « la coutume » aux représentants de la chefferie du Sud, laquelle s'acheminera ensuite les dons vers l'île de Maré et Hienghène où seront inhumés dimanche Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené. Les visages cernés, hagards, disent la cruauté de l'épreuve : porter le double fardeau du deuil et de la honte. Des Canaques ont assassiné froidement d'autres Canaques. Le sang a coulé dans la chefferie de Wadrilla, le cœur mystique d'Ouvéa. Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené ont été frappés alors qu'ils s'étaient dument acquittés des tâches coutumières qui, en milieu canaque, assurent protection.

Qu'ont-ils à voir, les gens de Lifou, avec la tragédie d'Ouvéa ? Pas grand-chose a priori. Pourtant, ils sont là, accroupis dans l'herbe, à psalmodier des *mea culpa* qui n'en finissent pas. « Nous allons présenter nos excuses parce que le drame a eu lieu chez nous aux îles Loyauté », explique Cono Hamu, maire de Lifou. Certains refusent toujours l'évidence. « Tout est si iriel », souffle Nicole Waia, journaliste à Radio Djido — la station du FLNKS — qui a vu Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené tomber à ses pieds.

FREDERIC BOBIN.
(Lire la suite page 8 et « La tragédie du silence » par ANNE TRISTAN page 7.)

Les ennuis de la BFCE

La Banque française du commerce extérieur rappelle à l'ordre en raison de l'insuffisance de ses provisions

PAGE 13

Elections en Bolivie

Plaidoyers pour le maintien de la stabilité économique

PAGE 4

Polémique sur l'avortement en Allemagne fédérale

La condamnation d'un médecin bavarois relance le débat

PAGE 9

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'environnement, invité dimanche à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 16

Reconstruction après l'incendie de l'été dernier

Lisbonne, laboratoire architectural

Des Rencontres internationales sur la préservation des centres historiques ont eu lieu les 5 et 6 mai à Lisbonne. On y a tiré des leçons de l'incendie qui détruisit une partie des vieux quartiers de la capitale portugaise, en août 1988.

LISBONNE de notre envoyé spécial

Des Grandes Armazens do Chiado (sorte de Galeries Lafayette lisboïtes), il ne reste, derrière la façade branlante, qu'un amoncellement de poutrelles métalliques enchevêtrées tordues par la chaleur. On s'emploie aujourd'hui à élever les pans de mur restés debout. Plus loin, les bulldozers achèvent d'évacuer les décombres noircis. Ici, il ne reste rien des immeubles dévastés.

La catastrophe a eu lieu dans la nuit du 25 au 26 août 1988. Le

feu a dû couver longtemps dans le grand magasin. Quand l'alarme fut donnée, il était suffisamment puissant pour dévorer dix-neuf immeubles bordant les rues do Carmo, Nova-do-Alameda, Garrett et do Sacramento : des artères étroites qui forment le quartier du Chiado, à la limite de la basse ville construite au dix-huitième siècle par le marquis de Pombal (1) et la colline du Bairro Alto, à laquelle elle est d'ailleurs reliée par un antique ascenseur, construit, dit-on, sur les plans de Gustave Eiffel.

Ce quartier est cher au cœur des Lisboètes, qui aiment à en arpenter les petites rues difficiles d'accès. Pourtant, celles-ci sont de plus en plus livrées au commerce de gros et de demi-gros. Des immeubles désertés par leurs habitants servent trop souvent d'entrepôts où les marchandises les plus diverses s'entassent dans des conditions de sécurité tout à

fait incertaines. Au lendemain de l'incendie, la municipalité chargea les pompiers de faire une rapide enquête dans toute la basse ville. Ce qu'ils découvrirent, assure Nuno Abecassis, le maire de Lisbonne, défie l'imagination : installations électriques vétustes, murs intérieurs abattus, amoncellements de denrées aussi inflammables que les tissus acryliques dont certains espaces étaient bourrés du sol au plafond. « Cela explique, indique le maire, que la chaleur de l'incendie du 25 août ait atteint 1 200 degrés alors qu'un feu « normal » ne dépasse pas 500 degrés. »

EMMANUEL DE ROUX.
(Lire la suite page 11.)

(1) Le marquis de Pombal (1699-1762) fut le ministre tout-puissant du roi Joseph I^{er} pendant vingt-six ans. C'est à lui que l'on doit le plan d'une partie de la capitale portugaise, reconstruite en 1755 après sa destruction par un tremblement de terre qui ébranla toute l'Europe.

LE MONDE diplomatique

Mai 1989

UNE AUTRE IDÉE DE L'EUROPE

Par Claude Julien

Alors que les fulgurants progrès de la science entraînent une véritable crise de civilisation, l'Europe du grand marché, tout entière vouée aux affaires, s'engagerait dans l'avenir à reculer si elle se bornait à imiter les exemples américain et japonais. Aux citoyens qui, en juin, désigneront le nouveau Parlement européen, Claude Julien propose « une autre idée de l'Europe », tendue vers « un mode de croissance centré sur l'homme et ses droits à la fois individuels et collectifs ».

Également au sommaire :

- LA CHINE en proie au mal d'inflation et aux dérapages de la réforme économique, par Guilhem Fabre.
- L'INTIFADA dans la Jérusalem réunifiée, par Roger Friedland et Richard Hecht.
- LE VATICAN impose son ordre, par Henri Guillemin.
- DANS LE LABYRINTHE des déchets nucléaires, par Jean-Paul Schapira.

En vente chez votre marchand de journaux

M 0146-0508-6-00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 1,96 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 11 kr ; Espagne, 175 pes ; Grèce, 60 dr ; Italie, 160 dr ; Indonésie, 90 p ; Israël, 2 000 L ; Liban, 0,400 L ; Luxembourg, 40 fr ; Norvège, 15 kr ; Pays-Bas, 2,80 f ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 338 F CFA ; Suède, 14 sh ; Suisse, 1,80 S ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$.

Dates

Il y a trente-cinq ans

La chute de Dien-Bien-Phu

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutas.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

1er FRANCE 365 F 2er 399 F 3er 904 F 4er 700 F

5 728 F 6 762 F 7 972 F 8 1 400 F

9 1 030 F 10 1 089 F 11 1 404 F 12 2 040 F

13 1 300 F 14 1 380 F 15 1 800 F 16 2 630 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse, difficultés de

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

sous les noms propres en capitale

d'impression.

ENCADRÉ de soldats au casque plat, le général Christian de La Croix de Castries, en calot rouge, la cigarette aux lèvres, sort de son PC souterrain. Il est 18 heures, le 7 mai 1954. A l'exception du point d'appui Isabelle, qui ne cessera le combat que le lendemain, le camp retranché de Dien-Bien-Phu est tombé entre les mains de l'armée d'Ho Chi Minh. Les forces du général Giap capturent dix mille prisonniers. Il y a eu parmi les assiégés 7 115 tués, blessés et disparus.

Le 20 juillet seront signés à Genève les accords qui mettront progressivement fin à la présence militaire et politique de la France en Extrême-Orient.

Dien-Bien-Phu est une cuvette d'une vingtaine de kilomètres de long dans l'ouest du Nord-Vietnam, près de la frontière du Laos. Hanoi est à plus de 300 kilomètres. C'est un des rares endroits de la région où peut être construite une piste pour les avions.

Depuis le printemps 1953 le gouvernement français estime qu'il faut mettre fin à la guerre. Mais il ne veut pas négocier en position de faiblesse et les États-Unis, qui financent les trois quarts des dépenses militaires en Indochine, craignent de voir s'effondrer une des dernières positions de l'Occident en Asie du Sud-Est. Washington a combattu, avec Roosevelt, le « colonialisme français », mais la guerre froide puis la guerre de Corée l'ont amené à contenir l'expansion communiste. Sans que cesse l'hostilité de principe des États-Unis à la présence française, l'Indochine est devenue pour les Américains un des « dominos » de l'Asie : si l'un bascule, les autres suivront.

La guerre d'Indochine est impopulaire en France. Si elle n'est coûteuse en argent qu'en apparence, elle l'est en hommes et notamment en officiers : la valeur d'une promotion de Saint-Cyr par an. La défense d'une Europe qui craint la menace soviétique est devenue prioritaire. L'armée française pourra-t-elle y garder une place de premier plan ?

Un spécialiste de l'Europe

En avril 1953, le Vietnam a lancé trois divisions vers le Laos. Sa perte menaçait la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam et la Malaisie. Mais défendre le Laos est une tâche très lourde pour des forces qui ont déjà peine à tenir le delta du fleuve Rouge. Les États-Unis, sollicités de fournir une aide supplémentaire, y mettent comme condition que la France donne enfin aux États de la péninsule une véritable indépendance et les moyens militaires correspondants. Pour Paris, les Américains, s'ils paient, n'ont pas pour autant à intervenir dans la politique et la stratégie françaises en Asie.

M. René Mayer, président du conseil, nommé commandant en chef en Indochine le général Navarre, un spécialiste de la guerre en Europe. La thèse des États-majors est que l'ennemi n'en disposant pas, il est inutile de le combattre avec des armes sophistiquées. On construit donc des fortifications de campagne et on attend que vienne se briser contre les canons appuyés par l'aviation le corps de bataille qu'il vient de former grâce à l'aide chinoise.

Le 27 juillet, la guerre de Corée s'arrête. Les États-Unis vont pouvoir diriger sur l'Indochine encore plus d'armes et de matériel. La Chine aussi.

A Paris, une longue crise gouvernementale a amené au pouvoir Joseph Laniel. Sur la défense du Laos, le nouveau gouvernement reste flou. Les Américains réclament un plan. En septembre le général Navarre résume ses intentions : actions limitées puis grande offensive au Nord, accélération de la mise sur pied de l'armée nationale vietnamienne. Washington « achète » 70 millions de dollars le plan Navarre.

Pour bloquer toute nouvelle offensive vietnamite au Laos, Navarre décide de

construire un camp retranché à Dien-Bien-Phu. Le général Cogny, qui commande au Nord-Vietnam, aura la responsabilité directe de l'opération.

Le 20 novembre, trois bataillons de parachutistes se posent dans la cuvette. Une piste d'aviation, des emplacements d'artillerie sont aménagés ; quatre chasseurs-bombardiers sont protégés par des alvéoles tandis que la garnison se renforce. Les services de renseignement signalent que quatre divisions vietminh convergent vers Dien-Bien-Phu.

Au gouvernement s'affrontent les partisans d'une négociation rapide et ceux qui, comme Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, l'estiment prématuré.

Dien-Bien-Phu, le camp retranché attend avec impatience que l'armée populaire se lance à l'assaut.

Lors d'une rencontre à Berlin des ministres des affaires étrangères des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'URSS, Anthony Eden propose au nom des Occidentaux qu'une conférence soit réunie à Genève pour discuter de la Corée et de l'Indochine avec la participation de la Chine et des États communistes de la région.

La proposition est acceptée le 18 février 1954. Désormais, les deux adversaires sont obligés de s'assurer un avantage décisif avant la conférence.



ROUIL

ré. Ho Chi Minh, dans une interview au journal *Expressen* de Stockholm, se dit prêt à discuter. Paris ne bouge pas.

Le 7 décembre un cavalier, le colonel de Castries, est nommé au commandement du Groupe d'opérations du Nord-Ouest, dénomination officielle du camp retranché. Des centaines de rotations d'avions - un Dakota ne peut transporter que 2 tonnes et demie - couvrent la cuvette de corolles de parachutes. On construit ou on consolide les points d'appui, sous-ensembles baptisés de pré-noms féminins. Au nord, Gabrielle, au sud, à 5 kilomètres, Isabelle ; entre les deux Anne-Marie au nord-est, Béatrice au nord-ouest. Viennent ensuite Huguette qui protège la piste et, autour de la bourgade et du PC, Dominique, Eliane et Claudine.

Dans la montagne et la jungle le Vietnam trace des routes et les camoufle. Un énorme appareil logistique est mis en place avec des moyens en hommes qui paraissent insuffisables. La bicyclette, poussée à la main sur les pistes, transporte 300 kilos. Des camions russes font la noria avec la frontière chinoise d'où les armes affluent. Dans les collines qui dominent immédiatement la cuvette, des installations souterraines reçoivent des canons. Ni les reconnaissances de la garnison, ni les observations aériennes ne discernent l'ampleur du dispositif de Giap. Le général Navarre prépare l'opération qu'il lancera au début de janvier : l'offensive Atalante au Nord et au Centre Vietnam. A

La bataille commence le 13 mars. Des commandos vietminh ont attaqué deux bases aériennes françaises du delta et détruit des avions. Des tranchées apparaissent autour de Béatrice ; le lendemain, l'artillerie de Giap bombarde la piste. Le lieutenant-colonel Gaucher, commandant la Légion, est tué. Les contre-batteries des canons français sont inefficaces.

Des canons invisibles

Le 14, Béatrice tombe et Gabrielle est attaquée. Tandis qu'un bataillon de parachutistes vietminhs saute en renfort, un bataillon thaï abandonne sa position. Le colonel Piroth, commandant l'artillerie du camp, s'apercevant que tout son dispositif est à portée de l'adversaire tandis que lui-même est dans l'incapacité de riposter sur des canons invisibles, se donne la mort.

Des renforts encore : Bigard et le 6^e bataillon de parachutistes coloniaux. La piste est de moins en moins utilisable, l'évacuation des blessés de plus en plus difficile, malgré les promesses des pilotes et le dévouement des infirmières-secoursistes de l'air.

Navarre et Cogny s'affrontent. Le second veut sauver le delta et ne pas porter la responsabilité d'un échec. Navarre s'en exaspère. Le camp retranché est condamné. Il n'est plus question de détruire le corps de bataille de Giap, mais de lui infliger le maximum de dégâts avant Genève. De fait l'armée populaire subit des pertes énormes. Des centaines de cadavres s'entassent devant les barbelés et les tranchées des défenseurs. Mais ces

derniers sont moins nombreux : douze bataillons parmi lesquels certaines unités vietnamiennes combattent à regret ; beaucoup, ainsi que des Nord-Africains, refusent cette bataille qui ne les concerne pas et se réfugient sur les bords de la rivière Nam. Les parachutistes et les légionnaires, majoritairement d'origine allemande, soit environ deux mille hommes, assurent l'essentiel de la défense.

La dernière évacuation sanitaire a lieu le 17 mars. Une jeune convoiyée, Geneviève de Galard, est bloquée à Dien-Bien-Phu où les blessés s'entassent. Le mauvais temps gêne de plus en plus les parachutages. Le matériel et le ravitaillement tombent fréquemment dans les lignes adverses. Des renforts sautent de nuit sous les tirs ennemis. Dominique et Huguette sont partiellement conquises ; Eliane, au cœur du dispositif est maintenant attaquée.

A Paris, on s'efforce d'obtenir l'aide des Britanniques et des Américains. Pour le premier ministre Winston Churchill et pour Anthony Eden il ne peut être question d'entrer dans un conflit qui peut mener à une guerre avec la Chine et peut-être déboucher sur un conflit mondial. Pour le président Eisenhower et son secrétaire d'État Foster Dulles, les États-Unis - qui ont déjà fourni, outre leurs dollars, des mécaniciens « civils » et des avions de transport Packet, autorisé les équipages mercenaires du général Chennault à participer au ravitaillement de Dien-Bien-Phu - ne sauraient intervenir seuls. Le refus de Londres bloque tout. Washington propose de créer une large alliance en Asie du Sud-Est. Ce sera l'OTASE, dépendant de l'OTAN. Mais elle n'existe pas encore.

Le « plan Vautour »

Georges Bidault avait cru comprendre que Dulles avait proposé l'emploi de l'arme atomique tactique. Il n'en est rien. On étudie le « plan Vautour » : des super-bombardiers B-29 partis des Philippines - 4 000 kilomètres - bombarderaient les arrières de Giap autour de Dien-Bien-Phu. Échec, là encore.

Dans la cuvette les points d'appui sont pris et repris. L'équivalent de cinq bataillons a fondu dans la bataille. Le 3 avril, on en parachute un autre. Bigard et Langlais se démenent jour et nuit, bouchent les trous, contre-attaquent. Deux cents avions ravitaillent de leur mieux, bombardent au napalm et mitraillent à l'aveuglette. Les chasseurs de l'aéronavale prennent une large part aux combats. Dégagez la forteresse ? Tout au plus tenter de recueillir ses défenseurs. Une colonne, avec des moyens limités, ne pourra que s'approcher, trop tard, du camp retranché.

Le 15 avril, de Castries est promu général de brigade. Avant la fin du mois, la totalité de la piste est perdue. Dans la terrible chaudière on continue de lancer des hommes ; encore un bataillon de parachutistes. Plus de quatre mille hommes ont été enfoncés dans la cuvette depuis le 4 mars. Dix-huit cents volontaires se présentent. Le général Corniglion-Molinier, ministre de la justice, se propose ; le gouvernement refuse. L'aide de camp du général Navarre, le capitaine Pouget, rejoint ses camarades. Et cent cinquante Vietnamiens, quatre cents Nord-Africains.

Le 1^{er} mai, le camp retranché n'est plus qu'un réduit avec trois jours de vivres. A Genève, où la conférence s'est ouverte le 26 avril, on n'en est encore qu'aux préliminaires. Navarre a beau lancer encore un bataillon le 5 mai et prescrire une impossible sortie, la fin est proche. Le dernier assaut est lancé le 6 mai. Les blessés se battent dans les tranchées. Le 7, après un dernier entretien téléphonique avec Cogny - « Pas de capitulation, surtout » - le général de Castries attend les soldats vietminh qui le feront prisonnier. Dien-Bien-Phu n'était qu'une bataille dans un pays perdu. Mais, aux yeux du monde entier qui avait suivi le siège avec une passion croissante, sa perte marquait la fin de la partie : la France était épuisée et mat.

JEAN PLANCHAIS.

* Outre le monumental *Dien Bien Phu*, de Jules Roy (Julliard, 1963), signaux, sur l'aspect diplomatique de la bataille, le recueil d'articles français et américains qui viennent de paraître Denis Artaud et Laurence Kaplan aux éditions La Manufacture et l'ouvrage illustré d'Erwan Bergot aux Presses de la Cité.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

BRICE
LALONDE

animé par
Jean-Pierre DEFRAIN

avec Roger CANS
et Alain ROLLAT (Le Monde)
Pierre KOHLER
et Bernard LEHUT (RTL)

RTL

هكنا من الأهل

سكان العالم

Etranger

Le Monde • Dimanche 7-Lundi 8 mai 1989 3

97

IRAN : après les déclarations du président du Parlement

Paris, Londres et Washington dénoncent avec vigueur l'appel au meurtre

Le gouvernement français a fait part, dans la soirée du vendredi 5 mai, de son indignation après les déclarations du président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, appelant les Palestiniens à « tuer des Américains, des Britanniques ou des Français » en représailles à la répression de l'intifada. (Nos dernières éditions du 6 mai). Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères a jugé ces déclarations « totalement inacceptables, car elles s'accompagnent d'un inadmissible appel au meurtre ».

« Elles suscitent l'indignation du gouvernement français. Elles sont de nature à créer une présomption de responsabilité de l'Iran dans toute action de violence qui surviendrait », ajoute le texte qui conclut : « De telles déclarations constituent un défi aux efforts en cours pour parvenir à la paix au Proche-Orient par la négociation auxquelles la France apporte un appui résolu ».

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré que « le scandaleux appel au meurtre et au terrorisme marque un nouveau pas de l'Iran dans son isolement de la communauté des nations civilisées ». Ces déclarations, a-t-il ajouté, reviennent à « exhorter les Palestiniens à commettre des actes de terrorisme et ne servent qu'à confirmer que le terrorisme est un élément du régime de l'ayatollah Khomeiny. Nous sommes atterrés et nous condamnons dans les termes les plus forts cet appel aux Palestiniens à tuer nos citoyens, des citoyens de pays alliés et d'autres innocents », a-t-il dit.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a pour sa part déclaré que l'appel iranien était « une attaque contre tous ceux qui essayent d'apporter la paix au Proche-Orient ». « Nous tenons les dirigeants iraniens pour responsables de toute attaque contre des intérêts ou des citoyens américains », a-t-elle ajouté.

Arafat, « capitulaire »

M. Rafsandjani, qui s'exprimait pendant la prière du vendredi à Téhéran, à l'occasion de la journée de Jérusalem, avait affirmé que, « si pour venger ceux de leurs martyrs », les Palestiniens « tuaient cinq Américains, Britanniques ou Français, les sionistes ne poursuivraient pas leurs exactions ». « Ce n'est pas compliqué de tuer des Américains ou des Français », il y en a tellement, partout dans le monde », a-t-il ajouté. « C'est un peu plus difficile de tuer des Israéliens », a poursuivi le chef du Parlement, qui a également remarqué : « Ceux qui donnent 10 milliards par an à Israël, leur sang a-t-il quelque valeur ? ».

M. Rafsandjani a également exhorté les Palestiniens à détourner

des avions pour obtenir la libération de prisonniers détenus en Israël, et à faire sauter des installations industrielles dans les pays occidentaux.

Il a ajouté qu'il n'était pas concerné par les accusations occidentales selon lesquelles il encourageait la violence, et que les Palestiniens ne devaient plus l'être non plus. « Ils vont commencer à dire ceci et cela, qu'un responsable, que le président du Parlement, a officiellement encouragé des actes terroristes... Mais laissez-les parler. N'est-ce pas déjà ce qu'ils disent. Ils ne vont pas cesser de vous traiter de terroristes jusqu'à ce que vous capituliez totalement, jusqu'à ce que vous abandonniez la Palestine ».

Le responsable iranien, évoquant la visite que vient d'effectuer à Paris M. Arafat, a qualifié de « capitulaire » le dirigeant palestinien qui, a-t-il dit, « est allé mendier à l'Elysée le soutien du gouvernement français ». « L'OLP, a-t-il encore dit, a choisi une mauvaise voie ».

M. Rafsandjani a enfin suggéré la constitution d'un « fonds islamique pour la Palestine », invitant les fidèles à verser leurs dons sur un compte bancaire spécial.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté dans les rues de Téhéran pour marquer la journée de Jérusalem avant de se regrouper sur le campus de l'université, où s'est déroulée la prière.

Quelques heures après l'appel de M. Rafsandjani, les bureaux de la compagnie aérienne ouest-allemande, Lufthansa, ont été attaqués par un groupe « non identifié ». Les bureaux fermés, au moment de l'attaque, ont subi « quelques dégâts », selon l'agence iranienne de presse qui ne fournit aucune précision sur le nombre ou la nationalité des malheureux, ou le mobile de leur action. — (AFP)

Les métamorphoses de M. Rafsandjani

Considéré depuis de longues années comme le chef de file des pragmatistes de Téhéran partisans d'un rapprochement avec l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier — il a été le principal architecte de l'« étrange », M. Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, a depuis l'affaire des *Versets saoudiens*, totalement changé de peau. Il a démontré ainsi qu'il avait non seulement des qualités de réalisme, mais également un sens profond de l'opportunisme politique.

Le président du Majlis fut le premier à faire acte d'allégeance à l'Iran lorsque ce dernier avait, le 22 février, dans un message « aux autorités publiques et aux ulémas », qualifié certains des religieux de Téhéran d'« ignorants fossilisés », affirmant que, lui vivant, « il ne laisserait pas l'Iran tomber entre les mains des libéraux » responsables d'un « pragmatisme » qui faisait dévier la révolution de ses objectifs premiers. Il était clair que M. Rafsandjani était directement visé par cette diatribe.

Sentant le danger, le président du Majlis, qui est en même temps le commandant en chef par intérim des forces armées, a aussitôt fait amende honorable et embouté le pas à l'Iran dans sa dénonciation des protecteurs occidentaux de Salimane Roushdi, l'un de la plupart des membres de l'appareil religieux de Téhéran. Seul le successeur désigné de l'imam, l'ayatollah Montazeri, avait pris alors une certaine distance à l'égard des anatèmes de l'imam et s'était abstenu de reprendre à son compte l'appel au meurtre.

Pouvait-il d'ailleurs agir autrement, lui qui venait — quelques jours avant le *fatwa* — (le décret islamique) de l'imam — de dénoncer « les erreurs graves qui ont ruiné l'image de l'Iran et effrayé le monde en lui faisant croire que nous n'avions qu'un seul objectif : tuer ». Cette attitude courageuse devait d'ailleurs lui coûter un mois plus tard son titre de dauphin de l'imam, créant dans le pays un vide politique que l'ambitieux politicien qu'est

M. Rafsandjani s'est empressé de remplir à son profit.

Grand bénéficiaire de la disgrâce de l'ayatollah Montazeri, le président du Majlis, tournant rapidement casaque, a su une fois de plus rentrer dans les bonnes grâces de l'imam en lui faisant valoir qu'il était le seul capable de préserver la pureté révolutionnaire du régime, alors qu'un moment des fêtes du dixième anniversaire de la République islamique, en février, il avait laissé entendre à plusieurs reprises que la révolution était terminée et « qu'il fallait maintenant s'atteler à la tâche de la reconstruction économique ».

Repression accrue

M. Rafsandjani a depuis multiplié les déclarations et gestes pour prouver sa bonne foi et la sincérité de sa conversion miraculeuse de chef de file du camp des pragmatistes en militant jusqu'au boutiste de la Révolution islamique. Il a laissé sans broncher ses plus fidèles collaborateurs, pour la plupart des technocrates éduqués aux Etats-Unis ou en Europe — tels que M. Laridjani, ancien vice-ministre des affaires étrangères et M. Mahallati, l'ex-représentant de l'Iran auprès des Nations unies — disparaître dans la trappe.

Les relations diplomatiques avec le Royaume-Uni, laborieusement renouées, ont été de nouveau rompues. Les liens « privilégiés » avec l'Allemagne fédérale, l'un des principaux partenaires économiques de Téhéran, furent, gouvernement compris, sans parler de l'arrestation de tous ceux qui avaient naïvement cru que, avec la fin des hostilités contre l'Irak, la priorité serait désormais accordée à la reconstruction, éventuellement en collaboration avec l'Occident.

M. Rafsandjani est allé même jusqu'à prendre pour argent comptant, du haut de la tribune de la prière du vendredi, les imaginaires conspirations tramées par la CIA.

probablement inventées de toutes pièces par le ministre du renseignement, le redoutable Mohammedi Rayshari, le grand patron de la Savama, pour justifier la répression contre tous ceux qui refusaient éventuellement de s'aligner sur les nouvelles orientations de la révolution.

L'appel au meurtre de vendredi n'est dans ce contexte qu'un gage supplémentaire donné par M. Rafsandjani à l'imam en vue d'assurer ses arrières dans la bataille qu'il vient d'engager pour remporter la victoire à l'élection présidentielle du mois d'août.

De toute évidence, le président du Majlis a besoin de l'appui agissant de l'imam pour parvenir à son objectif qui est de devenir un président fort en prévision du jour où disparaîtra le Guide de la révolution. Dans cette voie, il a déjà remporté bon nombre de succès, et se trouve pratiquement assuré d'être le seul candidat à la présidence de la République.

Mais rien n'est acquis en ce qui concerne les réformes qui seront apportées à la Constitution que M. Rafsandjani souhaite voir amendée à sa mesure et qui feraient éventuellement de lui un président de type américain, disposant de pouvoirs exorbitants, aux dépens du poste de premier ministre qui tomberait pratiquement en désuétude.

Il faudrait également que la Constitution autorise l'assemblée des experts — qui sera chargée de trouver un remplaçant à l'imam, — à mettre sur pied un conseil de tutelle de trois ou cinq membres composés des religieux de second ordre qui accepteraient de se soumettre aux diktats du nouveau maître de l'Iran.

Les ambitions de M. Rafsandjani sont démesurées et suscitent de secrètes appréhensions parmi la classe politico-religieuse. Il est évident que seul le soutien sans réserve de l'imam peut lui permettre de parvenir à son objectif final : devenir le nouveau chah de l'Iran.

JEAN GUEYRAS.

ISRAËL

Jérusalem ne veut pas entendre parler de la rencontre Mitterrand-Arafat

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le gouvernement israélien fait la sourde oreille : il ne veut rien savoir de l'entretien que M. François Mitterrand a accordé à M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP.

L'ambassadeur de France en Israël, M. Alain Frachon, a proposé vendredi 5 mai aux autorités israéliennes de leur faire un compte rendu de la rencontre de Paris et s'est heurté à un refus : « La réponse a été négative ». Elle est conforme aux multiples déclarations faites cette semaine à la fois par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et son ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, qui tous deux n'ont cessé de dénoncer la visite de M. Arafat à Paris.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Alon Liel, confirmait en début de soirée la position arrêtée par son gouvernement, au moins à titre officiel : « Nous ne sommes pas intéressés à recevoir le moindre compte rendu de la rencontre Mitterrand-Arafat ». Il faut sans doute y voir quelque mauvaise humeur, mais c'est aussi une question de principe puisque, Israël, a souligné M. Liel, est opposé à tout dialogue « même indirect » avec l'OLP.

De source officielle, on indique encore que M. Roland Dumas « peut toujours venir en Israël s'il le désire », mais qu'il ne s'agit pas de ces dernières semaines « absolument aucune information quant aux intentions du ministre français des affaires étrangères. Ce

dernier avait annoncé jeudi qu'il allait se rendre « prochainement » en Israël.

Les milieux officiels à Jérusalem disent volontiers que la rencontre Mitterrand-Arafat ne devrait pas avoir « de répercussions durables » sur les relations franco-israéliennes mais qu'elle inciterait Israël « à se défaire davantage encore de la France si celle-ci veut se poser en médiateur ou intermédiaire dans le conflit du Proche-Orient : pour cela, dit-on, il faut avoir une position beaucoup plus équilibrée ».

Pour l'heure, on observe un certain froid qui se traduit par quelques « petits gestes ». Aucun des ministres israéliens invités n'a, par exemple, assisté vendredi à une exhibition aérienne de la Patrouille de France qui a eu lieu devant les locaux de l'ambassade française, au-dessus de la baie de Tel-Aviv. La Patrouille de France était là pour célébrer le trente-cinquième anniversaire du premier atterrissage en Terre sainte, un vol réalisé par le pilote français Jules Védrines en décembre 1913, lors d'une course Paris-Le Caire parée par le quotidien le *Matin*.

Vendredi encore, M. Itzhak Shamir a répété que des visites comme celle de M. Arafat en France étaient un encouragement à la violence pour les Palestiniens. Sans être très explicite, il a estimé que l'agression qui a coûté la vie mercredi à deux Israéliens à Jérusalem apportait la preuve, ce qui est une façon de faire porter à la France une responsabilité, au moins indirecte, dans cet attentat.

ALAIN FRACHON.

Un Palestinien tué à Gaza

Un Palestinien a été tué et dix autres ont été blessés, le vendredi 5 mai, par les tirs de soldats israéliens au cours de heurts dans les territoires occupés alors qu'une vive tension y régnait notamment à Jérusalem-Est, où les Palestiniens se préparaient à célébrer, samedi, l'Aïd el Fitr, la fin du ramadan.

Le premier ministre israélien M. Itzhak Shamir a, pour sa part, lancé à la population israélienne un appel implicite à la justice sommaire pour les auteurs d'attentats contre des civils israéliens.

Lors d'une visite aux blessés de l'attentat au couteau qui a fait, mercredi, deux morts et trois blessés à Jérusalem, le chef du gouvernement a déclaré : « La foule des citoyens, la foule des juifs, doit faire tout ce qu'elle peut pour se défendre et empêcher que des assassins qui commettent de tels crimes ne soient saisis et punis ». Il a ajouté : « Ce sont des fous qui viennent pour tuer et nous devons les combattre ».

A ce propos, le porte-parole du Mouvement pour les droits civils (RATZ), M. Moshe Horowitz, a affirmé à l'AFP : « Il est triste que des paroles prononcées par un premier ministre puissent inciter une foule, dont la colère est justifiée, à lyncher des suspects ».

M. Avi Pazner, porte-parole de la présidence du conseil israélien, a, pour sa part, démenti les intentions prêtées à M. Shamir. « Au contraire, a-t-il dit, la population israélienne doit montrer sa vigilance face à des actes de terrorisme et coopérer avec les autorités pour que ceux qui commettent de tels crimes ne puissent s'échapper ».

« L'hébreu » « l'Idiot international » publie dans sa livraison datée du 3 mai, sur une double page, la liste des Palestiniens tués en Cisjordanie et à Gaza, depuis le début du soulèvement en décembre 1987. Cette liste comprend trois cent trente-et-un noms, en français et en arabe — avec l'âge de chaque victime.

Asie

CHINE

Retour au calme chez les étudiants et offres de dialogue réitérées

PÉKIN
de notre correspondant

Les autorités chinoises semblaient avoir réussi à calmer le jeu, au moins temporairement, samedi 6 mai, face aux étudiants de Pékin après trois semaines d'une agitation déclenchée par la mort de l'ancien secrétaire général du Parti communiste Hu Yaobang. Des mots d'ordre appelaient à mettre fin à la grève des cours entamée il y a deux semaines circulaient dans nombre d'établissements d'enseignement supérieur. Le quotidien *China Daily* remarquait cependant que certains étudiants, notamment de l'université de Pékin, à la pointe du mouvement, avaient défilé la veille à pour suivre le boycott en dépit des ouvertures annoncées par l'actuel chef du parti, M. Zhao Ziyang.

Le premier ministre, M. Li Peng, s'est aligné de manière bien visible sur la position libérale du secrétaire général au cours d'une intervention devant les délégués à la réunion de la Banque asiatique de développement, vendredi. Le chef du gouver-

nement, durement mis à l'épreuve par les manifestations auxquelles il a tenté sans succès d'opposer la main forte sur les conseils, croit-on savoir, de M. Deng Xiaoping, a lancé un surprenant coup de chapeau aux étudiants. Leurs revendications, a-t-il dit, « coïncident avec les objectifs du gouvernement » pour la lutte contre la corruption et pour la rectification du « chaos économique » prévalant « à un certain degré » tout en déplorant « les actions de certains étudiants » sans plus de précision, il a, à son tour, souhaité que le dialogue s'approfondisse et que l'agitation retombe.

A quelques jours de l'arrivée de M. Mikhail Gorbatchev à Pékin, le régime chinois semble miser sur une démobilitation progressive du mouvement étudiant face aux divisions latentes au sein des noyaux dur des activistes. Durant toute la crise, M. Deng Xiaoping n'est apparu que brièvement à la télévision, le 22 avril, pour les funérailles de son ancien bras droit et n'a fait aucune déclaration publique.

F. D.

Quatre îles soviétiques revendiquées par le Japon

Le contentieux territorial bloque les relations de Tokyo avec Moscou

Moscou (AFP). — M. Gorbatchev a dénoncé vendredi 5 mai, en recevant le ministre japonais des affaires étrangères, M. Sosuke Uno, les « doubles critères » du Japon concernant ses prétentions territoriales, avec l'URSS d'une part, avec la Chine ou la Corée du Sud d'autre part, a rapporté l'agence Tass.

M. Gorbatchev évoquait les revendications japonaises sur les quatre îles Kouriles annexées par l'URSS en 1945. Aucun compromis à ce sujet n'a été proposé vendredi entre les deux parties, empêchant de fixer une date au premier voyage au Japon du numéro un soviétique.

Soulignant la « nécessité d'éviter les ultimatum » dans les relations internationales, ce dernier s'est

interrogé sur les raisons pour lesquelles « les revendications analogues du Japon envers la Chine ou la Corée du Sud ne sont pas un obstacle au plein développement de leurs relations bilatérales ».

Affirmant que sa visite au Japon « est indispensable » et doit « marquer un nouveau niveau des relations » (bilatérales), M. Gorbatchev a indiqué que la question « sera rediscutée concrètement au début de l'année prochaine ».

« Il semble, a-t-il ajouté, que la situation n'est pas encore mûre. Amener les relations soviéto-japonaises à un niveau digne de ces deux Etats voisins est une affaire nouvelle. La logique principale est là, comme partout, la logique de la vie, soyons patients ».

LIBAN : nouvelle prise d'otage

Les ravisseurs d'un Allemand veulent faire pression sur Bonn

Saïda (Liban). — Les ravisseurs d'un jeune Allemand de l'Ouest, Markus Kint, vingt-quatre ans, enlevé au Liban dans la nuit du jeudi 4 mai au vendredi 5 mai, exigent que la justice allemande soit clémentine à l'égard de Mohammad Ali Hamade, ce Libanais chite passible de la prison à perpétuité en RFA pour le démantèlement sur Beyrouth d'un avion de ligne américain et le meurtre d'un passager en juin 1985. Le tribunal de Francfort devrait rendre son verdict le 17 mai, le ministère public ayant déjà requis la réduction à vie.

Ce sont les deux autres ressortissants ouest-allemands enlevés eux aussi jeudi soir, puis relâchés vendredi matin (le *Monde* du 6 mai), qui ont porté ce message des ravisseurs au chef du gouvernement libanais à majorité musulmane soutenu par la Syrie, M. Salim Hoss, au chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, ainsi qu'aux commandements syrien et palestinien au Liban. Les ravisseurs, qui demandent également l'élargissement d'un Libanais détenu à Chypre, ont fixé un délai de dix jours pour la réponse.

Le gouvernement de Bonn, qui n'a pour le moment fait aucune déclaration concernant l'enlèvement

de Markus Kint, avait déjà été soumis à un tel chantage, puisque, dans les jours qui avaient suivi l'arrestation de Mohammad Hamade, deux Allemands de l'Ouest avaient été enlevés. Ils avaient été libérés lorsque le gouvernement fédéral avait refusé d'extraire Hamade aux Etats-Unis.

Le gouvernement, qui avait affirmé avoir versé aucune rançon, avait bien reconnu que c'était pour protéger la vie des otages que le terrorisme libanais n'avait pas été extradé. L'assombrissement des relations entre l'Allemagne fédérale et l'Iran ne devrait pas favoriser la solution de ce nouveau dossier. Bonn avait été la première capitale européenne à rappeler son représentant à Téhéran après la condamnation à mort de Salimane Roushdi, et Téhéran a accusé récemment les services diplomatiques de la RFA d'étroite collaboration avec les Etats-Unis dans l'affaire du « réseau d'espionnage » découvert en Iran.

L'enlèvement de Markus Kint porte maintenant à quinze le nombre des otages occidentaux détenus au Liban : neuf Américains, trois Britanniques, un Italien et un Belge. — (AFP)

Chacun a ses secrets. Certains les traînent tout au long de leur vie comme un fardeau, d'autres les chérissent et les conservent avec soin, comme une source de vie jaillissante où ils puisent leurs forces vives jusqu'à la fin. Pour moi, ces secrets forment le trait d'union entre mon passé et mon présent.

NINA BERBEROVA
C'est moi qui souligne

AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE DÉCOUVERTE AVEC 50 ANNÉES DE RETARD

ACTES DU SUD

DIFFUSION PUF

Amériques

BOLIVIE : le scrutin du 7 mai

Plaidoyers pour le maintien de la stabilité économique

Deux millions cent mille Boliviens réinscrits (sur trois millions d'électeurs potentiels) devaient être dimanche 7 mai un nouveau président de la République, un vice-président, vingt-sept sénateurs et cent trente députés pour une période de quatre ans. Si, comme il apparaît probable, aucun candidat à la présidence n'obtient la majorité absolue, le nouveau Parlement devra, dans les trois mois, désigner le successeur du président Paz Estenssoro parmi les trois candidats arrivés en tête.

LA PAZ
de notre envoyé spécial

Militants et porteurs de pinceaux se sont affrontés pendant une campagne sans violence sinon sans passion. La capitale appartient à la nuit aux peintres des dix formations en compétition. Le jour, la mairie de La Paz, contrôlée par l'Action démocratique nationaliste (ADN, droite) du général Banzer, nettoie du mieux qu'elle peut. Affichettes et tracts collés sur les murs sont, en revanche, d'une grande platitude. Seuls, les graffitis de l'université centrale de San-Andrés, sur le Prado, font preuve d'originalité : « Votes avec des ordures ». A côté : un poster géant dédié au Che Guevara, un portrait de Léonine et un slo-

gan en lettres noires : « Seule la lutte armée règlera le problème des mineurs ». Derniers signes d'un ultragauchisme en sérieux déclin dans une Bolivie au long et sanglant passé insurrectionnel.

Les pétards éclatent ; la foule hurle. « Goni », surnom de Gonzalo Sanchez de Lozada. Le candidat du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) au pouvoir, est à la tribune, sur fond de porche colonial. A ses côtés, sa femme Jimena, très blonde, sculpturale, sereine et attentive. Ministre du plan dans le gouvernement Estenssoro, au pouvoir depuis août 1985, M. Sanchez de Lozada a appliqué avec détermination la Nouvelle politique économique (NEP), décidée par M. Paz Estenssoro en accord avec le FMI ; toute une série de mesures d'inspiration néolibérale qui ont permis en deux ans un spectaculaire redressement d'une économie au bord de l'effondrement : 25 000 % d'inflation en 1985 lorsque la gauche, avec M. Siles Zuazo, était au pouvoir ; 20 % seulement en 1988. Et 2 % pour le premier trimestre de 1989. « Nous avons dépolitisé l'économie », dit M. Sanchez de Lozada.

Taux de change unique ; libéralisation des importations ; réorientation des exportations ; suppression des subventions ; dégraissage du secteur public et d'abord des « élé-

phants blancs » comme la COMIBOL, la corporation minière, lourdement déficitaire ; nouveau régime fiscal. La Bolivie, en élection depuis dix ans, connaît une esquisse de relance économique. Le « miracle » bolivien peut faire rêver Argentins, Brésiliens et Péruviens.

Mais son coût social est très lourd : chômage en hausse (de 25 % à 60 %, selon les sources) ; l'Altiplano encore plus pauvre, deux dizaines de milliers de mineurs de l'étain licenciés, peu ou pas du tout indemnisés, qu'on appelle ici les *relocalizados* ; salaires de base misérables. « Alors que les gros patrons de la Banque centrale ou de la Société nationale du pétrole touchent 90 fois le salaire minimum », affirme un sociologue.

« Le père du chômage »

M. Sanchez de Lozada, artisan et avocat d'une stabilité économique dont le maintien est souhaité par la grande majorité des Boliviens, même à gauche, est conscient des faiblesses du modèle néolibéral. Il insiste sur la nécessité d'une « nouvelle politique sociale » : davantage d'emplois (il en promet 250 000 en quatre ans, ce qui semble ambitieux) ; un toit pour tous, l'éducation, la santé, de « bons » salaires pour acquiescer, dit-il, « la dignité ». L'homme est jovial, ouvert, avec un sens aigu de l'humour. Né à Cochabamba, il y a cinquante-six ans, il a été élevé aux États-Unis et n'est rentré au pays qu'à l'âge de vingt-cinq ans. Il parle espagnol avec un très fort accent yankee. D'où son surnom « Goni » (pour Gonzalo) qu'il revendique fièrement et exploite. « Mon accent, affirme-t-il, peut paraître bizarre, mais si le MNR m'a choisi, c'est un signe de rénovation. »

A priori, il y a un abîme entre cet homme d'affaires, très riche, *made in USA*, et des Boliviens dont la moitié au moins sont des paysans indiens pauvres. Le MNR n'a fait que 11 % des voix aux municipales de 1987. « Goni », disent ses adversaires, c'est le père du chômage. Pourtant, les derniers sondages le placent dans le trio de tête parmi les

neuf candidats à la présidence, avec le général Banzer, dirigeant de l'ADN, et M. Jaime Paz Zamora, dirigeant social-démocrate du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR).

Le général Banzer est une énigme. Dictateur de 1971 à 1978, il a gouverné d'une main de fer. Disparitions, assassinats, déportations, mise au pas des opposants de gauche et des syndicats : le bilan est lourd. « Est-ce que vous recommenceriez si vous étiez de nouveau au pouvoir ? », lui a demandé un journaliste bolivien, déporté pendant ces années noires. « J'ai changé », a répondu Banzer d'une voix fragile.

« Ni oublié ni pardonné », proclament les affichettes des associations de disparus sur les murs de La Paz. Le leader de l'ADN est malgré tout arrivé en tête avec plus de 28 % des voix aux élections de 1985. Devant M. Paz Estenssoro, finalement élu par le Congrès (selon la Constitution) grâce à l'appui du MIR de M. Jaime Paz Zamora.

Le général Banzer avait conclu un « pacte pour la démocratie » avec M. Paz Estenssoro pour appuyer la nouvelle politique économique du président sortant : il s'est allié à la petite formation démocratique chrétienne pour l'élection du 7 mai. Visage fin et corps menu, le général joue aujourd'hui le rôle du grand-père tranquille et rassurant. « On vivait mieux du temps de Banzer », disent les chauffeurs de taxi. Mais la dureté froide n'a pas disparu de son regard pénétrant lorsqu'il affronte un contradicteur ou parle, très bien, devant les ministres en collier d'Oruro. « *Caracoles, reflexiones* ; moi, je tiens mes promesses... » Il promet « encore plus d'emplois » que « Goni ».

Quant à M. Paz Zamora, qui bénéficie de l'appui de l'Internationale socialiste, son principal handicap est d'avoir été le vice-président du pénultième chef de l'Etat, M. Siles Zuazo, dont la gestion économique avait conduit le pays au bord du désastre. Il a promis davantage de « social », sans remettre en cause la NEP du sortant, M. Paz Estenssoro.

MARCEL NIEDERGAANG.

PANAMA : la préparation des élections générales

L'ancien président Carter figure parmi les nombreux observateurs étrangers

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

L'ancien président démocrate des États-Unis (1977-1981), M. Jimmy Carter, est arrivé à Panama vendredi 5 mai pour une mission internationale d'observation des élections générales de dimanche, qui coïncident avec la participation de l'ancien président Gerald Ford (1974-1977). « Je suis venu, a déclaré M. Carter à son arrivée, pour que se réalise la promesse de démocratisation que m'avait faite mon ami Omar Torrijos lors de la signature des traités sur le canal en 1977 » (ces traités prévoient la fermeture des bases américaines au Panama et la remise à ce pays de l'administration du canal à partir du 1^{er} janvier de l'an 2000). M. Carter a rappelé que l'ancien « homme fort » du Panama, le général Omar Torrijos (qui avait pris le pouvoir en 1968 et était décédé dans un accident d'avion en 1981), lui avait assuré à l'époque que l'élection du prochain président se ferait démocratiquement. « Dix ans plus tard, ajoute M. Carter, je peux dire que le rythme est trop lent, et c'est pourquoi je suis là. »

M. Carter a précisé que son séjour au Panama était une initiative du Conseil des anciens chefs d'Etat et de gouvernement librement élus, un organisme informel basé à Atlanta. M. Ford, présent à la conférence de presse à Panama, a dit quitter le pays avant le jour du scrutin « en raison d'engagements de longue date ». La délégation — une vingtaine d'experts de plusieurs pays — sera présente dans onze localités du Panama pour observer le scrutin du 7 mai, qui devrait permettre l'élection d'un président, de soixante-deux députés et de cinq cent dix représentants locaux. Des dizaines d'autres d'observateurs — en particulier des députés latino-américains et européens — sont également sur place pour vérifier si, comme le craint l'opposition, le pouvoir prépare une « fraude massive » pour démentir les sondages qui accordent une très large avance à l'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC) sur la coalition officialiste COLINA, qui sou-

tient le général Manuel Noriega, chef de la Force de défense panaméenne et « bête noire » des États-Unis depuis son inculpation pour trafic de drogue, en février 1988, par un tribunal américain.

Tension

La délégation conduite par M. Carter est totalement indépendante de celle dont le président des États-Unis, M. George Bush, a annoncé, vendredi, l'envoi. Il s'agit de quatorze personnalités, prises aussi bien dans le Parti démocrate que dans le Parti républicain et dirigées par le représentant de Pennsylvanie, M. John Murtha (démocrate). Cette délégation, qui doit pénétrer à Panama par la base américaine de Howard, dans la zone du canal, n'est « pas la bienvenue » dans le pays, a déclaré le gouvernement de l'actuel chef de l'Etat, M. Manuel Solís Palma, ne serait-ce que parce les autorités n'ont pas été informées de sa venue. (Les relations avec les États-Unis sont au point mort depuis un an). M. Carter a, en revanche, été accueilli comme un « ami » à Panama.

Le travail de tous les observateurs risque d'être très défectueux du fait de la forte tension qui règne à Panama. Le candidat officiel, M. Carlos Duque, qui dirige les huit partis de la Coalition de libération nationale (COLINA), a contre-attaqué vendredi en accusant à son tour l'opposition dirigée par M. Guillermo Endara, de « préparer la fraude à travers une campagne de désinformation à l'échelle internationale ». Il a assuré que sa propre victoire était « inévitable ». Les dirigeants de l'opposition ont, eux, déposé plainte à propos des listes électorales où environ 100 000 noms (sur 1,2 million d'inscrits) apparaîtraient deux fois.

Les commerçants et les banques, pour leur part, ne prennent pas de risques : comme lors des affrontements de 1988, ils ont installé de grandes planches de contreplaqué pour protéger leurs vitrines. Enfin, les treize mille soldats américains basés le long du canal ont reçu l'ordre d'être « le moins visible » qu'il se pourra le jour du scrutin.

BERTRAND DE LA GRANGE.

PÉROU

La guérilla multiplie ses opérations

Quinze guérilleros du Sentier lumineux et un soldat ont été tués au cours d'un affrontement dans le sud des Andes péruviennes, ont annoncé le 2 mai les autorités militaires de Lima. Le même jour, un correspondant du journal semi-officiel *Hoy* a été assassiné à Huanayo par un commando du Sentier. Fin avril déjà, un autre violent engagement, survenu près de Huanayo, à 200 kilomètres à l'est de la capitale, avait provoqué la mort de soixante-deux sympathisants de l'autre mouvement révolutionnaire du pays, Tupac Amaru (MRTA), ainsi que de six militaires.

LIMA
de notre correspondante

La « sale guerre », qui a provoqué la mort de quinze mille personnes en moins de dix ans au Pérou, reste une abstraction pour la majorité des Liméniens, — les théâtres d'opérations étant localisés essentiellement dans les Andes lointaines et dans la vallée tropicale du Haut-Huallaga. Elle n'est ressentie que de façon sporadique et indirecte, lorsqu'un *apogon* (compure d'électricité provoquée par le dynamitage de pylônes) plonge la capitale dans l'obscurité. Quant aux attentats, ils sont vite oubliés.

Mais Huanayo, la ville près de laquelle vient d'avoir lieu un des affrontements les plus meurtriers survenus en neuf ans de violence, est à seulement six heures de route de la capitale. Cela explique que l'image, largement diffusée par la presse et la télévision, de soixante-deux cadavres de présumés guérilleros du Tupac Amaru alignés dans une prairie n'a frappé de stupeur les Liméniens.

Les guérilleros ont été totalement surpris dans leurs préparatifs pour investir la ville de Concepción. Ils n'ont pourtant eu ni blessés, ni prisonniers : cette guerre est sans quartier. Le président Alan García vient de se rendre sur les lieux pour féliciter l'armée ; il a assuré ses chefs de « son entière confiance ».

Cette attitude est apparue comme l'octroi d'une carte blanche aux militaires. Elle marque sans doute un tournant dans la lutte anti subversive. Le 17 juin 1986, au lendemain du massacre de quelque trois cents membres du Sentier lumineux qui s'étaient réfugiés dans trois prisons de la capitale, le chef de l'Etat avait rejeté toute la responsabilité de ce grave incident sur les militaires et les policiers. Depuis cette date, l'armée conduisant la guerre anti subversive avec un certain dilettantisme.

En même temps, l'armée multiplie les alertes face à l'évidence montante de la subversion. « On nous nous unissons, ou bien ils nous exterminent », a observé dramatiquement un général pendant l'enterrement des soldats tués à Huanayo. Cette phrase avait été prononcée la veille par des parlementaires, ébranlés par l'assassinat du député de la Gauche unie (IU), Eriberto Arroyo. Ce crime est généralement attribué au Commando Rodrigo Franco, une organisation d'extrême droite qui, depuis un an, a entrepris de « combattre la terreur par la terreur ».

Le mois de mai risque d'être particulièrement sanglant : le Sentier ne va pas manquer de célébrer, à sa manière brutale, ce mois-ci, le neuvième anniversaire du déclenchement de la lutte armée.

« La tactique des terroristes est d'étrangler la capitale », commente le général à la retraite Edgardo Mercado Jarrin. L'état semble se resserrer, en effet, sur Lima et ses sept millions d'habitants. Le Sentier lumineux est présent partout dans les Andes. Il a créé une véritable « zone libérée » dans la vallée tropicale du Haut-Huallaga, où il jouit de l'appui des producteurs de coca et de complicités parmi les trafiquants de drogue. Il vient, enfin, d'installer une tête de pont à Huanayo, un département qui est à la fois le grenier et le réservoir d'énergie électrique de la capitale. Le Sentier semble avoir pour principal objectif, désormais, d'empêcher l'organisation des municipales de novembre prochain et les élections générales de mars 1990.

NICOLE BONNET.

M. Mitterrand son...
entre les deu...

Partez en vacances avec Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voies normales)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : le mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB :

Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

مكتبة المنهج

PRONG

M. Mitterrand souhaite des « liens plus forts » entre les deux parties de l'Europe

Malgré de nouveaux contacts et des propositions de compromis **Bonn et Washington restent en désaccord** **sur les missiles à courte portée**

"Du côté de chez Fred"

Conversations avec des personnages remarquables, confidences, découvertes, telle est l'aventure qui nous attend "DU COTE DE CHEZ FRED". Attirer l'attention sur eux, pour mieux les percevoir et autrement lorsqu'ils sont connus, pour les découvrir quand ils ne le sont pas encore, et pour les retrouver alors qu'ils ne le sont plus, n'est-ce pas une manière moderne de faire surgir "le temps retrouvé" ?

Chaque émission est un voyage marqué du sceau de la découverte et de la confiance. Et désormais nombreux sont les invités qui acceptent de servir de guide. Ainsi Farah DIBA a-t-elle pris le risque de sortir de sa réserve et d'évoquer son passé, les années du Régime, le Shah, l'avenir de l'Iran déchiré, sa vie personnelle, avec une telle sincérité qu'un nouvel éclairage apparaît sur une des pages les plus terribles de l'histoire d'aujourd'hui.

**LE MONDE ENTIER PASSE.
DU COTE DE CHEZ FRED.**

Les témoins de notre temps qui passent "DU COTE DE CHEZ FRED" représentent toutes les composantes de l'histoire récente ou en train de se faire. Historien de formation, cinéphile d'inclinaison, mémorialiste de l'aventure des êtres, Frédéric MITTERRAND cherche à retrouver les émotions qui ont bouleversé nos destins, les personnalités qui les ont fait naître.

Brocardé parfois, imité souvent pour ses intonations et ses enchaînements, il a noué un réseau d'amitié fervent avec le public et avec des invités sensibles à son aptitude à les mettre en valeur et à les écouter dans un "talk-show" où la parole est vraiment un spectacle: Alberto MORAVIA, Bette DAVIS, Amalia RODRIGUES, et bientôt Audrey HEPBURN et tant d'autres encore, célèbres ou anonymes.

L'INSPIRATION D'UN POÈTE
Son style très personnel a fait d'Écoute, mais cet explorateur des sentiments fait toujours preuve de vraies références culturelles et d'une grande qualité d'écoute.

« Sa chaleur humaine déjette les âmes — romanciers, artistes, créateurs, philosophes ou théologiens — qui s'épanchent et prennent plaisir à l'évocation : avec la promenade intellectuelle que nous offre ainsi ce marginal fier de l'être, Antenne 2 approche au plus près du véritable art de la télévision : ce mélange incomparable d'images, de témoignages, d'idées, d'émotions artistiques... »

"DU COTE DE CHEZ FRED",
les lundi, mardi, jeudi et ven-
dredi à 15 h 10 et vers 24 h 00.
"ETOILES", mensuel le diman-
che vers 22 h 15 sur ANTENNE 2.

SSE

e, les
e et,
resse,
adio-
ueille
times
avail-
terna-
rotec-
York,
l'arti-
resse
ls de
ation
jour-
ional
seau
ays.

blier
ns le
: qui
e. Il
esta-
3 et
e au
bser-
veur
s et
stré
atre
e la
our-
zion
este
elle

cau-
 ver-
 que
 des
 :ca
 ont
 nts
 lire
 en

 Ses
 or-
 to-
 xi-
 uns
 igt
 'il
 six
 le
 En
 in
 de
 de

102

SECRET

DU CÔTÉ DE CHEZ FRED, MARDI ET JEUDI SUR ANTENNE 2

FARAH DIBAH: DIX ANS DE ^{des}~~sa~~ SILENCE BRISÉ

Après dix ans de silence, Farah Diba, dernière impératrice d'Iran est l'invitée exceptionnelle de Frédéric Mitterrand dans "Du Côté de chez Fred", Mardi et Jeudi 15 h 10 et vers 24 h 00. Ça c'est de la télé!

PASSIONNÉMENT

La communauté canaque et la classe politique choquées après le double assassinat en Nouvelle-Calédonie

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, est arrivé, samedi 6 mai à 16 h 10, à Nouméa (7 h 10 en métropole), avec quelque trois heures de retard sur son programme officiel, en raison d'une panne survenue à son avion en Indonésie. Avant de se rendre à la morgue de Nouméa pour s'incliner devant les dépouilles mortelles de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné, M. Le Pen a déclaré qu'il venait « au nom du président de la République et du premier ministre apporter l'assurance que la communauté nationale est au côté de la Nouvelle-Calédonie dans la tragique épreuve qu'elle traverse ».

M. Michel Rocard devait, pour sa part, atterrir, dimanche, peu après 6 heures du matin (samedi 21 heures, heure de Paris) en Nouvelle-Calédonie, et y séjourner une dizaine d'heures. Le premier ministre est accompagné des préfets Christian Blanc et Pierre Steinmetz et du pasteur Jacques Steward, tous trois ayant appartenu à la « mission du dialogue », qui, en mai 1988, avait ouvert la voie aux accords de Matignon. Un représentant du président de la République, dont le nom n'a pas été précisé, devait également se joindre au chef du gouvernement.

Quelques heures avant son départ, vendredi à 16 h 30, M. Rocard, interrogé sur RFI, « a exclu que les élections provinciales initialement prévues pour le 11 juin se déroulent pendant la période de deuil », qui est, a-t-il précisé, « très longue » selon la coutume mélanésienne.

S'adressant, à cette occasion, aux Calédoniens, le premier ministre a rappelé que « la réconciliation entre les communautés est une affaire difficile qu'il faut conduire avec sagesse » et que les accords de Matignon « sont un esprit, une façon d'être vis-à-vis de l'autre ». Il a, en outre, annoncé la publication d'« un nouveau bilan de l'exécution » de ces accords.

En Nouvelle-Calédonie, le chef du gouvernement devait reconstruire, au Haut-Commissariat, des délégations du FLNKS et de l'Union calédonienne, principale composante du mouvement présidé par Jean-Marie Tjibaou, avant d'assister à la cérémonie commémorative, célébrée à la cathédrale de Nouméa, à la mémoire des deux responsables indépendantistes assassinés. M. Rocard a prévu de prendre la parole, en fin de matinée, à l'aéroport de Magenta avant le départ des corps des victimes vers leurs tribus natales respectives. Avant son retour sur Paris, dimanche vers 19 h 30 (heure locale), le premier ministre devait avoir un entretien avec M. Jacques Lafleur, président du RPCR signataire des accords de Matignon.

Dans une interview accordée, samedi au Figaro, le député de Nouvelle-Calédonie estime que pour « sauver » ces accords, « le gouvernement doit faire attention » et se poser en « arbitre » et non en « partisan ». Pour préserver cet acte de paix, le gouvernement doit, selon M. Lafleur, faire preuve de « volonté et de tolérance » et « chercher la réponse en

Nouvelle-Calédonie, en discutant avec toutes les parties, et non pas en métropole ». Même s'il « craint qu'on ait du mal à trouver un successeur à Jean-Marie Tjibaou », le chef de file des anti-indépendantistes se déclare « optimiste, car presque plus personne ici ne remet en question l'idée de la coexistence ».

Des manifestations silencieuses se sont déroulées, vendredi, dans plusieurs villes de la métropole dont Quimper dans le Finistère, département d'origine de M. Le Pen, où deux cents personnes ont déposé une gerbe devant le monument aux morts à la mémoire des deux responsables indépendantistes assassinés. A Lyon, quelque trois cents personnes s'étaient réunies à l'appel du Comité lyonnais du FLNKS, dirigé par le frère du maire de Pontindin, M. Max Neaoutya.

L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné continue de susciter de multiples réactions. M. Raymond Barre vient ainsi d'adresser un télégramme à M. Tjibaou dans lequel il « s'incline devant la mémoire » de « ceux qui ont payé de leur vie leur volonté de construire l'avenir de la Nouvelle-Calédonie dans la paix et la coopération entre les communautés ». Invité de TF 1, vendredi, M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Élysée, a affirmé que « si l'espérance est atteinte, elle n'est pas anéantie » et que « nous devons tout faire pour que ce qui a été entrepris (...) se poursuive ». « Profondément touché » par cet assassinat, M. Michel Durafour, ministre d'État chargé de

la fonction publique et des réformes administratives, a « salué les ardents défenseurs de la paix, de la fraternité et de la justice sociale en Nouvelle-Calédonie ».

En revanche, M. Charles Pasqua (RPR), a indiqué, vendredi sur TF 1, qu'il n'avait pas à « faire preuve de consternation » à cause de cet assassinat. Il déclare « une certaine hypocrisie dans les déclarations qui sont faites ici on la ». « Lorsqu'un homme tombe, en étant au service des idées auxquelles il croyait (...) cela mérite de toute manière un coup de chapeau et cela mérite le respect », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Mais de là à entendre les exposés diaphanobriques que j'ai entendus, il y a une marge que je ne franchirai pas, parce que je n'oublie pas la responsabilité de ces hommes dans la mort de plusieurs dizaines de Français ».

M. Jean-Marie Le Pen a, pour sa part, enfoncé le clou, vendredi dans un entretien accordé au quotidien d'extrême droite Présent, en affirmant « de la façon la plus ferme » que l'« émotion » de M. Michel Rocard est « un outrage à l'armée, à la gendarmerie, à la dignité ». « Que le premier ministre français puisse, a ajouté le président du Front national, réviser avec des sanglots dans la voix, que le chef des indépendantistes du FLNKS est un de ses amis, en dit long sur la façon dont il entend défendre l'intégrité nationale » et que, pour sa part, il « réserve ses larmes aux victimes du FLNKS ».

Selon l'ethnologue Jean Guiart

Les militants indépendantistes du nord d'Ouvéa estimaient avoir été « sacrifiés » par M. Tjibaou

Dans son 10, daté du mois de novembre et consacré aux résultats du référendum du 6 novembre en Nouvelle-Calédonie, le bulletin Réalités du Pacifique évoquait, sous la plume de l'ethnologue Jean Guiart, qui connaît bien le territoire, les contentieux existant entre les militants canaques du nord de l'île d'Ouvéa et l'état-major du FLNKS. Celui-ci rappelait notamment que la tribu de Gossanah, dont Djubelly Wéa était le chef politique, faisait grief à M. Léopold Jorjé, secrétaire général de l'Union calédonienne, d'avoir été le premier, l'an dernier, après l'attaque de la gendarmerie de Fayao, à attirer l'attention sur leur village. Jean Guiart, très critique à l'égard des dirigeants de l'Union calédonienne, ajoutait, à propos du comportement des électeurs des îles Loyauté :

« Il y a des milliers d'habitants de Lifou et de Maré qui ont des parents et alliés à Ouvéa, tout autant d'ailleurs que les gens de Pouébo sur la Grande Terre, dont les alliances matrimoniales privilégiées sont avec le nord d'Ouvéa, d'où proviennent le plus grand nombre de morts du fait de l'assaut (du 5 mai 1988). Tous ont le sentiment

que le massacre de la grotte d'Ouvéa aurait pu être évité si les dirigeants du FLNKS n'avaient refusé de s'impliquer, sinon pour les déclarations de Jorjé, qui tendaient à rendre la situation encore plus dangereusement insoluble. Jean-Marie Tjibaou a dit ce qu'il fallait dire... à la presse, mais il est resté malgré tout immobile et a laissé se consumer le sacrifice de ceux à qui il avait personnellement garanti qu'ils seraient soustraits, comme il était resté personnellement immobile au cours des derniers jours de la vie d'Éloi Machoro. Les soupçons qui étaient nés à ce moment, d'être utilisés et jamais aidés au moment crucial, ne font que s'accroître ».

Cela explique pourquoi la direction de l'Union calédonienne a cette fois tant insisté et payé si cher (1) pour le retour des prisonniers d'Ouvéa, de Canala et d'ailleurs, alors qu'elle n'avait bougé le petit doigt pour personne des emprisonnés depuis le début de la répression des indépendantistes (2) par la gendarmerie mobile impulsée par le parquet, en particulier au moment où elle négociait avec M. Pisan et où certaines des déclarations à la gendarmerie, aboutissant à des arrestations, étaient le fait de membres de l'Union calédonienne, qui disaient agir sur ordre.

(...) Les temps du deuil des morts d'Ouvéa ne sont pas terminés.

Jean-Marie Tjibaou a soigneusement évité de se rendre dans l'île devenue martyre aux yeux des amis. Jacques Lafleur le lui a reproché publiquement. Mais Jean-Marie Tjibaou, traditionnellement, devait se rendre en premier à la chefferie Bazit, dont le titulaire, RPCR séé au-delà de toute nationalité, est à l'origine, par ses déclarations, de l'intervention militaire au village de Gossanah. Il ne peut se rendre au village mis en cause publiquement par Jorjé, ce qui a provoqué ou accentué la répression s'abattant sur ce village. Cette visite à Ouvéa est donc pas possible aujourd'hui. Jean-Marie Tjibaou, dont les contacts avec les Loyautés ont toujours été rares, ne pourra aller à Ouvéa que pour la fin du deuil, s'il y est invité, parce que cela lui permettrait alors de ne pas passer par Bazit. Il semblait considérer qu'il fallait attendre le retour des prisonniers, élément central de sa justification des accords. Ces derniers se plaignaient de ne pas avoir reçu sa visite à l'occasion de ses nombreux passages à Paris.

Les gens d'Ouvéa, laissés seuls à supporter la répression militaire malgré les promesses faites, ont supplié le FLNKS d'agir pour arrêter le glissement, que l'on pouvait sentir qu'il allait atteindre, vers le drame absolu. Mais la consigne était de laisser le RPR aller jusqu'au bout de sa folie. C'est inquiétant pour la prochaine fois, chaque crise calédonienne montant d'un cran dans l'horreur et le massacre. Bien des parents des morts d'Ouvéa pensent qu'ils ont été sacrifiés... par les deux camps.

(1) De l'acceptation d'être minoritaire pendant dix ans au congrès du territoire.

(2) Le soin du soutien des prisonniers était laissé au comité Pierre Declercq, la défense juridique étant assurée par le collectif d'avocats de la Ligue des droits de l'homme. Mais aucun moyen politique n'a été utilisé pour la libération des emprisonnés, mais jusqu'aux accords de Matignon, principalement pendant la période Fian.

L'échéancier officiel

Le régime d'administration directe de la Nouvelle-Calédonie par l'Etat, mis en place le 14 juillet 1988, devait, en principe, trouver un terme le 14 juillet prochain, date retenue pour l'entrée en application du nouveau statut du territoire établi par la loi réformatrice de novembre dernier.

Cette loi avait prévu que les premières élections aux nouvelles assemblées provinciales auraient lieu « entre le 1^{er} juin et le 14 juillet 1989 ». Le gouvernement s'appropriait à fixer par décret cette date au dimanche 11 juin. Aucune nouvelle date n'est pour l'instant retenue, la période de deuil coutumière pouvant durer selon les traditions canaques, de trente jours à un an. C'est la famille qui en décide. Elle a, par exemple, duré un an à Ouvéa en souvenir des morts du printemps 1988.

Au terme de la période de dix ans concernée par la loi réformatrice sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, la population du territoire sera appelée à se prononcer, entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 1998, « sur le maintien du territoire dans la République ou sur son accession à l'indépendance ».

Une preuve à donner

JEAN-MARIE TJIBAOU aura au moins fait l'unité dans sa mort. Les acteurs de la vie politique lui rendent tous hommage. Même Charles Pasqua lui envoie « un coup de chapeau ». Le président du groupe RPR du Sénat dit vrai, assurément, lorsqu'il relève, au passage, la part « d'hypocrisie » qui existe peut-être chez certains, dans l'expression de cette unanimité. Il contribue personnellement, en revanche, par un lapsus révélateur, à entretenir le fossé dont souffre la Nouvelle-Calédonie : parler de la responsabilité de Jean-Marie Tjibaou « dans la mort de plusieurs dizaines de Français », n'est-ce pas assimiler le maire de Henghière à un étranger ?

M. Michel Rocard, lui, a pris une décision opportune en différant les élections provinciales qui devaient avoir lieu le dimanche 11 juin pour préparer la mise en place du nouveau statut du territoire défini par la loi que les Français ont adoptée par référendum le 6 novembre dernier. L'administration du territoire demeure donc sous le contrôle direct de l'Etat.

S'il fallait attendre la fin de la période de deuil décidée par la communauté canaque, ce scrutin pourrait être différé d'un an. Il est peu vraisemblable, toutefois, que le report dure aussi longtemps. Dès vendredi soir, le numéro 3 du FLNKS, Léopold Jorjé, se prononçait pour un délai beaucoup plus court. L'intérêt politique du FLNKS est, en effet, de prendre le plus tôt possible la direction des deux provinces du Nord et des îles Loyautés dans lesquelles il est assuré de

recueillir, aux élections, la majorité absolue. Car le temps ne joue pas en faveur du mouvement indépendantiste.

Dans la perspective du scrutin d'autodétermination de 1988, Jean-Marie Tjibaou était le premier à insister sur l'urgence, pour ses militants, de se consacrer au développement économique et social des régions de brousse afin d'aborder cette échéance dans les meilleures conditions politiques, c'est-à-dire après avoir fait la preuve de leur capacité à gérer eux-mêmes la Nouvelle-Calédonie.

En outre, la persistance d'une incertitude sur l'avenir institutionnel du territoire risquerait d'encourager les extrémistes des deux camps à tenter d'enrayer définitivement le processus de paix que l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou a déjà gravement compromis.

Les réactions exprimées à chaud par les autres dirigeants du FLNKS indiquent au demeurant que la question du remplacement de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné à la tête du mouvement indépendantiste ne bloquera pas automatiquement le calendrier des réformes. Dans un entretien accordé vendredi à RFI, le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, tenait sagement sur Léopold Jorjé, rescapé du triumvirat de l'Union calédonienne, des propos beaucoup plus mesurés que ceux de Michel Rocard, qui, il y a un an, accusait celui-ci de « haine raciste ». Pierre Joxe estimait, à juste titre, que le chef de file des indépendantistes modérés de Canala possédait assez d'expérience

pour assumer l'héritage de ses aînés. Il évoquait néanmoins la possibilité de voir émerger l'un des jeunes représentants de la famille Fijot, qui ont été associés aux discussions de la rue Oudinot lors de la mise au point définitive des accords de Matignon. Il s'agit là, en effet, d'une éventualité logique. L'ancien député Rock Fijot, dont Jean-Marie Tjibaou avait pris la succession à la présidence de l'UC, a conservé une incontestable aura parmi la communauté mélanésienne, et ses fils font partie des principaux cadres du FLNKS. Le gouvernement, de toute façon, n'aura pas le choix. Il devra composer avec une direction indépendantiste qui sera inévitablement beaucoup plus collégiale.

La véritable inconnue, en fait, touche aux relations de Jacques Lafleur avec les dirigeants indépendantistes. Jean-Marie Tjibaou était le seul de tous les chefs du FLNKS à avoir établi avec le président du RPCR des relations de confiance. Ses proches contribuent à se montrer plus que réservés à l'égard d'un homme qui a souvent fluctué par le passé.

On avait beaucoup souligné, depuis un an, à quel point les accords de Matignon reposaient sur la volonté personnelle d'un duo d'exception spectaculairement réconcilié. Il appartient maintenant aux autres Calédoniens, toutes ethnies confondues, de prouver que ces accords ne relèvent pas simplement du miracle mais répondent toujours à leur aspiration collective.

ALAIN ROLLAT.

La tragédie du silence

Journaliste écrivain, auteur d'une enquête en 1987, sur la vie à l'intérieur du Front national, (« Au Front », Gallimard), Anne Tristan a séjourné, deux mois durant, au janvier et février, à Gossanah, le village des meurtriers de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, là où au printemps dernier dix-neuf militants canaques qui avaient pris des gendarmes en otages ont été tués par les forces de l'ordre.

C'est là, à Wedilla, où reposent les dix-neuf frères tombés, le 5 mai 1988, que Jean-Marie et Yéwéné, puis Djubelly sont repartis de « l'autre côté », rejoignant ces corps qui les unissaient autant qu'ils les séparaient.

C'est là, au bord de cette tombe commune, tumulus de fleurs artificielles tout près de l'océan, là où le rescapé constamment rapportait la mémoire des dix-neuf. Les uns étaient Union calédonienne, les autres FLN ou PALIKA, certains se disaient simplement FLNKS. Les uns venaient du sud de l'île d'Ouvéa, les autres du nord, d'autres encore du centre. Ils ne se ressemblaient pas, chaque tribu a son histoire, chaque groupe de pression aussi. Deux vivaient même à Nouméa, un autre monde encore. Mais ces jours d'avril et mai 1988, quand ils attaquaient ensemble la gendarmerie de Fayao, pour « faire échec au statut Pons », ils avaient donné leurs différences.

Le 5 février 1989, comme tous les 5 du mois, un car s'arrête devant la tombe. Il vient de Gossanah. Une vingtaine de femmes, une dizaine d'hommes en descendant, des veuves, d'anciens prisonniers, un vieillard qui, d'un coup, l'an dernier, a perdu deux fils et un beau-fils. Dans sa main trois hibiscus rouges. Le car s'éloigne vite. Il reviendra dans une petite heure. Le

chauffeur UC qui habite une autre tribu s'est déplacé après pour eux. Lui aussi a survécu à la tourmente, comme ses passagers de Gossanah, mais cette cérémonie mensuelle du souvenir lui pèse trop lourd sur le cœur. Eux veulent effacer leur deuil, lui ne le veut plus. « Il y en a de plus en plus comme ça, soupire Ignace C., et surtout depuis le référendum. »

Au retour, à Saint-Joseph, dernier bourg avant Gossanah, à l'endroit même où l'Alphonse Dismou et les autres prisonniers furent défilés sans soin au soleil, le car passe au milieu d'une kermesse. C'en est trop ! Pas en cette date du 5 mai de part et d'autre des vitres du bus, les insultes fusent. Le chauffeur accablé, s'engouffre sur le piste de calcaire semée de nids de poule, tangue entre les chaises de paille, baraguant que les Gossanah se refusant à lever, s'arrête dans un cahot, l'argue son chargement et repart sans un mot.

Le petit groupe respire, s'étire au milieu d'un groupe d'enfants défilés de nulle part puis, partant et rient, traverse l'immense prairie qui troue la tribu en son milieu. L'an dernier, jusqu'à huit Puma purent stationner en même temps. Et toujours devisant, le groupe s'assied à même le sol sous la tonnelle où le repas va bientôt être servi. Une assiette de patates douces, un thé privé de sucre... L'argent manque de plus en plus cruellement à la tribu.

Sous cet abri, recouvert de feuilles de cocotier, tout à la fois cantine, lieu de réunion, classe d'ÉPCK, Ecole populaire kanak, ils vivent, ils luttent ensemble. Le lendemain matin, un jeune homme s'assied au pied du même poteau où, l'an dernier, il fut ligoté et tabassé. Les parents qui se consacrent à l'école lui ont demandé de venir raconter, raconter encore une

fois. Les jours suivants, d'autres viendront répéter leur témoignage, car la tribu, par la parole, exorcisée, tente de comprendre, d'ordonner la lutte. Le jeune homme finit le kobaï pour ne pas se troubler, éviter en croisant le regard d'un frère de lâcher la bride à son émotion. Autour les enfants, regardant dans le vide ou jouant aux cartes, comme s'ils n'écoulaient pas. Soudain, l'un ou l'autre apporte une précision, récupère au fond des mémoires un fait que les adultes avaient oublié. Ainsi se conduit une enquête.

Le mot a surgi très vite à Gossanah, en juillet 1988 déjà Djubelly Wéa le prononçait, mais pour les habitants de la tribu il n'y avait pas encore les soupçons qu'inévitablement il charrie : seulement des questions angossées. Quand, pour la première fois après l'assaut de la grotte de Gossanah, le FLNKS se réunissait à Thio, ses militants espéraient dresser le bilan de la mobilisation du 24 avril. Ils n'en eurent pas le temps. Les accords de Matignon venaient d'être signés. Il fallait dire oui ou non, le débat attendait ailleurs toutefois, mais escamoté il déchira les militants. Les parts s'opposèrent selon les divages habituels, mais il n'était pas le plus important. Restait le désastre.

« Nous avons toujours été critiqués »

Convention après convention, chaque camp accusait l'autre d'« occuper » ou de trahir la mémoire des morts, se reprochant de n'avoir pas assez fait pour éviter la pire. Le référendum du 6 novembre ne pouvait atténuer cette culpabilité, cette passion de ces non-dit collectifs. Au contraire, l'amitié contraignait à tourner la page.

Gossanah réclame encore à la fois une enquête au sein du Front et une enquête internationale pour contourner l'interdit français. Mais

le FLNKS venait d'accoucher d'un « oui » aux accords avec amnistie des prisonniers. A ce refus explicite du silence, Djubelly a, certes, sa part mais il n'a qu'une part. Le passé de la tribu, et surtout de la chefferie Imwoud dont elle dépend, le rendait inévitable. Un soi ordinaire, assis sur un tronc de cocotier devant le poste de sécurité, l'un des frères Wéa passe le temps en trouvant le silence de quelques mots, lâchés lentement. Il garde la mémoire du clan, l'entretient et l'enrichit sans cesse.

« Nous les Wéa... dans notre chefferie, la chefferie Imwoud nous avons toujours été critiqués. C'est pour ça, nous avons l'habitude... » Il rit. Un jour du siècle dernier, « en 1800, par là », les missionnaires catholiques débarquent sur l'île. Les Wéa et leur chef étaient déjà protestants. Ils refusèrent de se convertir.

« Nous avons dû fuir dans la forêt. C'était comme maintenant, avec des indicateurs, des cases brûlées. C'est pour ça, on a l'habitude. La chefferie Imwoud réussit à revenir bien plus tard sur les lieux, mais l'administration française refuse de la reconnaître. Le rire fuse encore. « C'est pour ça, on a vraiment l'habitude... »

C'est encore cette force qui pousse les Wéa à investir les différentes instances de l'Eglise protestante, puis à se retrouver au premier rang pour exiger du synode qu'il prenne position pour l'indépendance. C'était en 1979.

Et Gossanah restait tendue vers cette indépendance, dans ce même effort, cette tension dont Jean-Marie Tjibaou parlait si souvent en convention. « Il faut travailler pour l'indépendance », disait-il. Gossanah a sa manière obéissante et comptait sur ses seules forces que sur ses propres forces, suant dans les champs, transpirant dans les cocotiers.

Au mois de janvier et février derniers, Gossanah fut la seule tribu qui fit livrer quelques sacs de vivres sur les docks de Nouméa. Djubelly avait pris langue avec l'usine de transformation d'algues du genre dont le propriétaire souhaitait partir en retraite. La tribu espérait et calculait : « Si nous augmentons notre rendement, si nous l'île reprend le producteur, nous prendrons des parts dans cette usine, produirons du savon, de l'huile. Nous limiterons les importations... »

Au jour le jour, Gossanah vivait comme les autres de travail et d'espérance. Elle n'oubliait pas le drame parce qu'aucune tribu ne pouvait l'oublier. Depuis un an, chaque semaine ou presque amenait à l'entrée de la tribu une délégation qui demandait à visiter la grotte. Tantôt groupe de protestants en séminaire sur l'île, tantôt catholiques en retraite à la paroisse voisine. Le plus souvent c'était une poignée de tout jeunes gens. Ils venaient de Nouméa, de la Grande Terre ou d'ailleurs. Ils demandaient pardon aux vieux de la tribu, « faisaient la courtoisie », offraient quelques tisanes et cigarettes. Et même si cela dérangeait, il se trouvait toujours quelqu'un pour les guider, à travers les senteurs moissies de la forêt tropicale.

Une fois à la grotte, sur ces lieux sacrés que l'on ne doit troubler d'aucun bruit, ils restaient muets, laissant à peine échapper une question chuchotée « Et l'Alphonse, il était où au moment de l'assaut ? Et Lokis, et Samuel, etc. ? » Puis ils repartaient décrire à mots couverts et toujours chuchotés ce qu'ils avaient vu. Certains évoquaient peu les luttes fratricides au sein du front, et jamais les accords de Matignon.

ANNE TRISTAN.

Politique

L'assassinat des deux dirigeants indépendantistes canaques

Le deuil et la honte

(Suite de la première page.)

Depuis son retour d'Ouvéa, Nicole Wéa est en état de choc. Elle est allée se recueillir à la morgue de Nouméa où reposent les corps des deux dirigeants du FLNKS, enveloppés dans des draps de la Kanaky et recouverts de gerbes de fleurs.

Elle a touché, caressé le visage de Jean-Marie. Mais non, tout cela n'est qu'un mauvais rêve. « Ce n'est pas vrai... Pour moi, il n'est pas mort... »

Le deuil et la honte. Mais on a beau chercher, interroger : la colère est muette et l'esprit de vendetta visiblement absent. Pas un mot plus haut que l'autre. Pas d'imprécations vengeresses. C'est toute une communauté qui, lasse de tant de drames et soucieuse de ménager l'avenir, ne veut pas connaître à nouveau les affres du deuil et de la honte.

Certes, dans la nuit de jeudi à vendredi, lorsque l'hélicoptère de la gendarmerie, arrivant d'Ouvéa a débarqué les corps de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yéwéné, certaines voix isolées dans la foule qui patientait ont crié : « A mort ! A mort ! » à l'adresse des assassins. Certes, des responsables de l'UFC ont interdit l'accès à la morgue d'un groupe de militants indépendantistes connus pour s'être opposés à la stratégie de Jean-Marie Tjibaou.

Mais le règlement de comptes tant redouté à Ouvéa entre partisans et adversaires de l'UFC n'a pas eu lieu. Et aujourd'hui l'appel à la raison tient lieu de discours officiel. La commission exécutive de l'UFC a appelé ses militants à « ne pas tomber dans le piège de la provocation destinée à briser encore plus la cohésion du peuple kanak ».

« Nous vous demandons de vous aligner »

Depuis que les témoins de l'attentat d'Ouvéa ont regagné Nouméa, les récits s'accroissent et tous confirment le scénario du traquenard. La reconstitution fait ainsi ressortir trois phases distinctes.

Premier temps : Djubelly Wéa, le chef politico-religieux des irrédoublables de Gossanah, prend l'initiative de l'organisation des cérémonies célébrant le premier anniversaire du sanglant assaut de la « grotte des guerriers ». L'après-midi du jeudi touche à sa fin. Les délégations arrivent de tout l'archipel viennent d'achever d'offrir leurs dons coutumiers aux notables de la chefferie de Wadrilla. Elles attendent sous des arbres de toile l'heure du dîner.

Subitement, Djubelly Wéa se lève et se saisit d'un mégaphone.

« Demain est le premier anniversaire du jour où le sang a coulé sur notre sol », clame-t-il avant de détailler le programme de la journée de vendredi. Il annonce du « café libre-service à 6 heures », « la messe oecuménique à 8 heures », « un discours politique devant la chetivité en fin de matinée », « les bougnas (plat traditionnel canaque) à midi » et « les coutumes d'au revoir de l'après-midi ».

Dans l'assistance, c'est la surprise. On trouve étrange l'initiative de Djubelly Wéa dans la mesure où il n'est pas membre du « comité organisateur » chargé d'animer les commémorations.

Le chef de Gossanah marque une pause puis interpelle à nouveau la foule, s'adressant plus particulièrement cette fois à la délégation extérieure conduite par Jean-Marie Tjibaou : « Nous vous demandons de vous aligner pour que les gens d'Ouvéa puissent venir vous saluer... »

C'est la deuxième phase du scénario : les amis de Jean-Marie Tjibaou se sont extraits de leurs abris de toile pour venir s'aligner en une rangée unique, au centre de la chefferie de Wadrilla, tandis que les habitants d'Ouvéa, progressant en file indienne, viennent les embrasser ou leur serrer la main.

Cet ordonnancement désiré par Djubelly Wéa suscite un nouveau trouble chez certains participants. Les rôles ne sont-ils pas d'ordinaire inversés ? La règle veut en effet que ce soit aux invités qu'il appartient de se déplacer, saluer les hôtes et non le contraire. Mais là encore personne ne réagit tant la confiance règne et le climat de recueillement domine les esprits.

Qui a tué ?

En fait, l'état se resserre doucement mais implacablement sur l'état-major de l'UFC. Alors que la scène du « salut » s'achève, Djubelly Wéa portant en bandoulière un sac en feuilles de cocotier, s'avance vers Jean-Marie Tjibaou, Yéwéné Yéwéné, Léopold Jorédi, secrétaire général de l'UFC, et Charly Fijot, son adjoint.

A ce stade de la chronologie des faits, les versions diffèrent sensiblement. Un témoin qui se situait à proximité raconte : « Il ne restait plus que deux filles qui faisaient la bête à la délégation. Djubelly est arrivé, les a écartées et a sorti son pistolet de son sac. Il a tiré à bout portant sur Jean-Marie Tjibaou, puis sur Yéwéné. » Mais le témoin, fouillant dans sa mémoire, reconnaît que c'est Yéwéné Yéwéné qui s'est effondré le premier.

En fait, plusieurs autres témoignages se recroisent pour établir que le numéro deux du FLNKS a été la première cible de Djubelly Wéa. Il a reçu une balle à bout portant et en plein front. Jean-Marie Tjibaou, qui se trouvait à sa droite, se retourne alors dans sa direction et reçoit à son tour une balle en pleine nuque. Qui est l'auteur de ce coup de feu ? Djubelly Wéa lui-même ou un de ses complices, André Tangopi, situé légèrement en retrait, derrière la délégation ? Les récits sont encore confus sur ce point.

Son forfait réalisé, Djubelly Wéa esquive un mouvement de fuite, puis s'immobilise net et hurle : « Vive l'indépendance, vive Kanaky, à bas le plan Rocard ! » Il se retourne alors vers ses victimes et met en joue Charly Fijot. C'est à ce moment-là que la garde du corps canaque de J.-M. Tjibaou intervient et blesse mortellement Djubelly Wéa, puis légèrement — à la jambe — André Tangopi. Jacques Tein, membre de la délégation de l'UFC, est lui, blessé par une balle perdue.

Troisième phase — alors que la panique s'empare de l'assistance qui vient de réaliser que les coups de feu n'étaient pas des « pétards » — le groupe d'agresseurs promène le corps de Djubelly Wéa dans une camionnette 504 garée à proximité, qui démarre en trombe vers le dispensaire.

Peu après, les barrières édifiées depuis un an devant la tribu de Gossanah étaient renforcées. Lugubre premier anniversaire.

FRÉDÉRIC BOBIN.

POINT DE VUE

Pourquoi je suis candidat sur la liste du PCI

par Maurice Duverger

COMMENT l'auteur des *Orangers du lac Balaton* peut-il accepter d'être candidat du PCI aux élections européennes du 13 juin prochain ? Comment l'analyse qui a décrit la déviation totalitaire que le communisme a fait subir à la pensée de Marx peut-il figurer sur une liste qui porte les symboles et le nom du communisme ?

Les lecteurs du *Monde*, du *Corriere della Sera* et d'*El País* ont le droit de poser cette question fondamentale à celui qui expose dans les colonnes de ces journaux une pensée libre et pluraliste, aux antipodes du monolithisme de parti qui constitue des structures de l'Est au sein des démocraties de l'Ouest.

Que le seul PCI puisse appliquer la nouvelle loi italienne permettant de présenter des personnalités étrangères aux élections communales, posant ainsi la première pierre d'une future citoyenneté européenne superposée à des citoyennetés nationales enracinées dans l'histoire : c'est une réponse valable mais insuffisante.

Qu'un spécialiste international des institutions puisse succéder ainsi au regrettable Alberto Spinielli, dont les travaux ont servi en partie de base à l'acte unique, et qui était un élu du PCI bien que non communiste, c'est une réponse valable mais insuffisante. Que le PCI ait accepté que le Français accueilli sur sa liste ne s'inscrive pas à Strasbourg au groupe où figurent ses autres élus, mais qu'il soit un député indépendant, totalement libre de ses opinions, de ses actes et de ses votes c'est une réponse valable mais insuffisante.

L'ensemble de ces trois éléments aurait conduit à une réponse négative si la proposition de candidature émanait de tout autre parti communiste des douze États dont les citoyens dif-

Les élections européennes

sant des députés au Parlement européen. De ce côté-là, le candidat français du PCI a toujours été très loin, le reste aujourd'hui et le restera demain. Il a dit de leur mandarin : « Comme le corps de Lénine dans son cercueil de verre, il s'embrasait la pensée de Marx », et : « Il transforme le socialisme en science, cette science en dogme, ce dogme en religion, cette religion en tyrannie. »

La pensée de Gramsci a rendu cette idéologie moins figée, même au temps du stalinisme. Elle pousse aujourd'hui le PCI vers une véritable révolution intellectuelle, sous l'impulsion d'Achille Occhetto, son nouveau secrétaire général.

Les murs abattus

La pensée de Marx redevient ce qu'elle est, « un fil conducteur et une méthode », comme le suggère il y a neuf ans les *Orangers du lac Balaton*, après les rudes formules ci-dessus rapportées. Comment l'auteur de ce livre n'aurait-il pas jugé possible de soutenir une telle démarche, qui ouvre un immense espoir dans la vie politique européenne ?

Aujourd'hui, en France, en Espagne, en Grèce, au Portugal, les partis communistes traditionnels enferment leurs électeurs dans un ghetto totalitaire au cœur des régimes pluralistes. En Italie, le plus grand parti communiste d'Occident s'efforce d'abstraire les murs de ce ghetto — déjà moins durs qu'auparavant — et d'entrer de plain-pied dans la démocratie. Courageusement, il rompt avec le collectivisme, dont l'échec tentant se révèle à l'Est, pour défendre une société mixte très proche de celle suggérée par François Mitterrand dans sa *Lettre à tous les Français*. Il se rapproche des partis sociaux-démocrates, qu'il s'agisse du SPD ou du PS.

Quand M. Occhetto vient à Paris, c'est Pierre Mauroy qu'il rencontre, et non Georges Marchais.

Dans une telle situation, il devient prioritaire pour un démocrate d'aider le PCI à maintenir et à renforcer son évolution en cours. Si faible que puisse être à cet égard l'influence d'un intellectuel français, elle constitue cependant le motif essentiel qui l'a conduit à une candidature dont il mesure le double danger : l'incompréhension possible de ses compatriotes et l'hostilité éventuelle de ses électeurs.

Le vote présidentiel italien ne donne pas la sécurité de la carte forcée des listes de son pays, nul ne sait comment les Romains, les Florentins, les Milanais, les Turinois, les Gênois traitent un candidat étranger dans un scrutin régional où les élus possibles tournent autour de cinq.

Faut-il ajouter que sa candidature n'est en aucune façon dirigée contre le socialisme d'un Bettino Craxi, dont la Nostalgie de l'impérialisme a souligné les qualités comme chef de gouvernement ? En Italie, l'union de la gauche ne s'opère pas en cooptant la même démarche qu'en France. L'évolution actuelle du PCI ouvre les perspectives d'un programme commun plus réaliste que celui de Paris en 1972, par la conjonction de communistes plus libéraux et de socialistes éclairés par l'expérience de François Mitterrand depuis 1981.

Parce que le marxisme dogmatique conduisait à des politiques absurdes et oppressives, les orangers sont morts sur les rives du lac Balaton. Parce que l'orientation du Parti communiste italien conduit à son intégration pleine et entière dans la démocratie, les cyprès dont il entoure les tombeaux de la place Rouge pourraient devenir aussi vivaces que ceux de la voie Appienne sur les pentes des masures qui le bordent.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

LA Révolution de 1789, c'est, entre autres choses, la liberté de la presse. Plus que cela, même : le déferlement de la circulation immédiate et sans contraintes des idées dans l'opinion. Cette liberté nouvelle, inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme, sera vécue avec frénésie jusqu'au mois d'août 1792. Alain Manevy raconte cette « période de liberté indéfinie », dont on connaît les héros, en ce qui concerne le presse (Mirabeau, Brissot, Desmoulins, Marat, Hébert, Rivarol, Sureau), mais dont on sait moins qu'elle fut une extraordinaire phase de créativité médiatique, comme on dirait aujourd'hui.

Si Alain Manevy fait revivre « les journalistes de la liberté », il s'attache aussi à décrire « la naissance de l'opinion » en expliquant comment et par quels moyens les premiers se mirent en devoir de mobiliser la seconde, en prolongeant et en élargissant par l'écrit le débat oral des clubs et des assemblées, qui, sans cela, serait resté limité et fugace, ou livresque et tardif.

Sous l'Ancien Régime, la presse était placée sous haute surveillance. La Bastille, symbole vieillissant de l'absolutisme, avait logé 5279 détenus entre 1659 et 1789, dont 1250 provenaient du monde de l'imprimerie. Mirabeau vient-il de créer son premier journal que celui-ci est aussitôt interdit. La pression était trop forte, et la Révolution se caractérisait, comme toutes les époques de libération, par une étonnante floraison de publications : 250 se créent de mai à fin décembre 1789 ; il y en a 350 fin 1790. Les genres journalistiques naissent spontanément.

Elysée Loustalot ne savait pas que son récit de la prise de la Bastille relevait du reportage et Condorcet publiera la première « lettre ouverte » pour défendre, deux ans plus tard, la liberté de la presse.

Déjà, les traits caractéristiques de la presse écrite française s'imposent : le commentaire l'emporte sur la relation des faits, l'idéologie sur l'information, la formule sur la précision. Des jeunes gens doués se partagent avec talent entre le lyrisme et la polémique, entre partisans de la Révolution et contre-révolutionnaires. On ne recule pas devant le sensationnel (l'épisode du Masque de fer), pas davantage devant la mise en

cause de la vie privée des personnages publics. La presse est laeste sous la Révolution !

Alain Manevy explique comment l'opinion fut alarmée par le scoop du *Courrier de Versailles*, qui révélait en octobre 1789 l'organisation d'un banquet au parfum contre-révolutionnaire, comment, après la fuite du roi, l'action des pétitionnaires et la fusillade du Champ-de-Mars, en juillet 1791, les vedettes de la presse révolutionnaire furent poursuivies. L'auteur rappelle que Charles Panckoucke se révéla le premier patron de presse, présent sur tous les

La presse la foule et l'opinion

fronts de l'opinion. Il précise dans quelles conditions financières et matérielles (souscriptions, abonnements, subventions, diffusion) vivait l'appareil médiatique de l'époque. Le besoin d'information avait donné une réalité à la notion de service à offrir dans ce domaine, et donc, de produit à vendre, tandis que la volonté de peser sur l'opinion avait donné naissance à la presse assujettie à l'argent. Cette liberté, illimitée jusqu'à l'exoïsme, formellement proclamée, n'en devait pas moins chuter : interdiction de la presse royaliste en 1792 et élimination physique des journalistes.

La liberté « définie », pour la presse écrite du moins, viendra un siècle plus tard. Comme les plantes rares, elle a besoin, pour survivre au-delà de sa floraison initiale, d'un environnement approprié, et même lorsque les conditions de son épanouissement paraissent remplies, elle demeure fragile, constamment menacée. La presse, la faculté d'informer en général, servent trop d'intérêts à la fois pour rester à l'abri d'appétits contradictoires. Lieu de contre-pouvoir et instrument de pouvoir, porteur de véritable culture et de sous-culture, offrant à peu de prix un produit — l'information — qui coûte cher mais qui peut trouver une belle rentabilité dans des

produits annexes, elle sera toujours « indéfinie », toujours à prendre, toujours à défendre.

Dans la galerie des journalistes de la Révolution, Nathalie Basset fait revivre la figure et le talent méconnus de François Sureau, à travers les textes qu'il faisait, à l'époque, la popularité de ce vibrant défenseur de la monarchie. Massacré par la foule devant les Tuileries, le 10 août 1792, ce « fou de roi » a été l'ami et l'ennemi intime de Camille Desmoulins. Quelqu'un qui dans le « prospectus » de son journal écrivait : « Ce n'est pas que j'aie la prétention de valoir, en général, mieux qu'un autre ; mais du moins je suis sûr, et c'est l'une de mes joissances de ne pas ressembler qu'à moi ! » ne saurait laisser indifférer les journalistes et leur public. Tout journal devrait faire sienne cette profession de foi !

Signalons, sans vraiment sortir du sujet, la réédition d'un ouvrage de Gabriel Tarde, l'un des premiers théoriciens de l'opinion. Ce texte, *L'Opinion et la Foule*, daté de 1901, est présenté ici par Dominique Reynié, qui, situant les travaux de l'auteur, écrit qu'il fut le précurseur de bien des techniques modernes de connaissance de l'opinion et de dévoilement de l'identité collective.

Gabriel Tarde n'est pas tendre pour « ces grands et odieux publicistes, Marat, Desmoulins, le père Duchesne », qui avaient chacun son public, auquel ils « versaient tous les jours l'alcool vénénux des mots vides et violents ». Pas tendre non plus pour les travers du journalisme en général, bien que, dit-il, « j'incline à croire, malgré tout, que les profondes transformations sociales que nous devons à la presse se sont faites dans le sens de l'union et de la pacification finales ». On retiendra aussi de lui cet avertissement, qui garde en ces temps médiatiques, toute son actualité : « Le danger des démocraties nouvelles, c'est la difficulté croissante pour les hommes de pensée d'échapper à l'obsession de l'agitation fascinatrice. » Bien vu !

★ *Les Journalistes de la liberté*, par Alain Manevy. Grasset, 255 pages, 93 F.

★ *François Sureau, le fou du roi*, présenté par Nathalie Basset. Éditions France-Empire, 272 pages, 98 F.

★ *L'Opinion et la Foule*, par Gabriel Tarde, PUF, 184 pages, 85 F.

MEDECINE

En Allemagne

La condamnation d'un médecin relance la polémique sur l'avortement

Un médecin allemand a été condamné à trois ans de prison pour avoir pratiqué un avortement. Cette décision a relancé la polémique sur l'avortement en Allemagne. Le médecin en question, Dr. [nom], a été condamné par un tribunal fédéral pour avoir pratiqué un avortement sur une femme. Cette décision a été rendue publique hier. Le Dr. [nom] avait été condamné à trois ans de prison, mais a obtenu un sursis de six mois. Cette condamnation a été saluée par les partisans de la légalisation de l'avortement, mais a également suscité des réactions négatives de la part de ceux qui défendent la vie humaine dès le début de la grossesse.

La condamnation d'un médecin relance la polémique sur l'avortement

La condamnation d'un médecin allemand pour avoir pratiqué un avortement a relancé la polémique sur l'avortement en Allemagne. Le médecin en question, Dr. [nom], a été condamné par un tribunal fédéral pour avoir pratiqué un avortement sur une femme. Cette décision a été rendue publique hier. Le Dr. [nom] avait été condamné à trois ans de prison, mais a obtenu un sursis de six mois. Cette condamnation a été saluée par les partisans de la légalisation de l'avortement, mais a également suscité des réactions négatives de la part de ceux qui défendent la vie humaine dès le début de la grossesse.

JUSTICE

Les jeunes avocats demandent le report de l'examen

Les jeunes avocats allemands ont demandé le report de l'examen d'entrée à la faculté de droit. Ils ont invoqué des raisons de santé et de fatigue. Cette demande a été rejetée par le tribunal compétent. Les avocats en formation ont exprimé leur mécontentement à l'égard de cette décision.

COMMERCE

Plus d'un million de visiteurs

Plus d'un million de visiteurs ont participé à une exposition commerciale. Les organisateurs ont été satisfaits du succès de l'événement. Les visiteurs ont pu découvrir une large gamme de produits et services.

COMMERCE

Plus d'un million de visiteurs

Plus d'un million de visiteurs ont participé à une exposition commerciale. Les organisateurs ont été satisfaits du succès de l'événement. Les visiteurs ont pu découvrir une large gamme de produits et services.

COMMERCE

Plus d'un million de visiteurs

Plus d'un million de visiteurs ont participé à une exposition commerciale. Les organisateurs ont été satisfaits du succès de l'événement. Les visiteurs ont pu découvrir une large gamme de produits et services.

COMMERCE

Plus d'un million de visiteurs

Plus d'un million de visiteurs ont participé à une exposition commerciale. Les organisateurs ont été satisfaits du succès de l'événement. Les visiteurs ont pu découvrir une large gamme de produits et services.

MÉDECINE

En Allemagne fédérale

La condamnation d'un médecin bavarois relance la polémique sur l'avortement

BONN de notre correspondant

Le docteur Horst Theissen, cinquante ans, devra, sauf révision du jugement devant le Cour fédérale de Justice, payer de deux ans et demi d'incarcération et de trois ans d'interdiction d'exercer la médecine le fait d'avoir effectué sur des patientes des interruptions de grossesse hors du cadre défini par la loi allemande. A l'issue d'un procès qui a duré huit mois - les juges de la petite ville bavaroise de Memmingen ont en effet estimé, le 5 mai, qu'il avait contourné au paragraphe 218 du code pénal. Ce texte prévoit que pour être autorisée à avorter, une femme doit obtenir le feu vert soit d'un centre agréé, soit de deux médecins.

Le « manifeste » des six cents

Le docteur Theissen était ainsi accusé d'avoir, dans cent cinquante cas, décidé seul que ses patientes se trouvaient « en situation de détresse sociale », et d'avoir procédé à des interruptions de grossesse à l'aide de la méthode par aspiration, alors que la loi bavaroise, la plus restrictive dans ce domaine, n'autorise que les interventions en milieu hospitalier et sous anesthésie. La durée de ce procès a tenu au fait que le tribunal a fait défiler à la barre la plupart des clientes de l'accusé, auxquelles les juges ont posé de manière insistante des questions très intimes sur leur vie sexuelle et affective. Ils voulaient ainsi se faire une idée sur la réalité de la situation de détresse de ces femmes au moment de leur avortement. On a ainsi pu entendre un juge s'étonner de voir une femme posséder une voiture en dépit de la proximité de son lieu de travail, ce qui, dans son esprit, dénotait une tendance au matérialisme égoïste.

Un incident s'est marqué le déroulement de ce procès lorsque la défense a pu établir que l'un des juges, Detlev Ott, avait, en 1980, incité son

Les réactions au sévère jugement de Memmingen ne se sont pas fait attendre. Mme Gudrun Hammer, une dirigeante du puissant syndicat IG Metall s'indigne de ce « procès spectacle » où des femmes ont été « humiliées » et qui est le symbole d'une « intimidation » et d'une « mise sous tutelle » des femmes. On craint en effet maintenant le déclenchement, en RFA, d'une vague de procès de ce type. Le secrétaire général du CSU (le parti dominant en Bavière) a, pour sa part, salué le jugement du tribunal de Memmingen et estime qu'il constitue « un avertissement pour tous ceux qui voudraient détourner la loi ».

A gauche, on demande l'abolition pure et simple du paragraphe 218 du code pénal qui réglemente l'avortement depuis 1976. A droite, on voudrait revenir à la situation antérieure, lorsque l'avortement était totalement interdit. Il y a deux mois, le gouvernement bavarois a décidé d'introduire une requête devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe, pour dénoncer l'inconstitutionnalité des mesures de libéralisation décidées par le Bundestag en 1976.

LUC ROSENZWEIG.

En Union soviétique

Dix enfants contaminés par le sida dans une clinique de Volgograd

Le quotidien *l'Avestia* a révélé, le vendredi 5 mai, l'existence de dix nouveaux cas de contamination sexuelle d'enfants par le virus du sida. Ces derniers avaient été hospitalisés à la clinique n° 7 de Volgograd (Russie), pour des maladies pulmonaires.

L'établissement ne disposait ni de seringues jetables ni de matériel adéquat pour la stérilisation, et les contaminations sont, selon toute vraisemblance, dus à une aiguille infectée. Il y a quelques semaines, quarante et un enfants avaient déjà été contaminés dans des circonstances similaires à l'hôpital d'Elizaveta, en Kalouga.

M. Mikhail Gorbatchev avait dénoncé la semaine dernière la distribution, dans certains hôpitaux soviétiques, de seringues jetables importées sans les signaux correspondants. M. Tolstout, ministre de la Santé, a, pour sa part, indiqué il y a quelques jours que le nombre de personnes infectées par le virus du sida avait doublé en Union soviétique depuis 1988. On y compte officiellement cent quatre-vingt-dix cas.

Dans une interview télévisée, le ministre de la Santé indiquait que l'Union soviétique allait augmenter la production et l'importation de seringues à usage unique.

« Fécondation in vitro : sursis à exécution pour deux cliniques nantaises. - Le tribunal administratif de Nantes vient de prononcer un sursis à exécution dans le conflit qui oppose deux cliniques privées de cette ville au ministère de la Santé. Les deux établissements revendiquent la possibilité de continuer à pratiquer des fécondations in vitro alors qu'elles ne figurent pas sur la liste des soixante-quatre établissements agréés par le ministère. Ce sursis à exécution est la première décision de ce type à être rendue en France. Cent trente-trois établissements ont été agréés par le ministère. Les deux cliniques nantaises (Notre-Dame-de-Grâce et Haute-Forêt) qui devaient cesser leur activité de fécondation in vitro en mai pour la poursuite, le tribunal avait décidé de se donner du temps avant de rendre son jugement sur le fond.

AGATHE LOGEART.

ÉDUCATION

Au congrès de l'UNEF-ID

M. Jospin chahuté à Nanterre

Réuni à l'université de Nanterre du 5 au 8 mai, le congrès de l'UNEF-ID indépendante et démocratique devait permettre à la majorité socialiste du principal syndicat étudiant de se renforcer et d'entériner la volonté de « recentrage syndical » affichée dès l'ouverture par son président, Christophe Borger. Vendredi 5 mai, M. Jospin a été chahuté longuement par une minorité de délégués.

Dans la chaleur enfumée d'un amphithéâtre de Nanterre, les étudiants ont d'abord écouté plutôt sagement les encouragements prodigués par les principaux syndicats de salariés invités (FEN, CFTD, FASP et Syndicat autonome de la fonction publique), puis celles de Jean-Pierre Maille, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, de Marien Destré, président de SOS-Racisme ou encore de Dominique Levêque, président de la Mutuelle nationale des étudiants de France. Salutations traditionnelles qui constituaient autant de signes de la reconnaissance de l'UNEF-ID comme représentant à part entière du monde étudiant. Ils ont encore écouté sans trop broncher le message de sympathie que leur avait adressé le premier ministre.

Mais il y a si longtemps, plus de trente ans, que les étudiants n'avaient pas eu l'expérience de recevoir un accueil digne de l'événement. Lorsque le ministre est monté à la tribune, les étudiants l'ont accueilli par une bronche à laquelle il ne s'attendait manifestement pas. Dix fois il a tenté de commencer son discours, de rappeler son propre engagement dans le syndicalisme étudiant au moment de la guerre d'Algérie, dix fois sa voix a été couverte par les slogans inlassablement répétés sur quelques dizaines de militants sur les sept cents réunis à Nanterre : « Jospin des sous, pas des discours », criaient-ils en encore, plus vexant, « Et hop ! Jospin, plus haut que Devaquet ! ». Et il a fallu à M. Jospin attendre un bon quart d'heure avant de pouvoir expliquer aux étudiants qu'ils trouveraient en lui « un ministre attentif » à leurs besoins et à leurs préoccupations et décidé à reconnaître leur « place comme partenaire social du système éducatif ».

En réalité, le ministre a fait les frais de ces traditionnelles querelles de tendances qui animent les congrès étudiants : la petite minorité (16 % au congrès de 1987, environ 10 % cette année) des étudiants liés au Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste) avaient trouvé l'occasion trop belle de placer la majorité socialiste du syndicat dans une situation inconfortable. Mais ils l'ont fait avec une telle vigueur que certains se demandaient s'ils ne préparaient pas, en réalité, leur sortie d'un syndicat qu'ils jugent désormais dangereusement réformé. La suite au prochain épisode.

G. C.

SPORTS

FOOTBALL : Championnat de France

Turbulent OM !

L'Olympique de Marseille a fait un grand pas vers le titre de champion de France 1989 en battant le Paris-SG (1-0), vendredi 5 mai à Marseille. Ce succès, obtenu grâce à un but de Franck Sauzeau dans les dernières secondes, permet aux joueurs de l'OM de compter deux points d'avance sur les Parisiens à trois journées de la fin de la compétition.

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Une belle bleue, une belle verte, une belle rouge. Les fusées de feu d'artifice fient dans le ciel marseillais. Des dizaines de milliers de brequets s'allument dans la foule et les spectateurs reprennent en chœur : « Paris champion, c'est du bidon ! On a gagné ! ». Marseille fête son titre par avance, bien qu'il reste encore trois matches à disputer. Le succès de vendredi est lourd de conséquences. En inscrivant un superbe but sur un tir lointain et tendu à quelques secondes du coup de sifflet final, le milieu de terrain international français Franck Sauzeau a changé la face de la compétition. A la 89^e minute, Paris se voyait champion de France. A la 90^e minute, il ne l'était plus. L'Olympique de Marseille lui « enlevait » son titre.

Avec désormais deux points d'avance, les Phocéens ne devraient plus être rejoint par leurs rivaux, en dépit du programme qui s'annonce plus délicat à négocier (deux matches à l'extérieur, à Toulon et à Montpellier, contre un à domicile face à Auxerre) que celui des Parisiens (deux matches au Parc, contre Metz et Laval, et un déplacement à Lens).

Hidalgo sur le départ ?

Le titre de champion s'est donc probablement joué sur un tir lointain, celui qui l'on amorce en désespoir de cause, histoire de dire que l'on aura tout tenté pour sauver un match qui n'a jamais atteint le niveau escompté. Cette rencontre entre des Parisiens ultra-défensifs et des Marseillais souvent maladroits a, en tout cas, confirmé le faible niveau du championnat de France. Et le climat malsain qui l'entourait y est sans doute pour beaucoup.

C'est en effet en terre ouverte que les Phocéens ont évolué. Hostilité d'abord des 45 000 spectateurs qui n'ont eu de cesse de lancer des insultes racistes aux joueurs de couleur du PSG, de François Tassani à Omar Sène, en passant des cris de singe en un hurlement : « Tuez-les ! ». Hostilité ensuite des joueurs de l'OM qui ont livré une opposition « musclée », à laquelle les Parisiens ont volontiers répondu énergiquement. De ce côté-là aussi, le match a tenu ses tristes promesses.

Depuis « l'affaire Tigana » (le match du 4 avril) et les déclarations du capitaine marseillais Jean-Pierre Papin (« On les attend avec des bazookas »), la rivalité entre les deux présidents, Bernard Tapie pour l'OM, Francis Borrell pour le PSG, avait largement contribué à créer un climat de tension ouverte dans cette rencontre. Les dirigeants parisiens avaient d'ailleurs demandé à leurs supporters de ne pas effectuer le déplacement. Ils n'étaient que quelques dizaines disséminés dans les tribunes, beaucoup plus discrets qu'à l'ordinaire. Trois cent cinquante policiers avaient tout de même été mobilisés pour l'occasion. Certains étaient équipés de caméras vidéo pour filmer une foule que leurs collègues titillaient et fouillaient à deux reprises avant l'accès aux tribunes.

Le tir victorieux de Sauzeau a suffi à faire exploser toute cette tension. Alors que les bouteilles de champagne vides s'alignaient encore dans les vestiaires, Bernard Tapie

s'employait à calmer l'enthousiasme ambiant : « Nous ne sommes pas encore champions, nous avons fait un bon pas, c'est tout ». Et l'entraîneur marseillais Gérard Gili d'aller dans le même sens que son président : « Il reste trois matches. Tout peut arriver, même si je fais confiance à mes joueurs pour rester concentrés sur notre objectif ».

Un discours de circonstance. Une modération très « diplomatique ». Reste qu'aujourd'hui ce titre de champion de France semble bien promis aux Marseillais. L'OM, cédant pour ses neuf succès en Coupe de France, n'a pas connu pareille situation en championnat depuis 1972. Pour Bernard Tapie, il s'agit en tout cas du premier trophée dans le football. Arrivé à Marseille au printemps 1986 avec l'ancien sélectionneur national Michel Hidalgo, il a échoué à deux reprises en finale de la Coupe de France (contre Bordeaux en 1986 et en 1987) et s'est contenté de places d'honneur en championnat.

Un couronnement cette année et les rencontres de Coupe d'Europe qui en découleraient devraient amener le président de l'OM à revoir une fois de plus ses ambitions, à la hausse. Le budget du club, qui était d'environ 140 millions de francs cette saison, passerait à 160 millions de francs la saison prochaine. Plusieurs joueurs de renommée internationale, dont le libero brésilien du Benfica de Lisbonne, Mozer, seraient présentés à Marseille.

Autre changement prévisible : le départ de Michel Hidalgo. Bernard Tapie souhaite qu'il prenne en main les destinées de l'équipe de France aux côtés de Michel Platini (le Monde du 3 mai) pour sauver un football national en proie à l'affairisme et aux mauvais résultats. L'intention était louable. Pourtant, il s'agit plutôt de se séparer de Michel Hidalgo d'une manière égoïste. Aussi bien rémunéré que certains joueurs vedettes (on parle de 250 000 F mensuels), celui qui porte le titre de manager général joue, en fait, un rôle très flou en sein du club entre l'entraîneur, Gérard Gili, et Jean-Pierre Bernès, le véritable patron financier. Bref, un véritable « grand boss » d'une saison prochaine que Bernard Tapie promet « grandiose », des remaniements sont à prévoir à l'Olympique de Marseille qui, décidément, refuse toujours de s'assagir.

PHILIPPE BROUSSARD.

VOILE : Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient

Maurel et Nélias premiers aux Antilles

Le trimaran de Jean Maurel et Jean-Luc Nélias, *Elif-Aquitaine 3*, a remporté, vendredi 5 mai, la première étape de la transatlantique Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient. Partis le 23 avril du port breton, les deux navigateurs ont mis onze jours, vingt-trois heures et cinquante-cinq minutes pour rallier l'île antillaise, à une vitesse moyenne de 11,8 nœuds. « Ce fut une course plus intellectuelle que physique », a déclaré Jean Maurel, dont le trimaran dessiné par Gilles Olier avait dominé le dernier Trophée des multicoques.

Eric Tabarly et Jean Le Cam, qui avaient pris une route au sud sur leur trimaran *Bottin Entreprise*, avaient pu croire un moment que leur coup de poker allait réussir. En fin de compte, ils se sont pourtant fait rattraper par *Elif-Aquitaine 3* et n'ont jamais pu revenir. Dû aux plans de Van Pethegem-Lauriot-Prévost, *Bottin Entreprise* a franchi la ligne avec deux heures et trois minutes de retard sur le premier.

Le catamaran *Charal* de Bruno Peyron et Jacques Vincent devait prendre la troisième place. Le départ de la deuxième étape doit être donné mardi 16 mai.

(Espagne). Le prix du « billet de satellite » payé par le CNES pour la prise en charge de cette expérience se monte à 1,5 million de francs.

● Tornades dans le sud des Etats-Unis : huit morts. - Des tornades ont balayé, les 4 et 5 mai, les Etats du Texas, de Louisiane, de Caroline du Sud, de Géorgie, du Mississippi, d'Alabama et du Kentucky. Huit personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées. En outre, des poteaux électriques et des arbres ont été arrachés, privant d'électricité 250 000 personnes au Texas et 12 000 foyers en Louisiane. Dans ce dernier Etat, des écoles ont été fermées et des maisons, submergées par les cours d'eau gonflés par des pluies très abondantes, ont dû être évacuées. - (AFP.)

JUSTICE

Les jeunes avocats demandent au chef de l'Etat le report de l'examen du nouveau code pénal

Réunis pour leur 45^e congrès du 3 au 6 mai, à Dijon, les avocats de la FNUJA (Fédération nationale des unions des jeunes avocats) n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard de la politique pénale du ministre de la justice. Qu'il s'agisse de l'aide légale ou de la réforme de la détention provisoire. Ils ont décidé d'écrire au président de la République pour lui

demandeur de faire reporter l'examen du projet de code pénal qui sera soumis à partir du 9 mai, au Sénat. La FNUJA devait, samedi 6 mai, être son nouveau président, en remplacement de M. François-Xavier Matteoli du barreau de Paris. M. Rémy de Genille du barreau d'Albi-en-Provence semblait le mieux placé pour lui succéder.

conseils juridiques ou de la procédure pénale. - (en France, en matière pénale, personne ne peut plus espérer voir un procès équitable », affirme M. Matteoli) - Les jeunes avocats n'ont trouvé aucun apaisement après avoir entendu le discours du représentant du garde des sceaux, M. Christian Rochich, directeur adjoint du cabinet, qui, selon le mot d'un congrèsiste, est venu « pour ne rien nous dire ».

Déçus, inquiets, les jeunes avocats lui ont manifesté leur impatience. Dans

un petit tract dicté par une humeur de poche et tiré d'un « à-t-il encore un garde des sceaux ? », ils ont épinglé M. Pierre Arpailleur en écrivant : « En fait, nous apprenons que M. Arpailleur n'est que le garde des sceaux de droit. Le garde des sceaux de fait a des brulottes. » Voilà qui est étroitement lié au mot d'un congrèsiste, est venu « pour ne rien nous dire ».

Déçus, inquiets, les jeunes avocats lui ont manifesté leur impatience. Dans

COMMUNICATION

Le lancement du minitel 12

Plus d'un milliard de consultations télématiques en 1988

En 1988, le parc de minitels installés (4 228 000) et le nombre d'appels générés par la télématique (1,01 milliard) ont progressé d'un quart par rapport à 1987. L'usage de la télématique ne donne pas une pratique qui se banalise : 16,6 % des abonnés en téléphonie disposent d'un minitel, et 33,6 % de la population active a accès à un terminal. Le trafic total, lié à la durée des consultations, a évolué moins vite : 73,75 millions d'heures contre 62,45 millions en 1987.

L'annuaire électronique continue de se tailler la part du lion dans les applications, en nombre d'appels (384 millions, plus 30 %). En revanche, en pourcentage des heures de connexion, l'annuaire électronique est dépassé par les messageries (19 %) et surtout par les applications professionnelles (27 %).

L'évolution vers des applications professionnelles, déjà sensible dans les trafics, devrait se renforcer avec la mise en service de nouveaux terminaux plus évolués. France-Télécom met ainsi à disposition de ses abonnés, pour un abonnement de

85 F mensuel, le minitel 12. Celui-ci comprend un répertoire et des fonctions d'appel automatique mémorisables, qui permettent, par exemple, d'aller rechercher dans un service télématique une information de façon répétitive. De plus, le minitel 12 agit comme une sorte de répertoire télématique, qui peut recevoir, stocker ou émettre en permanence des messages écrits, consultables à distance par leur destinataire. Doté de mémoires huit fois plus importantes que son prédécesseur, le minitel 10, le M 12 est donc un instrument adapté aux fonctions de communication professionnelles que cherche à promouvoir France-Télécom.

M. C. L.

L'ÉVOLUTION DU TRAFIC

	1986	1987	1988
Nombre d'appels	466 208 000	807 963 000	1 010 819 000
Nombre d'heures	37 499 100	62 445 800	73 748 000
Nombre d'abonnés	7 235 000	8 946 000	13 000 000
Durée moyenne par minitel et par mois (en minutes) ..	105,9	111,3	97,0
Nombre d'appels par minitel et par mois	21,9	24,0	22,2
Revenus aux fournisseurs de services (en millions de francs) ...	822	1 264	1 350

EN BREF

● Lancement du premier satellite commercial soviétique. - L'URSS vient de placer sur orbite son premier véhicule spatial commercial. Baptisé Photon, ce satellite récupérable doit effectuer une expérience française menée sous l'égide du Centre national d'études spatiales (CNES) pour le programme de recherche européen Eureka. Destinée à étudier le comportement de gaz et de liquides biologiques en apesantur à l'aide d'une série de tests réalisés de façon entièrement automatique, le projet Sepha a été préparé par des laboratoires du CNRS et de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, en collaboration avec plusieurs sociétés européennes : Matra (maître-d'œuvre principal) et Roussel-Uclaf pour la France, Eurogentec, l'elapace et Amos (Belgique), Crisa et Esclat

la liste du PCI

Quand M. Gorbatchev a dit qu'il n'y avait pas de problème de la part de l'Union soviétique, c'est tout ce qu'il a dit. Mais il n'a rien dit de la part du PCI.

Dans une telle situation, les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

Le vote préliminaire a été très serré. Les dirigeants du PCI ont dû se rendre compte que leur rôle n'est pas de faire le jeu de l'Union soviétique, mais de faire le jeu de la France.

PHOTO

Rétrospective Dieter Appelt au palais de Tokyo

Un messager de l'utopie

La rétrospective Dieter Appelt consacre un artiste — sculpteur, chanteur, archéologue — qui a accompli l'une des œuvres les plus fortes de la photographie contemporaine.

Dans la rotonde du palais de Tokyo, le visiteur est accueilli par une paire d'elles géantes, en toile, posée sur un socle. Arrimé à cet engin aérien, debout sous la nef d'une caverne immense, Appelt mime un envol improbable. Pris en 1978 dans la grotte d'Oppède, en Provence, la série de l'homme-oiseau dédiée à Marguerite Duras est symbolique de la première période de son travail.

Expression du désir d'immortalité ou matérialisation du mythe ancestral du vol, cette représentation d'un rituel primitif se retrouve dans les autres séries réalisées en 1976 à Montecarlo, en Lombardie. Mais aussi à Brimontgney en 1979 et à Carnac pour les coléoptères, où Appelt entreprend une série d'autopourtrats « Nus dans la nature ».

Il ne s'agit en aucun cas d'une célébration marxisse. Appelt utilise son corps tel un matériau brut, un outil ou un médium. Pendu par les pieds, noyé dans la vase ou levé en position fœtale dans l'infraction d'un ro, il s'insère au paysage. Figure surgie des temps anciens, l'homme n'est pas distinct de la nature.

Puisant dans la quête des origines (scarification, pétrification, fossilisation) une énergie vitale, Appelt accomplit un voyage initiatique aux confins de la naissance et de la mort. Couché dans une tombe creusée dans la neige, il adopte l'incertitude du cadavre. A la limite du théâtre, de la performance et de la sculpture, ce rituel d'une extraordinaire intensité peut se lire comme la mise en scène d'une des angos les plus existentielles : la mort sans sépulture.

Chaque série se déploie sur plusieurs plans. La quête d'une harmonie idéale avec la nature n'est pas seulement une réflexion métaphysique, mais un acte profane. La mise en danger de son image n'est pas l'expression cathartique d'un jeu morbide avec la mort. « Je veux saisir l'essence du monde sensible, montrer comment des réalités qui échappent à un observateur superficiel subissent une mutation, comment se crée un univers mental fait

d'équilibre et de réceptivité », déclare-t-il.

Son travail s'est progressivement épuré de toute emphase. Il se concentre désormais sur des données rudimentaires. La vie du corps, l'identité du visage, la matérialité des sens. Influencé par le « body art » et le « land art » des années 70, sa création est devenue purement photographique, et ses photos ne reproduisent plus d'événements. Elles mettent ses pensées en images. Certes, Appelt continue d'être son propre sujet d'expérience. Mais cette confrontation à soi-même est à l'antipode de l'expressivisme baroque des travaux *in situ* du début.

Temps réel

Son œuvre s'appuie sur deux phénomènes contradictoires : l'instantané et la pose. Mais, comme il le dit lui-même, « l'instantané dérobie une vie qu'il ne peut restituer, la pose exprime une vie qu'elle ne peut jamais obtenir ». C'est entre ces deux pôles que se situe cette admirable image-clé où il cherche à rendre perceptible son halo sur la surface d'un miroir (1978).

Appelt réalise des vues complexes de choses simples. A l'instantanéité des actions prétextuelles ont succédé les séries basées sur l'exposition en temps réel. Appelt photographie un même sujet durant plusieurs heures. La prise de vue se mue en prise de vie. Dans la lignée de Félix Nader étudiant en 1860 la main d'un ban-

quier à raison d'une photo par jour, il fixe sa paume droite posée contre un mur, détachée de lui, ouverte à toute interprétation. En de longues poses (il opère avec un appareil à plaques), il capte le frémissement de la peau, la circulation de sang dans les artères. Sa main est comme un condensé de la durée.

En 1988, il réalise, avec une énorme caméra de 4 mètres et des négatifs géants au collodion, une série de quarante-trois qu'il superpose dix-huit fois. Le visage est détaillé comme un paysage, à l'égal des portraits d'Omara Lenz dont Appelt admire l'influence. Qu'il cadre son visage flou dans un cercle nettement dessiné, multiplie les expositions successives, combine des temps de pose différents ou superpose les prises de vue de son épouse Hanna et de lui, Appelt cherche l'identification définitive à soi-même.

Dans ces *Autoportraits sans titre*, Appelt aboutit presque à une abstraction de la réalité. Il se situe entre la microphotographie et l'infarage, la radiographie au scanner et le document médical. La conscience de l'existence reste au cœur de ses expériences. Il vise encore et toujours un affrontement à l'image primitive. Loin des effets spectaculaires du début, Chacune des images implique moins que le rapport qu'elles entretiennent. Appelt ne renonce pas pour autant à travailler en décor naturel. Par exemple dans

la forêt vierge, ou au Japon dans un vaste parc de 24000 mètres carrés où vont se perdre les amoureux.

Né en 1935, Dieter Appelt vit à Berlin. Il appartient à une génération d'artistes inspirés par Beus, Arnaud et Beckett, l'exposition du CNP, ébrutée et dépourvue, constituera un choc pour ceux qui découvraient cette œuvre sans concession.

PATRICK ROEGERS.

* Dieter Appelt, « Überdänge », exposition organisée par le Centre national de la photographie avec la collaboration des galeries Kiehn-Pausback et Boudoin Lebon, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris, jusqu'au 5 juin.



« Mais » 1961

THÉÂTRE

« L'Aiglon », d'Edmond Rostand

Des rêves plus grands que les ailes

Nostalgie, musique militaire et Histoire de France : Anne Delbée joue et met en scène l'Aiglon d'Edmond Rostand. Avec bravoure, dans un spectacle sans panache.

« Erasant de beauté, on admire sans émotion », s'écriait déjà Jules Renard à la création de l'Aiglon. La beauté n'est pas passée, tant la langue de Rostand, avec ses complaisances, respire le plaisir de qui s'envie soi-même jusqu'à plus soif. Quant à l'admiration... Rien de surprenant si, à l'époque, la pièce de Rostand flattait dans le sens du poil les nationalistes.

Nous étions en 1900, le 15 mars : Sarah Bernhardt créait, dans le théâtre qui portait son nom, au Châtelet, l'Aiglon la dernière pièce d'Edmond Rostand. Elle avait sacrifié sa chevelure, Paul Poiret avait dessiné son costume de frère petit duc de Reichstadt. Elle était somptueuse, émouvante... On ne l'a pas vue, mais chacun s'en souvient tant, grâce à un art nouveau, la photographie, elle est entrée dans la légende.

Quiconque, après elle, relève le gant sait qu'il encourt la comparaison. D'ailleurs, peu s'y sont risqués, surtout depuis vingt ans. Il est vrai qu'on peut préférer l'histoire racontée par Victor Hugo, et que le rôle du fils de Napoléon exige un travail de mémorisation titanesque.

Anne Delbée est un petit soldat des causes oubliées. Son nom est attaché à celui de Camille Claudel, qu'elle a largement contribué à faire connaître, en lui consacrant un livre, et un spectacle. Elle dirige depuis un peu plus d'un an le Centre dramatique national de Nancy et Lorraine, où elle s'est embarquée dans l'aventure de l'Aiglon, vraie pièce de musée qu'elle n'a pas vraiment dépossédée. Son spectacle mérite le détour au même titre que les toiles de petits maîtres-ponciers signalées à la rubrique « Si on aime le kitsch, si on a du temps ».

Pour monter l'Aiglon aujourd'hui, peut-être faut-il marier tout à la fois la fièvre épique et le charme un peu désuet des images d'Épinal. La mise en scène d'Anne Delbée reste bâtarde. Tout se joue sous l'œil mort d'un énorme cheval, l'arrière-train figé dans un bloc de bronze, les bat-flanc affublés d'un très laid sarcoptage transparent. Le reste du décor — miroirs en toile, voiles blancs — fait très bricolé. C'est un petit détail, mais il faudrait, par exemple, fixer les tréteaux branlants de la scène du bal masqué.

Coincé sur le petit plateau du Théâtre des Mathurins, dix-huit comédiens jouent dans l'ensemble à la va-comme-je-te-pousse. Rostand incite à la déclamation : on n'y échappe pas.

Anne Delbée se donne corps et âme à son Aiglon, le rôle entraîne une dépense qui va bien au-delà de la mort finale. Elle a trouvé un rythme clair pour chevaucher le galop des vers de Rostand. Pas plus que Sarah Bernhardt, qui joua l'Aiglon à cinquante-six ans, elle n'a l'âge du rôle. En fait, elle manque totalement d'enfance, de fragilité, demeure résolue, jusque dans ses hésitations. Jouer, mettre en scène, Anne Delbée a en les rêves plus grands que les ailes.

ODILE QUIROT.

* Théâtre des Mathurins, tél. : 42-63-90-00.

URBANISME

Lisbonne, laboratoire architectural

(Suite de la première page.)

C'est Nuno Abecassis qui a demandé à Alvaro Siza de réfléchir à la reconstruction du quartier détruit. Le travail de cet architecte de cinquante-six ans a longtemps été méconnu. Sans doute parce qu'il ne construisait guère en dehors du Portugal. Cette relative obscurité convient assez bien à l'excessive discrétion de l'homme, au regard abrité derrière des lunettes rondes, le visage mangé par une courbe barbe grise, qui préfère méditer dans les cafés plutôt que devant sa table à dessin : « J'en change lorsque je m'aperçois que je commence à accorder de l'attention à la saveur du thé ou du café ».

Jusqu'à une date récente son œuvre était une suite de projets qu'il définissait comme des « réponses à des problèmes de détails » : villas pour des particuliers, agences bancaires, logements sociaux. Sa conception de l'architecture est apparemment conventionnelle et a du mal à se situer dans un courant théorique ou un style.

Même si on peut relever les influences de Wright, Aalto ou Leoni. « Il n'y a aucune classification entre bonne et mauvaise architecture », déclare-t-il. Tout ce qui existe est important. On ne peut rien exclure de cette réalité. Il ne faut pas seulement créer des rapports avec la réalité mais aussi entre les espaces et les matériaux.

Espace et langage

Ces réflexions sur l'espace et sur le langage se retrouvent un peu partout dans ses réalisations. A Vila-Do-Coude, l'immeuble qu'il a dessiné est situé sur un terrain étroit entre deux rues. L'intervention de l'architecte a été demandée après qu'un bâtiment eut été construit illégalement et occupé par un café. Le café a été conservé et se trouve incrusté dans la nouvelle architecture. A La Mega, la succursale bancaire qu'il est chargé d'édifier est en partie posée sur un immeuble préexistant, qu'il a refusé de modifier.

Après la « révolution des œillets » du 25 avril 1974, Alvaro Siza travaille à la reconstruction du quartier Sao-Victor, au centre de Porto, et à la construction de plusieurs appartements sur deux étages tout en cherchant à laisser intact l'équilibre formel et social existant. A Evora, au sud de Lisbonne, il est chargé d'un quartier entier : cent vingt logements sur 27 hectares. Le problème est d'intégrer au tissu urbain une zone périphérique en partie occupée par des fermes, des

lambaux de forêt et des constructions sauvages.

Nombre de ces projets entrepris après 1974 n'ont pu être menés à terme. « Mais ce sont des œuvres qui, explique-t-il, m'ont permis de comprendre la résistance des courbes, la solidité de celui qui passe et qui joue. La tradition est un défi lancé à l'innovation. » Aujourd'hui, Alvaro Siza, qui a réalisé à Berlin en 1980 son premier travail à l'étranger et qui a remporté un concours pour la construction d'un quartier populaire à Venise, sur la Giudecca, est l'un des vingt architectes retenus pour concourir au projet de la Très Grande Bibliothèque à Paris.

Il est donc tout à fait logique qu'un homme qui réfléchit depuis si longtemps au rapport entre le bâtiment et le site, l'architecture et le ville ou le paysage, ait été distingué pour la rénovation du Chiado à Lisbonne. « Les bâtiments du Chiado sont de l'époque pombaline ou post-pombaline. Mais ils ont été par la suite profondément remaniés au gré de leurs affectations. Les grandes galeries du Chiado, par exemple, ont successivement abrité un couvent, un palais, un hôtel avant de devenir un grand magasin.

« Notre programme consiste à préserver les façades qui sont encore debout et à reconstruire celles qui sont détruites. C'est possible, nous avons les documents d'époque. Mais nous devons tenir compte des innombrables jours ultérieurs et en conserver certains. Derrière ces façades, il y aura des éléments contemporains. De vastes plateaux seront créés. Ils pourront être utilisés par des commerces ou des bureaux. Mais le but de la municipalité est aussi de réserver 30 % à 40 % de ces surfaces à des logements. On retrouvera également dans ces bâtiments tout un feu de passages et de patios où pourront s'ouvrir des cafés. Les grandes galeries retrouveront l'une de leurs anciennes vocations : un hôtel y sera ouvert. Ce quartier, qui doit être exemplaire, sera desservi par une nouvelle station de métro. »

Exemplaire parce que la municipalité veut étendre ce programme de rénovation à toute la Baixa, la basse ville pombaline. « Il faut arrêter la décadence de ce quartier et inverser le courant », affirme Nuno Abecassis. Pour la première fois les lieux d'un sinistre peuvent être considérés comme un laboratoire et les solutions trouvées appliquées à l'ensemble du centre de Lisbonne, comme au cœur historique des vieilles villes européennes vidées de leurs habitants et tertiairisées à

outrance. En attendant que le laboratoire distille ses solutions miracle, les travaux de consolidation ont commencé au Chiado. La rénovation du quartier durera plus de trois ans.

EMMANUEL DE ROUX.

DESIGN

Sylvain Dubuisson au Musée des arts décoratifs

Casse-tête pour le futur

Bien qu'il annonce nombre de projets, le « designer » Sylvain Dubuisson est surtout connu des initiés. Le Musée des arts décoratifs lui consacre une rétrospective.

Deux ampoules, deux lames de rasoir, deux chaînes d'or, un abajour-carte postale fixé par des trombones. Cela est une lampe. On l'appelle *Beaucoup de bruit pour rien*. Edité en 1984 par Ecart international (huit exemplaires dont un acquis par le Fonds national d'art contemporain...), elle fait partie de la rétrospective consacrée par le Musée des arts décoratifs à Sylvain Dubuisson. Diplômé en 1973 de l'École supérieure d'architecture de Saint-Luc-de-Tournai (Belgique), cet architecte a mis en scène plusieurs expositions (« Les années plastiques » à La Villette, « A table » à Beaubourg, « Art et industrie » au Musée national des monuments français). Il a également aménagé l'espace d'accueil de Notre-Dame de Paris, celui du Musée historique des Tissus à Lyon.

S'il annonce quarante projets en cours (dont le hall de la préfecture de Besançon), il est, notamment en matière de design, connu surtout des initiés. Et pour cause : faute de contacts avec les industriels, ses objets restent souvent à l'état de prototypes. S'ils sont réalisés, c'est en série limitée, grâce à des éditeurs indépendants comme Néon, Perkal, Fourrière, Ecart, Creativ agent... « Je travaille à compte d'auteur », affirme Sylvain Dubuisson, qui se définit aussi comme un autodidacte. Professeur Tournesol du design, il se promène avec les œuvres complètes de Saint-Just dans un sac en plastique, jongle avec les citations de

Kant, Proust, Lacan... Le catalogue est digne de figurer dans l'exposition tant il colle au personnage : les fiches techniques ressemblent à des fragments surréalistes : « Deux plaques de Corian déformées prennent en sandwich un transformateur électronique... » Sylvain Dubuisson ironise : « J'ai tout appris avec l'annuaire. » Aventurier des pages jaunes, il a fait réaliser sa « table composite » par un industriel spécialisé dans les pièces d'Airbus. A la limite du cadavre exquis, de l'allégorie, du concours Lépine, ses objets, qu'ils soient lampe, candélabre ou bureau, ne se contentent pas de servir ou de séduire. Au-delà de l'utilité et du plaisir immédiat, ils abritent une somme de mystères, coffres secrets, mécanismes complexes dignes des cartels à sonnerie, des horloges à complication du dix-huitième siècle. Sans qu'il le dise, les circuits imprimés en fibre de verre ont remplacé les cadavres d'animal. La pendule T2/AS ne donne pas l'heure avec des oiseaux chanteurs qui ouvrent le bec ou battent des ailes, mais grâce à des « diodes électroluminescentes » rouges (pour les secondes). Du Louis XVI à l'heure de la technologie. Des casse-tête pour le futur.

« Le droit de dire »

Avec Sylvain Dubuisson, on retrouve les bonheurs du néo-rétro, à la grande époque du Schmilblic. Parfois l'objet se donne, par une sorte de beauté pure, évidente, tel ce miroir de paume, ce vase *Letra Amovosa* (au corps d'insecte gravé du poème de René Char), ce magnifique bougeoir en argent déposé (Creativ agent) : une spirale enroulée autour d'un cône, une fumée immobile, parfaite. Mais sou-

vent l'objet se refuse au premier regard.

Du coup, on peut tout rejeter en bloc ou passer à côté : prendre le lit *l'Inconscient* pour un banc, la perche télescopique de l'entrée pour un peuplier d'informations ; en fait, il s'agit de la lampe *Coup de dé* dans laquelle Sylvain Dubuisson a inséré le poème de Mallarmé. « Un objet est une idée mise en proportion », dit ce théoricien poète, dont les dessins si précis évoquent des plans de navigation : il en réalise jusqu'à deux cent soixante-dix pour un projet ! On a parfois besoin d'une bougie, d'une séance de travaux pratiques, pour qu'à force de découpages l'objet se montre tel qu'il a été pensé : la table à double plateau a été conçue pour que les invités se passent des petits massages.

Voilà dix ans que Sylvain Dubuisson s'intéresse aux meubles. Ils s'imposent davantage comme des études, des tentatives de réponse aux questions « fondamentales » (la lumière sans ombre). Aux constructions un peu tarabiscotées du début (un *Bureau pour une femme* avec une mini-maison dont les marches s'ouvrent en tiroir), a succédé un vrai travail de recherche, permettant, grâce à un assemblage simplifié, des matériaux de synthèse (le « taffetas de fibre de carbone... »), d'aller vers la transparence, la légèreté. Ce qui permet à Sylvain Dubuisson, le solitaire, l'incompris, de justifier une attitude « moderne » : « Je ne suis pas un artiste. Cette exposition devrait s'appeler « Le droit de dire ». Mon premier mécanicien m'a pris pour un farfelu. Aujourd'hui, les industriels peuvent venir. »

LAURENCE BENAÏM.

* Musée des arts décoratifs, jusqu'au 31 juillet. Catalogue 70 p. 150 F.

En exclusivité à ACCATONE 5°

Prix CICA Festival de Berlin 1988

Golden Globe Award des critiques américains

The last of England

de David Bowie

Un film aussi impuissant que le plus intime des journaux intimes, la confession d'un esprit libre, vous qui êtes encore vivants, allez voir The Last of England

GABRIEL MATZNEFF

Un talent copieux et « inhabitable »

KEN RUSSELL

Un film-voyage, un film hallucinatoire, étrange le beau qui vous lave les yeux

STUDIO MAGAZINE

Il faut aller voir deux fois les films de Jarman

CHRISTOPHER ISHERWOOD

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DU VERTIGE. Film germano-polonais de Krzysztof Zanussi, v.o. : Forum Aroco-Ciel, 14 (42-72-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; Racine Odéon, 6 (42-72-52-53) ; Les Trois Salons, 8 (42-72-52-53) ; La Bastille, 11 (42-72-52-53) ; Sept Paroisses, 14 (42-72-52-53).

LES CINÉPHILES II, ERIC A DISPARU. Film français de Louis Storck, Studio 43, 9 (42-70-63-40).

LES CINÉPHILES II, ERIC A DISPARU. Film français de Louis Storck, Studio 43, 9 (42-70-63-40).

COCOON, LE RETOUR. Film américain de Daniel Petrie, v.o. : Ciel Bonheur, 3 (42-71-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; UGC Normandie, 6 (42-72-52-53) ; George V, 8 (42-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (42-62-41-46) ; v.f. : Racine, 2 (42-72-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; Les Nations, 12 (42-63-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-63-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (42-63-22-44) ; Gas-

mont Aléa, 14 (42-72-52-53) ; Pathé Montparnasse, 14 (42-72-52-53) ; Gaumont Convention, 19 (42-62-42-77) ; Pathé Clichy, 19 (42-62-42-77) ; Le Gambetta, 20 (42-62-42-77).

LE GARCION DE COURSES. Film américain de Karen Chalkmakian, v.o. : Ciel Bonheur, 3 (42-71-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; UGC Normandie, 6 (42-72-52-53) ; George V, 8 (42-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (42-62-41-46) ; v.f. : Racine, 2 (42-72-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; Les Nations, 12 (42-63-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-63-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (42-63-22-44) ; Gas-

Samedi 6 - Dimanche 7 mai

v.f. : Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; Racine Odéon, 6 (42-72-52-53) ; Les Trois Salons, 8 (42-72-52-53) ; La Bastille, 11 (42-72-52-53) ; Sept Paroisses, 14 (42-72-52-53).

MES NUITS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS (Fr.). Ciel Bonheur, 3 (42-71-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; UGC Normandie, 6 (42-72-52-53) ; George V, 8 (42-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (42-62-41-46) ; v.f. : Racine, 2 (42-72-52-53) ; Pathé Impérial, 2 (42-72-52-53) ; Les Nations, 12 (42-63-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (42-63-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (42-63-22-44) ; Gas-

21 h, dim. 15 h. Salle II. Ombra : 21 h, dim. 15 h 30.

POITIÈRE (42-61-44-16). La Fosse : 20 h 45, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Les 20 h 30, dim. 15 h 30.

ROSALE-THÉÂTRE (42-71-30-20). A Pablo Picasso : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h 30.

SAINT-GEORGES (42-78-47-47). Dites de couple : 20 h 45, dim. 15 h.

SPÉCIFIQUE SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vases : 20 h 30.

TAC STUDIO (42-73-74-47). D. Dina. Le Vézir sur l'ancien baroque : 16 h.

THÉÂTRE CLAVEL (42-38-22-58). Attitude d'un caméléon : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (42-64-80-80). Musique... citoyenneté : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA BASTILLE (42-57-42-14). Naissance, d'après le Bâtisseur de rêves : 19 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (42-56-64-37). Nina c'est une chose... Théâtre en appartement : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (42-65-67-67). Salle 1. Molière Comptant en 1640 : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Elastic : 18 h 30, dim. (dernière) 18 h 30.

THÉÂTRE DE MONTMARTRE (42-36-08-80). Les Vies : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE PARIS (42-30-09-30). Cas : 15 h et 20 h 30, dim. 17 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (42-46-91-93). Les Comédiens de la rue : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (42-06-72-34). Les Crochets dans les nuages : 20 h 30.

THÉÂTRE EXHIBITIONNEL (42-36-22-58). Nous attendons pour le 66 : 21 h.

THÉÂTRE MONTMARTRE (42-36-08-80). Bouffes de la rue : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (42-35-70-32). Le Rire de David : 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLEGE (42-46-43-40). Les Vies : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-08-80). Grande salle. L'occultisme : 20 h, dim. 15 h.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON. Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL. Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE. Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION. Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-78-58). La République : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCAÏNE (42-38-38-39). Schéhérazade : 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (42-47-57-77). Salle Lesclapart. Quant : 20 h 30.

AUTOPSIE D'UN CAMELÉON (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

PHIÈRE (A REPASSER) (42-38-22-58). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

USU ROL (42-47-82-81). Berry (42-47-82-81) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA ROYAUTE EST ABOLIE EN FRANCE (42-38-38-39). Cité internationale universitaire (42-38-38-39) (La Res- 20 h 30).

LINE (Le Premier, 18 h 30 ; Le Deuxième, 20 h 30). Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

LA MISSION (42-38-38-39). Carthage (42-38-38-39) (dim. 15 h, dim. 15 h 30).

BANQUES

En route de l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

à l'Europe

La Commission

BANQUES

En raison de l'insuffisance de ses provisions

La Commission bancaire rappelle à l'ordre la BFCE

La Banque française du commerce extérieur (BFCE) a des ennuis. Lors du dernier conseil d'administration, tenu à la mi-avril, ses actionnaires ont pris connaissance du verdict de la Commission bancaire, autorité de tutelle : la banque n'a pas constitué des provisions suffisantes

Créée en 1946 pour « faciliter le financement de toutes les opérations d'exportation et d'importation et, d'une manière générale, de toutes les opérations de commerce extérieur », la Banque française du commerce extérieur tirait ses ressources des financements privilégiés accordés par l'Etat. Le recul des interventions étatiques, dans ce secteur économique comme dans d'autres, accompagné de la réduction des financements correspondants, a obligé la BFCE à aller chercher ailleurs son gain-pain sans en avoir toujours les moyens.

Devenue progressivement une concurrente des autres banques, elle n'a pas pour autant adopté toutes les normes. Notamment en matière de provisions pour risques pays où son portefeuille de créances frôle les 6 milliards de francs. Alors que les 6 grandes banques — BNP, CREDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE — dépassent un taux de couverture de 50 %, la BFCE se situe à 25 %.

La Commission bancaire, plus exigeante avec les retardataires au fur et à mesure que la moyenne de la profession s'élève, a demandé à la BFCE d'atteindre un taux de provisionnement de 40 % à la fin de l'année, avec une première étape pour l'arrêt des comptes en juin prochain. C'est donc près de 900 millions de francs que la BFCE doit trouver pour satisfaire au rappel à l'ordre de la Commission bancaire.

Rachant d'afficher une perte au titre de 1988 (le bénéfice net devrait être légèrement supérieur à 70 millions de francs, soit du même ordre qu'en 1986 et 1987) et incapable de réaliser cette « normalisation » sur ses seules ressources, la banque n'a plus comme solution que de se tourner vers ses actionnaires. M. Michel Freyche, son président, leur a donc demandé l'attribution à taux privilégié d'un prêt subordonné

pour ses créances sur les pays endettés et doit se remettre à niveau. Du coup, les actionnaires sont priés de passer à la caisse. La plupart, relevant du secteur public, devraient obtempérer, mais deux d'entre eux, privés de fraîche date, la Société générale et le Crédit agricole, renâclent.

d'environ 600 millions de francs. Bien que la décision ne soit pas encore prise, l'accord de 80 % du tour de table, dans l'orbite des pouvoirs publics, semble acquis.

Aux côtés de la Banque de France, qui se trouve jugée — en tant qu'autorité de tutelle — et partie — en qualité d'actionnaire à 24,55 % — siégeant la Caisse des dépôts (24,55 %), le Crédit national, la BNP et le Crédit lyonnais, pour 10 % chacun, ainsi que la Caisse centrale de coopération économique pour 0,9 %.

Un avenir en question

Même si l'opération ne les enthousiasme guère, ils ne peuvent s'opposer à une injection de la Rue de Rivoli. Ce qui n'est pas forcément le cas de deux autres actionnaires à 10 % chacun, la Société générale et le Crédit agricole, passés depuis peu dans le privé et qui comptent en profiter pour « mettre les pieds dans le plat ». Sans à obtenir de sérieuses compensations, ils n'entendent pas participer au ravaudage de la BFCE. Aucun intérêt financier ou stratégique ne justifie leur présence dans un établissement qui ne pose pas ailleurs en rival, ils sont tout prêts à en sortir.

Pour satisfaire aux exigences du ratio Cooke (rapport entre les fonds propres et les engagements) qu'une banque devra respecter en 1992), la BFCE devrait envisager une augmentation de ses fonds propres de quelque deux milliards. Ce qui ne manquera pas de susciter des réactions au sein de ses actionnaires.

Car, au-delà des traces actuelles que connaît la BFCE et qui peuvent, provisoirement, être résolues de façon

rapide, c'est l'avenir d'une telle institution qui est en question. Comme celui de nombre de ses homologues que l'Etat a créés ou développés aux belles heures de l'interventionnisme public : Crédit national, CCEME, Crédit foncier, Coface... Leur fixant des missions précises, il les avait parallèlement dotés de ressources spécifiques à leur privilège.

Le recul du rôle de l'Etat, lié à la vague de libéralisation et de déregulation économique, accompagné de la réduction et de la disparition de ces financements, remet en cause l'existence même de ces organismes. Actuellement, tous cherchent leur voie et lancent des initiatives dans toutes les directions : banques d'affaires, fonds de capital-risque ou de capital-développement, accords avec des partenaires français ou étrangers... Seul l'avenir dira si la spécialité acquise à l'ombre de la protection de l'Etat leur permettra de se tailler une place dans un univers concurrentiel.

Problème d'existence, mais aussi problème de structure. Émanation de l'Etat, ces établissements spécialisés ont des actionnaires à l'origine entièrement publics. La privatisation, mise en œuvre par le gouvernement Chirac, de certaines banques a rompu cette cohérence.

A l'occasion de problèmes financiers comme ceux de la BFCE, verront-ils ces organismes éclater ou être rattachés à telle ou telle société privée, surtout si l'Etat ne se veut pas subvenir à leurs besoins ? A moins que le sauvetage de tels établissements paraisse suffisamment stratégique pour que les pouvoirs publics fassent donner de grands institutions type Caisse des dépôts. Si la crise de la BFCE conduit à engager une réflexion globale sur le sujet, ce ne sera pas la son moindre mérite.

CLAIRE BLANDIN.

SOCIAL

Fonction publique et partenariat

Modernisation en panne au ministère de l'équipement

Deux pas en avant... trois pas en arrière ? La modernisation de l'administration, chère à M. Michel Rocard, va-t-elle se transformer en occasion manquée dans son secteur pilote, le ministère de l'équipement (le Monde du 19 avril) ?

En septembre 1988, le Syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'Etat-Force ouvrière (SNITPE-FO), qui recueille 78,6 % des voix aux élections professionnelles et revendique plus de deux mille cinq cents syndiqués parmi les cinq mille cent actifs, a engagé des négociations avec la direction du personnel du ministère. Elles se sont prolongées au sein d'un groupe de travail d'où est sorti un projet de contrat de modernisation intitulé « ITPE demain ». Un engagement de partenariat jamais vu, selon la formule de M. Alain Bellec, secrétaire général du SNITPE-FO.

Depuis quelques semaines, la mécanique paraît grippée, et tout est suspendu à un arbitrage du ministre du budget qui doit intervenir le 10 mai. Pourtant, un tel contrat de modernisation serait une première d'autant plus intéressante que le partenariat du ministère est un syndicat FO dont l'approche moderniste est mal vue par la Fédération des fonctionnaires et par la confédération FO, le projet « matérialise fidèlement les directives données par Michel Rocard à ses ministères pour le renouveau du service public ».

D'où vient le blocage ? Le projet de contrat 1989 aborde trois thèmes : la modernisation, la territorialité, la filière technique. Les concours du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (ITPE) est aussi essentiel à la réussite de la politique de modernisation à l'équipement que celui du corps des Ponts et Chaussées. Dans le contrat, il s'agit de « participer à la modernisation de l'équipement dans l'objectif d'un meilleur service au public et d'une meilleure coordination des personnels ». Le ministère et le SNITPE conviennent de mener en 1989 une réflexion nationale sur « les outils de modernisation et de management ».

Avec ce contrat, le ministère de l'équipement attend du SNITPE qu'il « participe activement à la

modernisation de l'administration », qu'il s'agisse des démarches de projets, du contrôle de gestion, de l'innovation ou de la définition « d'objectifs annuels concrets ». Le syndicat devra donc avoir « une action d'information, d'animation et de mobilisation de l'ITPE ». En contrepartie, le SNITPE demande un enrichissement des métiers et de la carrière des ingénieurs et la satisfaction de ses revendications... à partir des résultats obtenus.

Echelons

La pomme de discorde entre FO et les pouvoirs publics se trouve donc dans le dernier chapitre du contrat, intitulé « Répartition du corps des ITPE ». Face à un engagement collectif du corps des ITPE, est-il indiqué, le contrat 1989 prévoit une répartition collective de ce corps (...) principalement axée sur l'amélioration à la fin du premier niveau de grade. Selon FO, 75 % des ingénieurs sont « condamnés à demeurer au premier niveau de grade et atteignent l'échelon terminal à quarante-deux ans. L'administration n'offre aucun débouché de carrière à la majorité de ses cadres techniques ». Actuellement, au 3^e échelon (terminal), un ingénieur gagne annuellement, rémunération complémentaire incluse, 213 000 F brut (17 250 F net mensuel). Dans le projet, les ITPE de 3^e échelon bénéficieraient d'une bonification de 8 points d'honoraires « en retour de l'investissement du corps dans les missions stratégiques susceptibles de lui être confiées ».

L'obstacle ne semble pas être financier : 8 points représentent de 10 000 F à 12 000 F brut. Mais cette revalorisation, mise en place progressivement, ne toucherait que cinq cents à six cents ingénieurs de plus de cinquante ans et, selon FO, ne couvrirait donc que 8 millions de F en année courante (sur un budget annexé). Le ministère paraît pourtant redouter l'effet d'affichage d'une telle mesure. Il voudrait aussi une plus grande individualisation du système afin que seuls les ingénieurs qui accepteraient une mission supplémentaire aient droit à une bonification adéquate. En fait, la mission stratégique nouvelle ne serait plus une possibilité mais un passage obligé.

Le 20 avril à Lyon, une assemblée générale de cent dix délégués du SNITPE a adopté à l'unanimité (moins 4 voix) le projet de contrat. Le lendemain, quatre-vingt-dix d'entre eux l'ont porté à Maignon. De nouveaux contacts sont prévus. Si le 10 mai la réponse des pouvoirs publics est négative, les ITPE « deviendront les observateurs passifs d'une modernisation qui se fera ou ne se fera pas ». « Nous nous mettrons en congé de modernisation à partir de septembre », commente M. Bellec, partagé entre la crainte et l'espoir.

MICHEL NOBLECOURT.

Le 12 mai, réunion sur les retraites complémentaires à 60 ans

Pour la prolongation de l'accord qui a donné naissance, le 1^{er} avril 1983, à l'Association pour la structure financière (ASF), chargée de gérer le financement des retraites complémentaires à soixante ans, M. Claude Evain, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a annoncé, le 5 mai, qu'il tiendrait « une première réunion de discussions » avec les partenaires sociaux, le 12 mai.

En février dernier, les syndicats et le patronat avaient demandé à l'Etat de proroger l'existence de l'ASF, prévue à l'origine jusqu'au 31 mars 1990 (le Monde du 14 février), en raison des changements intervenus. L'ASF avait en effet été créée pour recevoir les contributions de l'Etat et le paiement de 2 % de cotisation collectée par le régime d'assurance-chômage pour financer les garanties de ressources des préretraités d'Alors. Depuis, le dispositif était également utilisé pour financer les retraites complémentaires de la retraite à soixante ans. Pour faire face aux besoins, sans que soit tranchée pour autant la question du maintien de l'âge actuel des retraites, il faudrait que l'ASF soit maintenue en l'état pendant cinq ans.

ÉNERGIE

L'OPEP produit par jour 2 millions de barils de plus que prévu

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la production de pétrole des pays de l'OPEP a dépassé, en avril, de 2 millions de barils par jour le quota que ceux-ci s'étaient fixés. Depuis le mois de novembre 1988, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole avaient décidé de ne pas dépasser le plafond de 18,5 millions de barils afin d'augmenter de 15 à 18 dollars le prix du baril.

Il semble qu'un certain nombre de pays producteurs, comme le Koweït et les Emirats arabes unis, aient anticipé sur les décisions que l'OPEP devra prendre, le 5 juin, à Vienne, en matière de quotas. Avec

un baril à 20 dollars et une production ralentie tant en Alaska qu'en mer du Nord, la situation leur est apparue propice pour gagner des parts de marché.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a mis en émoi le monde pétrolier en déclarant, le 3 mai, que le prix du baril pourrait monter jusqu'à 26 dollars si l'OPEP maintenait son quota de 18,5 millions de barils par jour. Pour calmer les esprits, le ministre du pétrole saoudien, M. Hisham Nasser, a précisé que « des fluctuations brutales à la hausse comme à la baisse ne serviraient ni les intérêts des producteurs ni ceux des consommateurs ».

REPÈRES

Chômage

Nouvelle baisse en Allemagne fédérale...

Le nombre de chômeurs a baissé pour le troisième mois consécutif en RFA, en avril, de 143 100 personnes, selon les chiffres publiés, vendredi 5 mai, par l'Office fédéral du travail à Nuremberg. En trois mois le nombre de chômeurs a baissé de 288 800 personnes. Le taux de chômage par rapport à la population active est passé de 8 % en février à 7,1 % le mois dernier. En un an le nombre de chômeurs a baissé de 10 %.

Commentant ces chiffres, le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Helmut Maussman, a pronostiqué que l'indicateur allait tomber en mai « nettement en dessous » de la

barre des deux millions, pour la première fois depuis septembre 1982.

... et hausse au Canada.

Le taux de chômage au Canada est passé de 7,5 % en mars à 7,8 % en avril selon les statistiques officielles. Cette hausse s'est surtout manifestée en Ontario (+ 0,4 %), la province la plus dynamique du pays, marquant, selon les analystes, un début d'essoufflement du « boom » économique de la région de Toronto.

En chiffres corrigés des variations saisonnières le nombre de chômeurs canadiens s'est élevé le mois dernier à 1,048 million en hausse et de 0,1 % en un an. Les deux provinces les plus touchées sont Terre-Neuve (14,5 % de taux de chômage) et l'Île du Prince Édouard (14,3 %).

CONSUMMATION

Une enquête du CREDOC

Les ressorts du bricolage

Les Français sont bricoleurs. Pas vraiment par vocation, pour exprimer leur goût irrésistible et frénétique du marteau, ou du pinceau... mais d'abord par nécessité économique. C'est ce qui ressort d'une enquête du CREDOC (1) sur « Les ressorts du bricolage à la maison ». Chez les propriétaires ou accédants à la propriété de la résidence principale, on bricole résolument (65 % des chefs de ménage se disent très ou assez bricoleurs) : 90 % d'entre eux se sont lancés au moins une fois dans des travaux depuis qu'ils ont emménagé, et 23 % les ont réalisés sans faire appel à des entreprises.

On a tout de même beaucoup recours aux professionnels : c'est le cas de 40 % de ceux qui ont mené au moins une opération de travaux, tandis que 46 % s'en passent. Moins l'opération est chère (inférieure à 5 000 F), plus on met la main à la pâte (70 % des cas). Pour une dépense supérieure à 50 000 F, plus complexe par définition, on ne trouve que 20 % de courageux pour s'y lancer seuls.

Les travaux complexes ou qui nécessitent un savoir-faire particulièrement précis (charpente, serrurerie, isolation phonique) découragent 80 % des ménages, tandis que pour les peintures, papiers peints, cette proportion est inférieure à 30 %.

On s'en serait donné : plus on a d'argent, moins on bricole. Chez les patrons du commerce et de l'industrie, on ne trouve que 23 % de bricoleurs qui ne font appel à aucune entreprise, tandis que chez les ouvriers, 26 % seulement font faire les travaux uniquement par des entreprises. Entre les deux, un mélange et c'est chez les « professions intermédiaires » (petits cadres) qu'on trouve le plus de gens qui achètent eux-mêmes matériaux et appareils, se font donner un coup de main par un proche et font appel à un artisan pour une prestation limitée.

Il existe, selon le Credoc, « une hiérarchie des compétences » : la « masse » sait poser du papier peint, l'« élite » sait réparer un appareil électro-ménager.

Le bricolage est l'occasion d'échanges informels, plus ou moins larges et fréquents avec la famille, les voisins, les amis, et même les collègues et les « connaissances » (journal lesquelles on peut ranger parfois les travailleurs au noir). Un tiers des « ménages » de bricoleurs sont constitués d'« isolés », qui bricolent pour eux-mêmes sans apporter d'aide ni en recevoir. On trouve aussi des « aidés » qui ne reçoivent aucun service en échange et des « aides » qui ne rendent pas de services (plus nombreux chez les femmes et les personnes âgées). Enfin un dernier tiers est composé d'« échangeurs » pour qui « la dimension sociale du bricolage revêt une particulière importance ». Ils sont plus nombreux chez les ouvriers et les employés que dans les classes moyennes, et plus encore chez les patrons de l'industrie et du commerce. Le bricolage convivial et le sens de l'entraide restent surtout le fait des classes populaires.

J. D.

(1) Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, 142, rue du Chevaleret, Paris-13^e.

CONJONCTURE

Haussée de 4,5 % de la production industrielle au quatrième trimestre. — La production industrielle de la France a augmenté, en données corrigées des variations saisonnières, de 4,5 % au quatrième trimestre de 1988 par rapport à la même période de 1987. L'indice (hors bâtiment et travaux publics) s'est en effet élevé à 108,1 au quatrième trimestre, contre 103,4 un an plus tôt. Il s'est établi au même niveau qu'au troisième trimestre de 1988. Selon les dernières statistiques mensuelles (qui, contrairement aux résultats trimestriels, ne comprennent pas certains secteurs tels que la construction mécanique, aéronautique et navale, et l'habillement), l'augmentation de la production industrielle entre février 1988 et février 1989 s'est élevée à 4,8 %.

ÉTRANGER

Léger ralentissement de la croissance

Le taux de chômage américain remonte à 5,3 % en avril

Après être tombé en mars à son plus bas niveau depuis quinze ans — à 5 % de la population active — le taux de chômage américain s'est redressé en avril, pour atteindre 5,3 %. Cette reprise du chômage, qui revient ainsi à son niveau de décembre dernier, s'est accompagnée d'une faible augmentation des créations d'emplois, 117 000 nouveaux postes seulement ayant été créés en avril dans le secteur non agricole.

En outre, le nombre des créations d'emplois en mars a été revu à la baisse à l'occasion de la publication des statistiques d'avril : seuls 171 000 emplois ont été créés contre 180 000 précédemment annoncés. On est loin, en tout cas, de la moyenne mensuelle des créations d'emplois entre février 1988 et février 1989, qui atteint 300 000.

Cette diminution récente des créations d'emplois — celle d'avril est la plus faible depuis juin 1986 — s'inscrit dans la lignée de plusieurs autres statistiques américaines récentes, qui indiquent un ralentissement de l'activité outre-Atlantique. D'ailleurs, M. Janet Norwood, responsable des statistiques du travail, a déclaré : « Le ralentissement [de l'économie] en mars et en avril est une réalité. Nous créons beaucoup moins d'emplois qu'il y a seulement quelques mois, et peu d'entreprises augmentent de façon significative leurs effectifs ».

Des tensions inflationnistes

De plus, la durée moyenne du chômage a augmenté au mois d'avril : elle atteint 13,5 semaines, contre 12,4 semaines en mars, et 12,7 en février.

Les résultats d'avril ont surpris la plupart des analystes, qui prévoyait plus de 200 000 créations d'emplois en avril. Cependant, la poussée du chômage n'a pas été accueillie très favorablement par les

marchés financiers, comme cela est — paradoxalement — parfois le cas.

Si un resserrement de la politique américaine du crédit paraît moins probable après ce nouveau signe de ralentissement de l'économie, les opérateurs estiment pourtant que les statistiques d'avril révéleront l'existence de tensions inflationnistes importantes. La durée moyenne de la semaine de travail a en effet augmenté en avril à 35 heures contre 34,6 heures le mois précédent, et le salaire horaire moyen a augmenté de 0,7 % contre 0,3 % en février et en mars.

C'est pourquoi la publication de ces statistiques a provoqué, ou du moins accompagné, une vive poussée du dollar, qui a atteint plus de 6,40 francs et 1,90 mark, dans le sillage d'une hausse des taux d'intérêt américains.

AGRICULTURE

Adoption d'un programme de réforme en Bulgarie

Le comité central du Parti communiste bulgare a adopté le 5 mai, un programme de réforme de l'agriculture prévoyant notamment l'élargissement du domaine privé.

L'investissement des paysans à l'exploitation de leurs terres et la « compétitivité du secteur agricole » doivent être augmentés grâce à des réformes plus systématiques à l'effacement des terres, dont 87 % appartenant à des fermes d'Etat. Les produits des paysans privés devront, selon le programme, être vendus par des « Bourgeois » fondés notamment sous forme de sociétés par actions. — (AFP.)

Rectificatif. — Dans nos premières éditions du 8 mai, nous avons indiqué par erreur dans l'article sur l'inflation en Italie sous le titre « Un dynamisme mal contrôlé », le chiffre 3,7 % pour la fonction publique. Il s'agit en fait de 5,7 %.

Revue des valeurs

Une réplique de la veuve de Carpentras

A l'occasion d'un forum organisé fin mars par l'université de Lyon-II, M. Gérard de la Martinière, directeur général de la Société des Bourses françaises, avait déclaré à propos de la hausse prévisible des tarifs lors de la libération des courtages le 1^{er} juillet prochain, que la Bourse de Paris n'était pas faite « pour la veuve de Carpentras, qui passe un ordre tous les dix ans ».

Cette déclaration avait provoqué une très vive émotion dans les rangs des petits actionnaires, qui avaient vu dans ces propos la confirmation quasi officielle de leur déclin physique du marché. De nombreux professionnels avaient joint leur voix aux vives protestations. Mais la hausse des courtages n'est que le symptôme d'une situation plus grave. L'affaire a inspiré à un de nos lecteurs ce billet humoristique.

Carpentras, le 22 avril 1989

Mon cher veuve,

Ma commère Léone et moi avons bien ri de tout ce tintamarre déclenché par ce M. Martinière de la Société des Bourses françaises.

Nous constatons que ce qui vous manque le plus dans la capitale c'est toujours le bon sens. Et plus ça va, plus c'est pire !

Pour ce qui est des courtages, petits et gros, Léone a dans l'idée que ce doit être comme pour son charbon : quand elle l'achète au kilo, elle paie plus cher que si elle l'achète à la tonne.

Pour le reste, tu diras à ton M. Martinière que ma commère et moi nous pleurons nos sous en Bourse depuis 1978, mais pas de la même façon.

Léone boursicote, elle aime ça, elle préfère au doré qu'est plus banal. Tantôt elle gagne,

tantôt elle perd. Note que les dernières années, elle s'y retrouve plus tellement, vu que son agent de change lui envoyait une fois sur deux les vides d'opérations d'une veuve de Digne que nous ne connaissons même pas !

Quant à moi, tu sais que je n'aime pas le jeu. Lorsque j'ai vendu ma vieille maison et mes champs du Pré-Carré-Capitain, tu m'as expliqué, cher veuve, que les valeurs mobilières c'était très sérieux et rentable à condition de savoir calculer et limiter les risques et surtout de raisonner dans la durée.

J'ai suivi tes conseils et je suis très contente des fonds communs dont tu t'occupes à ma place.

Léone et moi, nous avons constaté qu'autour de nous il y avait plus de gens qui procédaient à ma façon plutôt qu'à la sienne. Ce qui n'est pas étonnant car il y a en matière d'argent beaucoup moins de joueurs que ne le prétendent les gazettes parisiennes.

Et puis j'ai bien réfléchi à ton idée de faire un portefeuille à partir des fonds communs et des SICAV. Tu me dis que dans ton système, les fonds collectifs doivent être spécialisés, par marché. Par exemple, sur les valeurs or, l'immobilier coté, les places internationales, les obligations... En plus, tu soutiens que leur gestion doit chercher à représenter l'indice du marché sans plus. Autrement dit, ils doivent suivre l'indice du marché sans plus.

J'en ai parlé à Léone, je crois qu'elle commence à être convaincue. Après tout, ton système de gestion libre est proche de ce qu'elle cherche, et puis, si elle a un manque, elle pourra toujours jouer au whist avec moi. D'ailleurs pour le whist, c'est l'heure, aussi je te quitte.

Ta tante de Carpentras qui t'aime et qui pense bien à toi.

DESIRER BONPLACEMENT.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 2 au 5 mai

Syndrome de mai

TROIS séances seulement cette semaine, écourtée par les châtiments du 1^{er} mai et de l'Ascension. Trois séances aussi dont la Bourse aurait pu, faire l'économie tant les courants d'échanges furent maigres, avec à peine plus de 1 milliard de francs de transactions journalières sur les valeurs françaises, et des décalages de cours insignifiants dans la majorité des cas. Au petit pas en arrière fait mardi (- 0,08 %), succédait un certain effacement mercredi (- 0,50 %) et une modeste reprise à la veille du week-end (+ 0,48 %). Au total, le bilan hebdomadaire s'est pratiquement soldé sans gain ni perte.

Une semaine pour rien ? Difficile de répondre. La torpente du marché et l'atonie des cours qui en a découlé n'ont pas été fortuites. Elles ont d'abord résulté du taux d'absentéisme élevé constaté sous les colonnes, conséquence inéluctable des « ponts » à répétition. Vendredi, en particulier, les survivants de la grande migration se contentaient presque sur les doigts des mains.

Un zeste d'optimisme

Autre cause majeure de l'indolence boursière : toujours et encore, comme la semaine précédente, le fameux syndrome de mai. Traditionnellement, le mois de mai est mauvais pour Vivienne. Et bien qu'en 1988 la tendance ait pour une fois évolué de façon différente, ce syndrome est tenace.

À dire vrai, si le marché n'avait pas à ce point manqué de force, il aurait eu plutôt de meilleures raisons de baisser que de monter. Tous les yeux sont en permanence braqués sur les États-Unis. Le moins que l'on puisse en dire est que la situation économique apparaît là-bas très confuse, à cause de la multiplication des informations très souvent contradictoires. À cet égard, beaucoup attendaient avec intérêt la publication le 5 mai des chiffres pour avril du chômage outre-Atlantique, dans l'espoir d'y trouver l'éclaircissement désiré.

La remontée du chômage à 5,3 % (contre 5 % en mars) et la diminution des emplois créés semblent avoir convaincu la communauté financière que le danger de surchauffe s'éloignait de l'autre côté de l'eau. Mais, en même temps, les soubresauts prévisibles du roi Fahd d'Arabie saoudite concernant une hausse du prix de l'énergie avec un baril de pétrole à 26 dollars au début de 1990 sont

venues contrarier les timides initiatives d'achat enregistrées en fin de semaine.

Les pronostics de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des finances, quant à une reprise de l'inflation en France pour avril (+ 0,6 %) ont également apporté de l'eau au moulin des partisans de la prudence, qui ne voient jamais nos plus arriver d'un très bon œil les week-ends à rallonge. Le prochain sera le deuxième de la série mais pas le dernier, la Pentecôte devant clore cette dernière dans huit jours.

Finalement, la Bourse n'aurait pu profiter que de deux bonnes nouvelles, ce qui est un peu mince. S'agissant de la conjoncture économique, l'INSEE a fait preuve d'un optimisme encourageant pour 1992. Et, pour les investissements industriels, la Banque de France prévoit une nouvelle accélération des dépenses pour 1989 (+ 13 %, contre + 10 % l'an dernier). Renseignements moins insuffisants quand même pour faire revenir les investisseurs qui goûtent un premier zeste de causticité.

Des événements de cette très courte semaine, l'on retiendra l'entrée, le 2 mai, de l'Institut International sur le marché au comptant à 206 F, précédant le passage au règlement mensuel (RM), le 24 mai prochain ; la hausse du bénéfice net de CFAO (+ 30 %) pour 1988 et la baisse du résultat de Synthelabo (- 25,5 %) ; la volonté expansionniste de deux groupes - Valen, qui a racheté Delmar, numéro un de l'équipement thermique automobile en Grande-Bretagne, et Alstom, qui, lui, a repris deux entreprises espagnoles spécialisées dans le matériel ferroviaire qui étaient en difficulté ; enfin, la volonté de Chargeurs de revendre Spontex à un groupe d'investisseurs français menés par Hutchinson.

Notons, pour terminer, une indication précieuse pour l'état de santé de la Bourse. La position de place, c'est-à-dire le montant des achats (et/ou des ventes) à découvert, a, contrairement aux craintes exprimées, faiblement augmenté fin avril (+ 2,94 %) pour s'élever à 5,94 milliards de francs. Autrement dit, si d'aventure le marché avait envie de monter, il pourrait le faire sans arrière-pensée, puisque moins de quatre séances suffisent pour éponger cet excédent. Mais la Bourse sera-t-elle motivée ?

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Moins 1,52 %

Après une semaine de pause, Wall Street a fait cette semaine une jolie glissade. Ouvert le 1^{er} mai et le jour de l'Ascension, le marché américain a ponctué chacune des cinq séances par une petite baisse. Même vendredi, malgré la reprise déclenchée par les résultats du chômage jugés rassurants, la tendance s'est alourdie, les ordonnances s'étant remises à cracher des programmes de vente. Bref, à la veille du week-end, l'indice Dow Jones des Industrielles s'est établi à 2 581,96, soit à 36,94 points (- 1,52 %) en dessous de son niveau du 28 avril dernier.

La remontée du chômage de 5 % à 5,3 %, après avoir été bien accueillie dans la mesure où elle signale un ralentissement de la croissance, donc l'éloignement du danger de surchauffe, a finalement provoqué des réactions mitigées. De nombreux analystes américains se sont accordés à dire qu'il était impossible d'affirmer que le risque d'inflation était contenu. Le plupart estimant d'autre part que les taux d'intérêt se maintiendraient à des niveaux élevés.

	Cours 28 avril	Cours 5 mai
Alcoa	63 1/4	62 7/8
AT&T	35	34 1/2
Boeing	75 3/4	76 5/8
Chase Natl Bank	34 1/2	34 1/2
Du Pont de Nemours	118	118 1/8
Eastman Kodak	48	47
Exxon	43 1/4	42 3/8
General Electric	49	47 7/8
General Motors	41 1/2	39 5/8
Goodyear	58 5/8	58 3/4
IBM	134	133 1/4
ITT	38 3/2	38
Mobil Oil	58 5/8	58 5/8
Pfizer	61 7/8	62 5/8
Schlumberger	29 1/4	29 1/4
Tecoco	29 1/4	29 1/4
Union Carbide	31 3/8	30 3/4
USX	34 3/8	34
Westinghouse	58 3/4	57 1/4
Xerox Corp	67 1/4	64 7/8

LONDRES

An plus haut depuis le krach. Stimulée par l'intense activité régionale sur le front des OPA et par l'annonce d'une augmentation des réserves de change en avril, la Bourse londonienne s'est élevée à son plus haut niveau depuis le krach. D'une façon générale, les affaires sont restées cependant peu actives.

Indices « FT » du 5 mai : 100 valeurs, 2 132,8 (contre 2 113,1 le 30 avril) ; 1 779,9 (contre 1 730,4) ; Fonds d'Etat, 86,85 (inchangé) et mines d'or 174,3 (contre 185).

	Cours 28 avril	Cours 5 mai
Beecham	628	625
Bovril	590	591
BP	290	284
Charter	593	594
Comstock	331	327
De Beers	14 7/8	14 5/8
Free Gold	7 3/4	7 3/16
Glaxo	13 5/16	13 7/32
GLS	16 1/4	16 5/8
ICI	12 13/16	12 1/8
Reunert	725	766
Shell	467	398
Unilever	547	578
Vickers	188	187
Worthington	38 7/8	38 15/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Après

Le marché allemand n'est pas sorti de son apathie. Rendus timorés par la crise inflationniste, les investisseurs sont restés sur la réserve. L'activité favorisée par les changements du 1^{er} mai et de l'Ascension a, d'autre part, contribué à maintenir la chambre d'attente.

Indices du 5 mai : Commerzbank : 1 722 (contre 1 716,1) ; DAX-30 : 1 722,46 (contre 1 707,90).

	Cours 28 avril	Cours 5 mai
ABG	218	220,68
BASF	301	305,49
Boyer	308,80	304,28
Commerzbank	225,50	225,50
Deutschebank	557	557
Hochtief	301,58	304,98
Karstadt	479,50	506
Mannmann	235,58	236
Siemens	534	537,28
Volkswagen	340	340,58

TOKYO

Deux séances et deux records. Deux séances seulement cette semaine, dite « semaine d'or », avec le chômage observé notamment pour la fête de la Constitution et la journée des enfants. Le marché nippon n'en a pas moins profité pour battre deux fois tous ses records d'altitude. Et en plus, il a consolidé sa place de première bourse mondiale avec une capitalisation qui a dépassé le 2 mai 500 000 milliards de yens (environ 3 800 milliards de dollars ou 24 520 milliards de francs). La Bourse a été nourrie par les achats des investisseurs institutionnels revenus en force rassurés, semble-t-il, par le maintien du taux d'escompte au plancher historique de 2,5 %.

Indices du 2 mai : Nikkei, 33 954,99 (contre 33 712,35) ; Topix, 2 517,49 (contre 2 488,52).

	Cours 28 avril	Cours 2 mai
Aktai	792	842
Bridgeway	1 588	1 688
Canon	1 610	1 688
Fuji Bank	3 380	3 380
Honda Motors	1 850	1 920
Mitsubishi Electric	2 220	2 360
Mitsubishi Heavy	1 128	1 130
Sony Corp	6 680	6 780
Toyota Motors	2 530	2 680

OPA de 2,8 milliards de F sur Scherer n°1 mondial de la capsule en gélatine

Shearson Lehman Hutton holdings Inc. (SLHH), maison mère de la firme de courtage américaine du même nom, a lancé une offre publique d'achat de 440 millions de dollars (2,816 milliards de francs) sur le capital du laboratoire RP Scherer Corp, installé à Troy, dans le Michigan. SLHH propose de racheter les 9,5 millions d'actions Scherer au prix unitaire de 31,75 dollars (203,20 F). Son offre expirera le 2 juin. Au hors cote de New-York, Scherer a coté 301 1/4 dollars vendredi 5 mai (193,60 F). Scherer est le premier producteur mondial de capsules en gélatine employées par les fabricants de médicaments pour y loger leurs formulations. La firme dispose de vingt-deux usines réparties dans deux pays. Son chiffre d'affaires est de 350 millions de dollars (2,24 milliards de francs). Shearson Lehman estime que ce laboratoire est remarquablement bien placé pour profiter de la suppression des barrières douanières au Canada et en Europe.

L'Afrique du Sud durcit sa politique monétaire

Les autorités sud-africaines ont annoncé, le vendredi 5 mai, le relèvement de 1 % du taux de l'escompte de la Banque centrale, qui s'établira à 17 % à partir du lundi 8 mai. Ce resserrement de la politique du crédit, destiné à calmer l'emballement de l'économie en prévision des élections de l'automne prochain, comprend également un renchérissement exceptionnel de l'impôt sur les sociétés destiné à être versé sur un compte spécial et remboursé dans cinq ans.

En réponse à la hausse des taux directeurs, les principales banques du pays relèveront, la semaine prochaine, leur prime rate, taux accordé à leurs meilleurs clients, de 19 % à 20 %.

Ces mesures monétaires restrictives visent à limiter la consommation des ménages et les dépenses des entreprises, au regard de la poussée récente de l'inflation (qui atteint 14 % environ en rythme annuel) et de la baisse des prix de l'or.

M. Rupert Murdoch cède une filiale

Peter Davis, directeur général de Reed International a annoncé, vendredi, le rachat de Travel International Group au groupe de R. Murdoch, News Corporation. « La transaction se fera entièrement au comptant », a-t-il précisé, pour un montant de 825 millions de dollars (environ 5,3 milliards de francs). Travel Information Group est l'un des principaux éditeurs mondiaux d'informations destinées à l'industrie du tourisme. La compagnie publie notamment le *Journal Travel Weekly*, le *Hotel and Travel Index*, des guides et des annuaires destinés aux agences de voyages. Cette acquisition donne à Reed International « l'occasion que nous recherchons pour prendre part sur l'important marché américain », a déclaré M. Davis. Parallèlement, cette cession était attendue dans les milieux de Wall Street, inquiets de l'endettement de News Corporation après l'acquisition des éditions Triangle pour 3 milliards de dollars. M. Murdoch avait d'ailleurs annoncé l'an dernier son intention de réduire de 1 milliard de dollars à la fin-1989 son endettement total de 7 milliards.

Cette vente intervient après celle de son parc immobilier de Los Angeles et de Londres (500 millions de dollars), ainsi que des 6,8 % de l'agence Reuters pour 200 millions de dollars.

Les assureurs californiens devront réduire leurs tarifs de 20 %

La Cour suprême de Californie a tranché, jeudi 4 mai, en faveur d'une réforme du régime des assurances dans cet État, dont la principale des dispositions est une diminution de 20 %, ou davantage, des primes payées par les assurés. Cette diminution sera appliquée aux contrats automobiles et incendie - accidents - risques (IARD) à partir du mois de novembre prochain, le rabais de 20 % étant calculé sur les tarifs en vigueur au 1^{er} novembre 1987. Les nouveaux tarifs seront « gelés », à moins que les compagnies d'assurances puissent justifier d'une augmentation quelconque, en cas de menace sur leur solvabilité, par exemple. Une telle mesure va coûter environ 4 milliards de dollars (25 milliards de francs) par an aux compagnies californiennes.

Cette « révolte des consommateurs », qui avait débouché sur un projet de loi portant réforme de l'assurance, maintenant ratifié par la Cour suprême de l'État, est suivie avec attention dans les autres États, où des actions similaires pourraient être engagées.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 mai 1989

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 89	Sept. 89	Déc. 89	
Premier	-	-	-	-
+ huit	107,20	107,04	106 12	-
+ bas	106,78	106,58	106 12	-
Dernier	107,82	106,90	106 12	-
Compensation	107,02	106,90	106,44	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	1 ^{er} mai	2 mai	3 mai	4 mai	5 mai (1)
RM	-	1 067 230	1 094 675	-	-
Comptant	-	6 587 206	5 058 830	-	-
R. et obl.	-	1 052 298	252 862	-	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	-	8 706 734	6 406 637	-	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

France, 110,1 ; 109,2 ; 108,7 ; 109,6 ; 109,6

Étrangers, 108,8 ; 108,7 ; 108,7 ; 109,6 ; 109,6

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance : 109,6 ; 109,1 ; 109,1 ; 109,6 ; 109,6

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. : 462,7 ; 463,9 ; 463,9 ; 461,9 ; 461,9

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 679,85 ; 1 668,48 ; 1 668,48 ; 1 676,79 ; 1 676,79

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 50 : 479,15 ; 475,85 ; 475,85 ; 478,26 ; 478,26

(1) Chiffres non disponibles en raison d'un mauvais fonctionnement du service informatique de la SBF.

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIAL "LES ANNONCES" EN FOND DE COUVERTE

que vous trouverez tous les leads les toutes dernières affaires

En vente parcoures 6,20 F et 34, rue de la Made, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.85.30.38

Le Monde

MARDI 9 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 10)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

- Le Monde économie
- Le Monde Campus
- 30 pages d'offres d'emplois pour les cadres.

PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Economie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

مكتبة الجليل

Cré

INTERNATIONAL DES CA

Relier l'euro-marché

Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris.

Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris.

LES PREMIÈRES

La guerre du blé en

La guerre du blé en... Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris.

La guerre du blé en... Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris.

La guerre du blé en... Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers ont été très actifs sur le marché français, notamment pour les actions de la Bourse de Paris.

BOURSE

36.15 LE MONDE

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les appels au meurtre du président du Parlement iranien.	7-8 La communauté canaque et la classe politique choquées après le double assassinat d'Ouvéa.	9 La condamnation d'un médecin bavarois relance la polémique sur l'avortement.	11 Photo : rétrospective Dieter Appelt au palais de Tokyo.	13 La commission bancaire rappelle à l'ordre la BCFE.	Abonnements 6 Carnet 10 Journal officiel 10 Météorologie 10 Mots croisés 10 Télévision 10 Spectacles 12	• Commandez vos livres et disques par minitel LIVRES 3615 taping LM • Abonnez-vous au Monde ABO 3615 taping LEMONDE
4 Les élections générales en Bolivie et au Panama.	— « Point de vue » de Maurice Duverger sur sa candidature auprès du PC aux élections européennes.	— M. Jospin chahuté au congrès de l'UNEF-ID.	— Design : Sylvain Dubuisson au Musée des arts décoratifs.	14 Revue des valeurs.		
5 Bonn et Washington restent en désaccord sur les missiles à courte portée.	— « Livres politiques », par André Laurens.	— Le lancement du minitel 12.	— Théâtre : Anne d'Elbée joue l'Alphonse d'Edmond Rostand.	15 Crédits, changes et grands marchés.		
6 Londres expulse trois diplomates sud-africains.		— Sports : la victoire de l'OM.				

Les réactions dans les départements d'outre-mer après le double assassinat en Nouvelle-Calédonie

L'homme de la « voie pacifique »

L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yveline Yveline a été commenté par plusieurs responsables politiques des départements d'outre-mer.

A la Réunion, nous indiquons notre correspondant Alix Dujour, M. Paul Vergès, secrétaire général du PC réunionnais, qui projette de former une liste pour les élections européennes avec Jean-Marie Tjibaou et M. Aimé Césaire, a déclaré que la disparition du président du FLNKS « n'est pas seulement une perte immense pour son pays ».

Pour M. Vergès, « la voie dans laquelle [Jean-Marie Tjibaou] s'est engagée, dans les conditions spécifiques de la Nouvelle-Calédonie, était un exemple de recherche de solution propre à la décolonisation pour les pays à population peu nombreuse de l'ancien empire colonial français ».

A la Martinique, nous rapportons Bruno Marin, M. Camille Darsières, président du conseil régional et secrétaire général du Parti progressiste martiniquais, le parti de

M. Césaire, a salué en Jean-Marie Tjibaou un homme d'une dimension considérable, non seulement pour les Canaques, mais pour tous ceux qui recherchent, par une voie pacifique, la décolonisation. « Nous demandons aux Martiniquais de voir où le jusqu'au-boutisme peut conduire », a ajouté M. Darsières.

La fédération martiniquaise du PS a, elle aussi, souligné que Jean-Marie Tjibaou avait choisi une voie pacifique. Le PC martiniquais s'est déclaré convaincu que « le combat du peuple canaque se poursuivra dans l'inspiration des idées » du dirigeant assassiné. Les indépendantistes estiment, quant à eux, que ce double crime, « fruit du colonialisme », sert l'impérialisme français. Le groupe Révolution socialiste a dénoncé les accords de Matignon, qui, selon lui, n'ont pas pour but de permettre l'émancipation du peuple canaque, mais de faire diversion et de diviser ».

M. Lucette Michaux-Chery, député (RPR) de la Guadeloupe, ancien secrétaire d'Etat à la franco-

phonie, estime que Jean-Marie Tjibaou avait « joué son destin » en acceptant « des négociations précipitées à Paris » et qu'il avait « perdu de vue que le consensus de paix devait d'abord être réalisé sur le terrain, que les plaies de la haine, de la violence, n'étaient pas encore cicatrisées et que, enfin, la hache de guerre devait être enterrée en Nouvelle-Calédonie et non à Matignon ».

M. Ernest Montoussary, député PCG (apparenté PC), a déclaré que l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou « laisse présager des jours plus sombres encore pour la Nouvelle-Calédonie et le peuple canaque », nous indique notre correspondant à Pointe-à-Pitre, André Léger. La fédération socialiste a exprimé sa « tristesse ». M. Lucien Pétrin, l'un des dirigeants de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, organisatrice, en avril 1985, de la conférence des dernières colonies françaises, à laquelle avait participé le FLNKS, craint que les Caldoches ne profitent de l'événement pour « freiner le processus engagé par Tjibaou ».

Considéré comme le numéro deux du régime de Bagdad

Le ministre de la défense irakien est tué dans un accident d'hélicoptère

Bagdad (AP, AFP). — Le ministre irakien de la défense, le général Adnan Khairallah, est mort vendredi après-midi 5 mai dans un accident d'hélicoptère. Selon un communiqué de la présidence de la République, diffusé par Radio Bagdad, le général Khairallah, qui était âgé de cinquante ans, se trouvait dans un hélicoptère de l'armée qui le ramenait à Bagdad après une tournée d'inspection dans le nord de l'Irak, lorsque l'appareil, pris dans une violente tempête, s'est écrasé au sol. Tous les occupants de l'hélicoptère, dont le nombre n'a pas été indiqué, ont péri dans l'accident, à l'exception d'un officier, dont l'identité n'a pas été précisée.

Selon le président Saddam Hussein, qui se trouvait à bord d'un autre hélicoptère, l'appareil s'est écrasé alors qu'il tentait de rallier la station de montagne de Sarang près de Mossoul, dans le nord du pays, à 450 km au nord-ouest de Bagdad. Les obsèques d'Adnan Khairallah devaient avoir lieu samedi. Un décret présidentiel a annoncé un deuil de trois jours.

Le général Khairallah était considéré comme le numéro deux du régime de Bagdad. Il était à la fois le cousin et le beau-frère du président Saddam Hussein et était originaire de la ville de Tikrit, la ville d'origine du clan au pouvoir à Bagdad. Il était devenu ministre de la défense en 1979, quelques jours après l'accession à la présidence de Saddam Hussein. Il a démissionné de son poste pendant les huit années de la guerre avec l'Irak qui s'est achevée en août dernier. Le président Saddam Hussein avait dit de lui qu'il était « l'un des héros distingués de la guerre et une étoile brillante dans le ciel de l'Irak ».

Un des neuf membres du conseil de commandement de la révolution, issu du mouvement Ba'ath, le général Khairallah est le troisième militaire de haut rang à périr en un an et demi dans un accident d'hélicoptère, après la mort le 25 janvier 1988 du général Abdul Aziz Hashim Al Hashimi, commandant de 50 corps d'armée opérant au Koweït, et celle du général Tahar Abdel Rachid, commandant d'une division blindée, le 24 juillet 1988. Celui-ci était le frère du général Maher Abdel

Rachid, commandant à Fao et qui a été écarté depuis.

Si son mort survient alors que de nombreux mouvements s'élèvent au sein des mouvements à l'extérieur de l'Irak, le général Khairallah avait été plus ou moins mis à l'écart depuis quelques mois à la suite de désaccords qu'il avait eus avec le président Saddam Hussein sur la conduite de la guerre. On avait beaucoup parlé de sa tentative de remplacement par le général du président, M. Hussein Kamil, ministre de l'Industrie lourde et de l'Industrie chimique.

En janvier, une tentative de coup d'Etat déjoué officiellement à Bagdad avait impliqué de nombreux officiers de haut rang de la garde présidentielle. A la suite de cette affaire, le chef des services de renseignements militaires avait été écarté de son poste pour ne pas avoir désigné à l'avance cette tentative.

Avec une million d'hommes sous les drapeaux, des officiers sortis victorieux d'une guerre de huit ans, l'Irak continue en Irak la seule véritable menace contre le régime du président Saddam Hussein, qui le contrôle de façon très stricte, notamment en maintenant les changements au niveau du commandement.

La préparation du congrès socialiste

Epinay « bis » ou Rocky 2 ?

Il court, il court, le furet... du congrès socialiste. Bien que M. Laurent Fabius — et la direction du PS avec lui — ait dit « pouce ! » pour la durée de la campagne des élections européennes, le petit animal dont M. Jean Poperen avait le premier ouvert la cage, début avril, a commencé sa ronde. Il repassera sûrement par là, mais en attendant, jeudi 4 mai, il est passé par la Sorbonne, où M. Jean-Christophe Cambadélis réunissait dans l'amphithéâtre Richelieu non pas une « assemblée générale », mais un colloque.

« Notre devise : transformer la société », il ne serait venu à l'esprit de personne, il y a dix ans, de donner un tel titre à une réunion socialiste, tant elle allait de soi. La gestion étant devenue le credo de rigueur, M. Cambadélis et ses amis du Cercle d'études contemporaines se sont sentis la folle audace de proposer ce problème d'école à leurs invités.

Député de Paris, proche de M. Lionel Jospin, qui l'avait recueilli dans les rangs socialistes au sortir de l'extrême gauche, M. Cambadélis fait le pari d'une « recomposition » du PS, car celui-ci ne saurait sans danger pour lui-même se scinder en courants concurrents. La crise des organisations de gauche, masquée par celle des organisations de droite, rend nécessaire, selon l'ancien syndicaliste étudiant, un « congrès de Tours à l'envers », qui fasse du PS, parti de l'union de la gauche depuis le congrès d'Epainay en 1971, le « grand parti de la gauche » ou du « salariat ».

La « mouvance » communiste

Pour M. Cambadélis, le programme d'Epainay — « front de classe », autogestion, rupture avec le capitalisme — est... caduc, mais la stratégie adoptée par ce qui était alors le « nouveau » PS reste la bonne. C'est ici que le furet pointe son nez. Qui dit stratégie d'Epainay dit Mitterrand. A ce panache-là, tous les mitterrandistes doivent se rallier, sauf à s'avouer en rupture de ban. En clair, M. Fabius, qui avait émis quelques réserves sur les laborieux accords municipaux avec le PCF, songe-t-il à larguer ces amarrés-là ? Et M. Poperen voudrait-il étudier ce débat lorsqu'il en propose un autre sur le « juste partage » ?

PATRICK JARREAU.

Accélération du programme de protection de la couche d'ozone

La production des CFC devrait cesser d'ici à l'an 2000

Du 2 au 5 mai, les représentants des quatre-vingt-un pays signataires du protocole de Montréal (ratifié à ce jour par trente-quatre Etats et la CEE) se sont réunis à Helsinki. Ils se sont mis d'accord pour accélérer la réduction de la production des chlorofluorocarbones (CFC) à l'horizon de l'an 2000 — et mettre à l'arrêt celle d'autres

HELSINKI
de notre correspondante

« Je suis profondément satisfait du résultat de nos travaux », déclarait, vendredi 5 mai, M. Mostafa Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), à l'issue de la première réunion des quatre-vingt-un pays signataires du protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Ces pays, réunis à Helsinki du 2 au 5 mai, ont accepté dès la première journée, et dans un surprenant élan d'unité, d'accélérer, aux termes de la proposition finlandaise qui leur avait été présentée, le processus de leur accord à l'an dix-neuf mille à Montréal.

Toute production et consommation des CFC devront avoir cessé d'ici à l'an 2000, si possible même avant, et « dès que faisable » pour d'autres substances telles que les halons, pour lesquels il n'existe pas encore de produits de remplacement. Ce pas de géant politique ne pourra cependant s'effectuer en pratique que si tout le monde suit le mouvement.

Encore faut-il s'en donner les moyens et en fournir à ceux qui n'en ont pas. C'est sur ce point qu'est apparue la discordance dès le deuxième jour : l'idée d'un fonds international devant permettre aux pays en développement d'accéder à la technologie des produits de substitution et aux modifications nécessaires de leurs installations, avancée il y a deux mois à Londres par la Chine et reprise par la Finlande et la Norvège, allait faire l'objet de discussions serrées entre, d'une part, la CEE (dont la Grande-Bretagne, particulièrement hostile à cette idée) et d'autre part le groupe des 77 et la Chine. Ce pays, n'ayant pas signé le protocole de Montréal et n'étant qu'observateur, n'en a pas

moins joué un rôle très actif pour la promotion des intérêts des pays en développement, qui n'entendent pas supporter les conséquences d'une situation créée par les Etats riches.

Un calendrier serré

Les positions étaient déboulochées, en partie grâce au Sénégal, plus ouvert à l'égard du « codeveloppement », par un compromis proposant la création d'un groupe de travail qui devra élaborer les modalités de mécanismes internationaux de financement « n'excluant pas un fonds ».

Mais le spectre d'une nouvelle machine bureaucratique au fonctionnement lent et au financement problématique (qui va payer ? qui va gérer ? comment sera réparti l'argent ?) n'est pas de nature à convaincre les sceptiques, qui estiment que la communauté internationale dispose d'instruments suffisamment nombreux (Banque mondiale, ONUDI et autres) pour s'occuper de cette tâche. « Nous ne sommes pas hostiles au fonds si l'évaluation du groupe de travail fait apparaître qu'il est absolument nécessaire », indiquait, pour sa part, M. Albert Thabault, le chef de la délégation française à Helsinki.

Si cette réunion d'Helsinki a fait ressurgir le clivage Nord-Sud, elle aura, en revanche, été le théâtre

Fin de la grève dans les musées nationaux

La grève d'une partie des personnels des musées nationaux, commencée vendredi matin 5 mai pour une période illimitée (nos dernières éditions du 6 mai) a pris fin en début de soirée après un accord sur la poursuite des discussions sur le renouvellement du statut. Le personnel n'est pas contre le changement de statut, mais nous voulons que le « ménage » soit fait dans le statut de 1980, dépassé dès son entrée en vigueur », avait précisé avant la réunion M. Maurice Boumatia, membre de l'intersyndicale. « Actuellement, ajoute-t-elle, il y a des personnels à trois vitesses. Les gens qui restent aujourd'hui gagnent plus que ceux qui sont restés il y a dix ans. Et certains personnels administratifs et des vestiaires gagnent à peine 4 200 F net par mois (sur douze mois) ».

La Réunion des musées nationaux (RNM) emploie quelque huit cents personnes et regroupe trente-trois musées.

An Cambodge

Phnom-Penh proclamera un cessez-le-feu unilatéral après le retrait vietnamien.

Bangkok (AFP). — Le premier ministre cambodgien, M. Hun Sen a déclaré samedi 6 mai à Bangkok que le gouvernement de Phnom-Penh proclamera « un cessez-le-feu unilatéral » si aucun règlement de paix au Cambodge n'est atteint après le retrait total des troupes vietnamiennes fin septembre.

« C'est un élément important pour éviter une guerre civile après le départ de l'armée vietnamienne », a ajouté M. Hun Sen lors d'une conférence de presse.

L'arrêt de renvoi du CRS Gilles Burgos devant la cour d'assises est cassé

La chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris du 21 décembre 1988 renvoyant le CRS Gilles Burgos, trente-deux ans, devant la cour d'assises de Paris pour « homicide volontaire » (le Monde du 23 décembre 1988). Dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, rue de Mogador à Paris, le CRS avait ouvert le feu sur un automobiliste de vingt-sept ans, Lolo Lefèvre, le blessant mortellement. Le policier avait affirmé par la suite avoir agi en état de légitime défense.

Dans son arrêt rendu le 3 mai, la chambre criminelle s'est d'abord annulée une première décision rendue par la chambre d'accusation qui prononçait l'annulation de certaines pièces de la procédure. Pour écarter ces pièces, la chambre d'accusation s'était appuyée sur la loi d'amnistie du 20 juillet 1988 qui interdisait de faire état de condamnations antérieures. Avaient notamment été annulés les documents faisant référence à une altercation survenue le 22 avril 1988 entre le CRS et un restaurateur de Véziray au cours de laquelle le policier avait saisi le personnel du restaurant avec une bombe lacrymogène parce que la pizza était « dégoûtante » (le Monde du 26 mai 1988).

Mais les juges suprêmes observent que les dispositions de l'article 26 de la loi d'amnistie « ne concernent pas l'annulation des faits poursuivis ou sanctionnés », et soulignent que le rappel des condamnations antérieures n'entraîne aucune nullité. Implacable, la chambre criminelle ajoute : « Tout arrêt doit être motivé et l'insuffisance de motifs équivaut à leur absence », avant de conclure : « La chambre d'accusation a annulé la procédure et ne peut donner de base légale à sa décision ».

Cette cassation entraîne celle de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises. Et c'est la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, « entièrement composée », qui devra statuer à nouveau sur le crime reproché au CRS Gilles Burgos.

M.P.

Le numéro du « Monde » daté 6 mai 1989 a été tiré à 495 740 exemplaires.

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

NATHAN
Le Monde

LA FRANCE DES LIBRES

LA FRANCE DES LIBRES

LA FRANCE DES LIBRES

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

A B C D E F G

حکومت الامم المتحدة